CONTREPOINT

52-53

Xe colloque du Club de l'Horloge

Rompre avec 50 ans de socialisme

numéro spécial

CONTREPOINT

- Directeur de la Publication : **Yvan Blot**
- Directeur et
  Gérant de la Société Editrice de la revue CONTREPOINT : **Yvon Briant**

CONTREPOINT revue trimestrielle, n° 52-53
Rédaction et Administration :
4, rue de Stockholm - 75008 PARIS. Tél. : 42.94.10.10.

Rédaction en chef : **Yvon Briant**
Politique, actualité : **Yvan Blot**
Économie, entreprise : **Bernard Lebeau**
Sciences, culture : **Michel Leroy**

Edité par la S.E.R.C.
S.A.R.L. au capital de 100.000 F
Siège Social : 35, rue Notre-Dame-de-Lorette 75009 PARIS
R.C. PARIS B 319606489
Composition et impression : Corlet Imprimeur, S.A.
Commission paritaire : n° 50186

Revue vendue essentiellement par abonnements
Libeller les chèques à l'ordre de la « S.E.R.C. CONTREPOINT »

Abonnements annuels - 4 numéros - (T.V.A. 4 % incluse)

	France	Etranger
Particuliers	**210 FF**	**310 FF**
Institutions	**310 FF**	**400 FF**
Abonnements de soutien à partir de	**500 FF**	

Le numéro

Particuliers	**55 FF**	**70 FF**
Institutions	**80 FF**	**95 FF**

La revue ne répond pas des textes qui lui sont adressés.
Elle n'en accuse pas réception.
Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

SOMMAIRE N° 52-53

Xe COLLOQUE DU CLUB DE L'HORLOGE

Paris le 12 et 13 octobre 1985

Rompre avec 50 ans de socialisme 1936-1986

MICHEL LEROY Le cycle historique du socialisme	5
JEAN-YVES LE GALLOU Le vrai bilan du Front populaire	15
FRANÇOIS-GEORGES DREYFUS Le dirigisme de Vichy à la libération.....	19
GÉRARD BRAMOULLÉ « Les tentatives de rupture : Poincaré, Pinay, de Gaulle »	31
JULES MONNEROT Du pouvoir intellectuel de la Gauche, vivisection d'un conformisme	41
DIDIER MAUPAS Les obstacles à la rupture.....	59
BO SIEGBAHN Le socialisme en Suède, ou l'alternance manquée .	71
YVAN BLOT Les nouvelles valeurs démocratiques en Occident .	79
ALAIN REDSLOB La stratégie de rupture	85
HENRY DE LESQUEN Les chances d'un renouveau libéral	93

Ont collaboré à ce numéro

Yvan Blot — Ancien élève de l'E.N.A. Inspecteur de l'Administration. Maître de conférence à l'Institut d'Études Politiques de Paris. Président d'honneur du Club de l'Horloge. Membre du Comité Central du R.P.R. et Conseiller Général du Pas-de-Calais.

Gérard Bramoullé — Professeur Agrégé de Sciences Économiques à l'Université d'Aix-Marseille III — Doyen Honoraire de la Faculté d'Économie Appliquée.

François-Georges Dreyfus — Professeur d'Histoire du XX• siècle à l'Université de Strasbourg.

Jean-Yves Le Gallou — Ancien élève de l'E.N.A. Inspecteur de l'Administration.

Michel Leroy — Ancien élève de l'E.N.S. Agrégé de Lettres. Vice-Président du Club de l'Horloge.

Henry de Lesquen — Président du Club de l'Horloge — Ancien élève de Polytechnique et de l'E.N.A. — Auteur de *« La Politique du Vivant »*

Didier Maupas — Vice-Président du Club de l'Horloge — Ancien élève de l'E.N.A. — Auteur de *« L'École en Accusation »*

Jules Monnerot — Sociologue — Auteur de *« Sociologie de la Révolution »* et *« L'intelligence du Politique »*

Alain Redslob — Professeur d'Économie Politique à l'Université d'Angers — Maître de Conférence à l'Institut d'Études Politiques de Paris — Auteur de *« L'Économie de la Réussite »*

Bo Siegbahn — Ancien Ambassadeur de Suède en France.

LE socialisme n'est pas une idée neuve en France. Depuis au moins 50 ans, le dirigisme est la chose du monde la mieux partagée dans notre pays, malgré les changements de gouvernement ou de régime, par-delà les ruptures ou les fractures de notre histoire.

Depuis 50 ans, en effet, le rôle de l'État n'a cessé de s'accroître, notamment dans l'économie, l'esprit d'assistance de se développer, et la fiscalité de s'alourdir. Le régime de Vichy, issu de la Chambre du Front Populaire, bien loin d'avoir marqué une pause dans cette évolution, a mis en place les modes de gestion technocratiques que nous continuons à connaître. A « droite » comme à « gauche », hormis quelques brillantes exceptions, règne depuis un demi-siècle l'illusion que l'État est seul capable d'assurer la prospérité du pays et la protection des Français.

Rompre avec le socialisme, aujourd'hui, c'est rompre avec 50 ans de dirigisme, ouvert ou larvé. C'est tracer une nouvelle voie pour la France, conforme aux exigences d'une économie moderne.

Michel LEROY

Le cycle historique du socialisme

DANS *l'Ancien Régime et la Révolution*, Tocqueville a montré combien la Révolution avait poursuivi et approfondi l'œuvre de centralisation et le processus d'assujettissement commencé sous l'Ancien Régime.

Fidèle à l'esprit du grand historien, nous souhaiterions montrer combien l'histoire des cinquante dernières années reflète une évidente continuité, au-delà des changements de régimes, des crises économiques et des guerres.

Cette continuité, et là encore nous ne sommes pas loin de Tocqueville, c'est l'approfondissement de l'étatisme, l'alourdissement du poids de l'État sur la vie des citoyens.

Cet étatisme a pris bien des masques : le masque du socialisme, bien sûr, qui, sous couleur de défendre la justice sociale et les intérêts de « classes » prétendument dominées, assure en réalité la domination d'une technostructure, mais aussi le masque de l'efficacité, de l'organisation rationnelle, de la compétence, qui justifie l'émergence de la technocratie ; le masque de l'intérêt national, au moment des crises majeures que constituent les guerres, comme on le verra en étudiant le régime de Vichy.

Ce sont d'ailleurs souvent les mêmes hommes qui revêtent l'un ou l'autre de ces masques, et l'on verra ainsi les mêmes discours, les mêmes thèmes, inspirer des politiques qualifiées de « droite » ou de « gauche », mais renforçant et justifiant toujours l'étatisme, le repli de la sphère privée au profit de la sphère publique.

L'épisode de l'État français, de 1940 à 1945 est, de ce point de vue, exemplaire.

A en croire les historiens bien-pensants, Vichy, c'est la revanche sur le Front populaire, et même sur 1789 ; c'est le retour à la terre, c'est le triomphe éphémère de la droite la plus archaïque.

Mais Vichy, peut-on l'oublier, c'est aussi la revanche des déçus du Front populaire, de tous ces hommes venus des partis ou des syndicats de gauche et qui peuplèrent les ministères de Vichy.

Vichy, c'est aussi les comités d'organisation qui coiffent les secteurs de la production industrielle ; ce sont les prémices de la planification ; c'est une politique de grands travaux, lancée selon les schémas keynésiens ; c'est la naissance d'un ministère de l'économie nationale, qui permet de diriger l'économie ; c'est aussi la

Charte du Travail, qui instaure le salaire minimum vital, et crée dans les entreprises des comités sociaux, ancêtres de nos comités d'entreprise.

Et bien des projets ébauchés sous Vichy furent réalisés à la Libération. Un historien américain, Richard Kuysel, a bien souligné l'évidente continuité, de Vichy à la Libération : « Malgré des différences évidentes, écrit-il, les réformes proposées par Vichy et par la Résistance avaient beaucoup de points communs. » Et il ajoute : « Dans une large mesure, les propositions de la Révolution nationale servirent de points de départ à ses adversaires (1). »

Et faut-il souligner le paradoxe selon lequel, au cours des années 70, alors qu'on faisait du ralentissement de la progression budgétaire et du retrait de l'État des objectifs prioritaires, la croissance des dépenses publiques s'est accélérée ?

Ce sont là des tendances lourdes qui survivent à la succession des hommes, un véritable cycle commencé à vrai dire il y a plus de 50 ans.

D'abord, donc, la progression et l'alourdissement de l'État

Cette évolution est assez facilement mesurable. En dépit de certaines ruptures et discontinuités, la logique dominante est celle d'un accroissement de la sphère étatique, perceptible à travers la continuité des tendances, des idées et des hommes.

La continuité des tendances

La croissance des dépenses publiques depuis un siècle peut être décrite en trois périodes : une période de croissance lente avant 1914, une phase heurtée dans l'entre-deux-guerres, et une accélération après la Seconde Guerre mondiale (2).

Sur la période 1872-1912, ce sont les dépenses des collectivités locales qui augmentent le plus.

A la suite de la guerre et de la reconstruction, les dépenses publiques atteignent un haut niveau en 1922, pour régresser jusqu'en 1928, grâce notamment à la politique de Poincaré.

Sous l'effet de la crise économique, les dépenses de l'État augmentent à partir de 1929, avec un maximum en 1936, en raison des mesures prises par le Front populaire. Les dépenses baissent ensuite.

Après la Seconde Guerre mondiale, la progression est beaucoup plus régulière. Si les dépenses de l'État augmentent moins vite, contrairement aux dépenses locales et de sécurité sociale, la crise des années 70 entraîne un relèvement des dépenses de l'État, un ralentissement pour les collectivités locales et une accélération pour la sécurité sociale.

La croissance d'ensemble des prélèvements obligatoires est indéniable. Proches de 10 % de la P.I.B. au début du siècle, ils évoluent entre 12 et 18 % entre les deux guerres. En 1947, ils atteignent près de 28 % pour atteindre 42 % en 1981.

Croissance, donc, des dépenses publiques, mais aussi extension du champ d'intervention de l'État.

De nouvelles administrations apparaissent : l'Agriculture en 1881, le Commerce en 1886, le Travail en 1906, avec un renforcement des prérogatives du ministère des Finances.

L'État a développé son rôle d'employeur, surtout depuis 1945. En un siècle, la part de la population active employée par les administrations publiques a triplé.

Le poids de la fiscalité d'État a également fortement progressé : proche de 8 % de la P.I.B. au début du siècle, elle évolue de 11 % à 14 % entre les deux guerres,

monte de 17 % en 1947 à 28,4 % en 1965. Elle régresse alors jusqu'en 1974 pour remonter jusqu'à aujourd'hui.

Ce sont les cotisations sociales qui augmentent le plus : 7,4 % en 1947 pour atteindre 18 % du P.I.B. en 1980, avec une vive accélération depuis 1974.

En vingt ans, souligne le C.E.R.C. dans son troisième *Rapport sur les revenus des Français*, les revenus directs ont été multipliés par 2,2 pendant que les impôts directs étaient multipliés par 3,7, les prestations sociales par 4,2 et les cotisations par 4,4.

La part des revenus indirects, redistribués par l'État ou les organismes parapublics, n'a cessé d'augmenter par rapport aux revenus directs, fruits du travail et de l'épargne. C'est un indice majeur de la socialisation.

La continuité des idées

Ce courant étatique et socialisant a été porté par le mouvement des idées.

On pourrait ainsi évoquer la progression des analyses keynésiennes, d'abord dans l'enseignement de l'économie, puis dans l'idéologie dominante diffusée au sein de la haute fonction publique, notamment depuis la création de l'E.N.A.

Avant guerre, Georges Boris, un des premiers lecteurs de Keynes, fit beaucoup pour infléchir la seconde expérience Blum dans un sens plus dirigiste, et après-guerre il fut l'un des proches conseillers de M. Pierre Mendès France.

Après-guerre, Claude Gruson, qui mit au point la planification française, fut aussi l'auteur d'une des premières études sur Keynes : *Esquisse d'une théorie de l'équilibre économique, réflexions sur la théorie générale de lord Keynes* (1949).

Pour montrer cette continuité des idées, je m'attacherai à deux thèmes : la nationalisation et la planification (3). Et l'on verra que ces deux idées élaborées dans des cercles restreints, finirent par influencer une large partie du spectre politique.

Le terme de nationalisation apparaît, au lendemain de la Première Guerre mondiale, dans les textes de la C.G.T. sous l'influence de l'austromarxisme d'Otto Bauer, mais aussi des exigences de l'économie dirigée pendant la guerre.

En 1918, la Fédération des Cheminots demande la nationalisation des chemins de fer. En 1919, le congrès de la C.G.T. réclame la nationalisation des grands services publics.

Il faut noter que cette exigence fut qualifiée de réformiste et de ce fait rejetée par les communistes (qui n'étaient pas encore séparés de la S.F.I.O.), par les syndicalistes révolutionnaires et les anarchistes.

Le programme de la C.G.T., encore unifiée, prévoyait la nationalisation des transports terrestres et maritimes, des mines, des centrales électriques et des grandes institutions de crédit. Afin d'éviter — déjà — les risques de l'étatisme, la C.G.T. prévoyait, pour gérer les sociétés nationalisées, une « régie coopérative autonome », regroupant les représentants des producteurs, des consommateurs et de l'État.

Le planisme du belge Henri de Man (qui évoluera vers le fascisme) prévoit un certain nombre de nationalisations et influence le plan de la C.G.T. de 1935. Conformément aux idées de De Man, la C.G.T. donnait la priorité à la nationalisation du crédit.

Le Front populaire n'a pas intégralement appliqué ces idées. Certes, les industries d'armement ont été nationalisées : mais plus par souci de moralisation et par exigence pacifiste, que par volonté de restructurer l'économie. Certes, le gouvernement Chautemps, en 1937, a créé la S.N.C.F. (une société d'économie mixte, comme il s'en crée beaucoup entre les deux guerres), mais c'était surtout dans l'espoir de remédier à un déficit gigantesque.

Le thème des nationalisations sera repris dans le programme du C.N.R. avant d'inspirer les nationalisations de 1945-1946. A ce moment, un véritable consensus s'établit autour des nationalisations. Même des « libéraux » comme René Pleven y voient un instrument nécessaire de la modernisation : en 1945, il se déclare en

effet partisan « d'une économie dirigée, mais d'un dirigisme libéral et démocratique ».

En fait, les nationalisations de 1945-1946 obéissent à des objectifs très divers. Elles ne constituent un moyen de socialisation que pour un petit nombre. Pour les uns, la nationalisation est une sanction contre les patrons accusés de collaboration (Renault) ; pour d'autres, c'est un moyen de lutter contre les pénuries (charbonnages), de contrôler les trusts et d'abattre le « mur d'argent » (les banques) ; pour le M.R.P., c'est le moyen « d'humaniser » et, pour les gaullistes, d'organiser l'économie. Encore faut-il souligner que de Gaulle s'efforça de restreindre le champ des nationalisations qui ne constituaient pas une priorité à ses yeux.

La planification est, elle aussi, un produit de la Première Guerre mondiale.

C'est une idée qui a été lancée par W. Rathenau, le grand industriel allemand, patron de l'A.E.G., qui a contribué à la création d'un comité de guerre de l'industrie allemande.

Cette idée fait surtout fortune en Belgique, avec le planisme d'Henri de Man, sous l'influence du plan quinquennal soviétique, depuis 1928, et de l'expérience Roosevelt, depuis 1933. En 1932, Gaston Bergery, venu du parti radical et futur ministre de Vichy, expliquait : « La fortune du mot Plan dans le monde, c'est l'expression de la nécessité d'organiser, de remplacer le vieil équilibre naturel par une organisation préméditée. »

Le « planisme » va inspirer de très nombreux groupes de réflexion, entre les deux guerres, parmi les hauts fonctionnaires, les ingénieurs ou les syndicalistes. La notion de plan recouvre des acceptions très diverses, mais qui renvoient toutes à une critique de l'économie libérale et à un projet d'économie dirigée.

A gauche, la C.G.T. est acquise à l'idée du plan. Mais la S.F.I.O. l'a récusée en 1934. Au sein du Parti socialiste, le planisme est défendu par le groupe « Révolution constructive » et par les néo-socialistes dont Marcel Déat.

Dans la mesure où l'idée du plan s'identifie aux néo-socialistes, la défaite de ces derniers au sein de la S.F.I.O. coïncide avec le rejet du planisme. Le programme du Front populaire n'en fera pas mention. Il faut attendre le 2e gouvernement de L. Blum, en 1938, pour le voir adopter l'idée d'une économie mixte : en 1947, L. Blum déclara devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale que son plan n'était pas « sans analogie avec le plan quinquennal russe ou le Plan Goering ».

Beaucoup de planistes, venant de la C.G.T. ou des néo-socialistes, en particulier, se retrouveront à Vichy, qui est aussi la revanche des déçus de la « gauche ». On y verra également des planistes d'inspiration saint-simonienne, issus par exemple du personnalisme ou du groupe X-Crise.

Au sein de la Résistance, on trouve aussi des planistes qui ont fréquenté les mêmes groupements que les planistes de Vichy. Mieux encore : certains techniciens appartenant aux mouvements de Résistance, participaient à la vie économique du pays et appliquaient la politique dirigiste de Vichy. Les contacts entre les planistes de Vichy, et ceux de Londres ou d'Alger demeurèrent constants. Nombre de thèmes sont d'ailleurs communs.

Voici un discours-type des années 40 : « Devant la faillite de l'économie libérale, presque tous les peuples se sont engagés dans la voie d'une économie nouvelle (...). Deux principes essentiels nous guideront : l'économie doit être organisée et contrôlée ; la coordination par l'État doit briser la puissance des trusts et leur pouvoir de corruption. Bien loin de briser l'initiative individuelle, l'économie doit la libérer de ses entraves actuelles en la subordonnant à l'intérêt national. »

Ce texte est du maréchal Pétain. Il aurait pu être écrit par n'importe quel planiste d'avant-guerre, de la Résistance ou de la Libération.

La planification qui sera mise en place après la Libération s'est largement inspirée des travaux préparatoires de Vichy : le gouvernement provisoire ordonna d'imprimer et de diffuser le projet réalisé par la délégation générale à l'équipement national, placée sous la responsabilité de Bichelonne. On observe donc des convergences frappantes entre les planistes de Vichy et les experts de Jean Monnet : « Ils

reprenaient, écrit R. Kuisel, des thèmes communs dont, parmi les plus saillants, la rénovation, l'industrialisation, la planification, l'intervention de l'État ; ils partageaient encore la même phobie des trusts, la même aspiration à une économie humanisée. »

Pour comprendre cette continuité des idées, il nous faut montrer la continuité des hommes.

La continuité des hommes

En effet, la poussée progressive de l'étatisme est favorisée par l'accès aux responsabilités du pouvoir d'une nouvelle catégorie d'hommes : ceux qu'on appelait, entre les deux guerres, les techniciens et qu'on nommera ensuite les technocrates (4).

Influencés par la tradition saint-simonienne, formés d'ingénieurs, de syndicalistes, et de hauts fonctionnaires, ces techniciens se sont peu à peu substitués à la bourgeoisie capitaliste, répudiant le libéralisme au nom du dirigisme et de l'expansionnisme.

Ils sont à l'origine des multiples cercles qui, entre les deux guerres, se réclament volontiers du planisme : X-Crise, l'Ordre nouveau, le Redressement français...

Beaucoup d'entre eux refusent les clivages partisans et veulent, comme Saint-Simon, substituer « l'administration des choses au gouvernement des hommes ». On les retrouve dans les courants planistes de la C.G.T. ou des néo-socialistes ; parmi les jeunes radicaux, tels P. Mendès France ou Bertrand de Jouvenel, auteur de l'*Économie dirigée*, dans certaines franges du patronat, également, à l'instar de Louis Loucheur, chef d'entreprise et député, qui voulait « freiner les excès de l'individualisme ».

Certains d'entre eux participeront au ministère Tardieu, de 1929. C'est ainsi qu'André François-Poncet, sous-secrétaire d'État à l'Économie nationale, est chargé de concevoir une nouvelle politique économique, ni socialiste, ni libérale, mais de caractère interventionniste ; déjà, un « plan d'outillage national » est élaboré. Mais la chute du gouvernement empêche ces projets d'aboutir.

Les techniciens contribuèrent au lancement du Front populaire, notamment Georges Izard et Gaston Bergery. Beaucoup d'entre eux en attendaient la réalisation de leurs idées : lancement de grands travaux, planification, arbitrage des conflits du travail, organisation d'un ministère de l'Économie. Ils furent profondément déçus.

L'avènement de l'État français parut offrir une nouvelle chance aux techniciens. En effet, le nouveau régime s'est constitué en grande partie contre la politique, jetant ainsi les bases d'une nouvelle technocratie : il n'y avait plus de parlement, plus de partis, plus d'hommes politiques au sens traditionnel du terme. Pour les techniciens, c'était l'occasion de mettre en œuvre les idées rejetées ou trahies, avant guerre, par les gouvernements de droite ou de gauche. A leurs yeux, l'administration des choses ne pouvait souffrir de solution de continuité. Le domaine économique est entièrement dans les mains des techniciens, avec Yves Bouthillier, René Belin (venus de la C.G.T.) ou Jean Bichelonne. Le gouvernement Darlan de 1941 est constitué de techniciens, parmi lesquels Pierre Pucheu, François Lehideux ou Jean Berthelot. De cette prépondérance des techniciens dans les gouvernements de Vichy est née la légende de la Synarchie.

Dans les mouvements de Résistance, on trouve aussi nombre de techniciens, qui avaient, avant-guerre, participé à X-Crise, contribué aux mêmes revues, comme *Plans*, l'*État moderne* ou l'*Ordre nouveau*. Et, bien entendu, on retrouve les mêmes idées d'organisation, de rationalisation, de planification de l'économie qui nourrissent les programmes de la Résistance.

La continuité est d'autant plus évidente, à la Libération que, comme l'écrit R. Kuisel, « durement rompue dans l'ordre politique, elle le fut beaucoup moins au niveau de l'administration économique. Nombre de structures restent d'ailleurs en place après la guerre, comme l'organisme de planification, l'office statistique ou le ministère de la Production ».

Les techniciens chargés de mettre en œuvre la nouvelle politique économique avaient appartenu, avant-guerre, aux mouvements planistes : Raoul Dautry, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, André Philipp, Jules Moch, Robert Lacoste, P. Mendès France.

L'un des plus beaux fleurons de cet esprit technicien est évidemment Jean Monnet qui est le maître d'œuvre du premier Plan, et qui a puisé son expérience première dans le projet Clémentel de 1919, inspiré de l'économie de guerre. Ainsi, Jean Monnet fait la transition entre les deux guerres mondiales, la première, qui crée les modèles du dirigisme, et la seconde, qui en permet l'application véritable.

La IVe République avec l'instabilité ministérielle qui lui est propre, va consacrer l'émergence des techniciens. Sous la Ve République, ils accéderont directement au pouvoir politique.

Les mécanismes accélérateurs de l'étatisme

Les conflits mondiaux

Il y a, de toute évidence, la guerre

Comme l'a souligné Bertrand de Jouvenel, dans *Du Pouvoir* (5) : « *Si toute avance du pouvoir sert à la guerre, d'autre part la guerre sert à l'avance du pouvoir : elle agit comme un chien de berger qui presse les pouvoirs retardataires de rejoindre les plus avancés dans le processus totalitaire.* »

Les guerres ont toujours été de formidables accélérateurs du pouvoir de l'État, par les contraintes qu'elles supposent et les dépenses qu'elles entraînent. L'historien Jean Meyer l'a montré sur la longue durée : « La guerre, mère de toutes choses, écrit-il, dans son essai sur le *Poids de l'État*, a été le principal sinon l'unique moteur de cette évolution qui s'est opérée par étapes et paliers successifs (6). »

Les deux dernières guerres mondiales en offrent la démonstration.

En 1914, les hostilités interrompent presque immédiatement le fonctionnement de l'économie de marché : les produits sont réquisitionnés, la main-d'œuvre envoyée au front, les chemins de fer pris en main, un moratoire bancaire décrété.

La guerre a aussi libéré les ministres et les fonctionnaires de la surveillance exercée par le Parlement. Par le biais de l'Union sacrée, elle a aussi favorisé l'arrivée au pouvoir de socialistes, comme Albert Thomas, qui devient ministre de l'Armement.

La guerre entraîne des distorsions fatales dans l'ordre libéral : les charges de la guerre, de la dette et de la reconstruction pèsent lourdement sur le budget de l'État et, cumulées sur de nombreux pays, elles ne seront pas sans influence sur le déclenchement de la grande crise de 1929.

Enfin, pour certains dirigeants, la guerre n'était pas une parenthèse, mais une rupture et, après avoir conduit l'économie de guerre, ils élaborèrent des programmes visant à réformer l'ordre libéral (Clémentel, A. Thomas, L. Loucheur).

L'expérience de la guerre a exercé une très forte influence intellectuelle sur tous ceux qui, une fois la paix venue, désirent renforcer l'action de l'État, rationaliser le fonctionnement de l'économie et rendre les administrations plus efficaces. La réflexion induite à partir de l'expérience de la guerre a été également nourrie par les expériences étrangères (l'organisation allemande, l'organisation scientifique du travail aux États-Unis) pour donner naissance à l'ère des organisateurs (7).

La Seconde Guerre mondiale accentue fortement le dirigisme. Aux approches de la guerre, la mobilisation économique s'impose. En 1938, Michel Debré, qui est

alors au Cabinet de Paul Reynaud, ministre des Finances, déclare : « L'État doit se rendre compte que les circonstances exigent qu'il prenne la direction générale de la vie économique de la nation. »

Une loi de 1938 sur « l'organisation de la nation en temps de guerre » prévoit les conditions d'une intervention généralisée de l'État : le commerce extérieur et les exportations de capitaux sont contrôlés, les prix et les salaires bloqués. Un décret de 1939 soumet à autorisation administrative la création et l'extension des établissements industriels, commerciaux et artisanaux.

Sous l'Occupation, la nécesssité de faire face à la pénurie rejoint les préoccupations dirigistes des technocrates de Vichy pour accroître le contrôle de l'État sur la vie économique.

Après la guerre, l'importance accrue des partis de gauche et la nécessité de redresser une économie dévastée renforcent le dirigisme amorcé par Vichy.

Et certaines mesures décidées pour faire face à une situation de guerre demeurent intactes jusqu'à aujourd'hui : en particulier, le contrôle des prix.

Cette évolution n'est d'ailleurs pas propre à la France, puisqu'après la Seconde Guerre mondiale, la plupart des pays s'engagent dans la voie d'un capitalisme dirigé : c'est le cas de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, avec son « économie sociale de marché », de l'Italie, qui hérite du fascisme un lourd secteur public, des États-Unis, où la technostructure impose une certaine forme de planification du secteur privé.

Les crises économiques

Elles constituent, elles aussi, un facteur d'accélération de l'étatisme.

La crise de 1929 amorce de ce point de vue un tournant.

A cette crise, on apporte une réponse intellectuelle : ce sont les projets planistes qui seront appliqués après la guerre.

On apporte aussi une réponse pragmatique : en particulier, les industriels édifient des ententes pour contrôler la production et les prix. L'État encourage et même parfois impose ces cartels. La politique des gouvernements successifs vise à isoler l'économie nationale, à amortir la concurrence, à comprimer la production, à aider certains groupes d'intérêts. Les sociétés d'économie mixte se multiplient : c'est le cas, par exemple, de la Compagnie Générale Transatlantique.

Il n'est pas sûr que ce dirigisme mâtiné de protectionnisme ait pu permettre à la France de sortir de la crise. En réalité, la France ne sortira vraiment de la grande crise des années 30 qu'au cours des années 50, à l'orée des trente glorieuses, largement favorisées par l'ouverture des frontières.

Si la France va connaître après-guerre, une exceptionnelle période de croissance, ce n'est pas en vertu des nationalisations et de la planification imposées à l'économie. L'aide américaine du Plan Marshall et l'ouverture des frontières, liée à une durée élevée du travail en France, et à l'importance de la demande, ont sans doute pesé davandage que les prétendus remèdes de la planification et de la nationalisation (8).

Les tensions sociales

Elles favorisent l'alourdissement de la législation du travail et l'extension de la protection sociale.

Les grandes grèves précédant la guerre de 14-18, liées à la progression du mouvement syndical et socialiste, suscitent les premières interventions de l'État : en particulier, l'établissement des retraites ouvrières et paysannes, l'instauration d'un statut légal des conventions collectives.

Entre les deux guerres, la crainte d'une contagion de la révolution russe et la

progression du chômage à partir de 1930 entraînent de nouvelles mesures sociales : notamment, le vote de la loi de 1930 sur les assurances sociales (en dépit de l'opposition de la C.G.T.U. communiste), l'extension de la protection contre les accidents du travail ou l'amélioration du système de retraite.

Un tournant est pris en 1936, avec l'étatisation des conventions collectives.

Une nouvelle accélération a eu lieu après 1945 : c'est la constitution de la sécurité sociale ; de nouvelles mesures sur les conventions collectives, le statut de la fonction publique (1946), les grilles de salaire (1946), le salaire minimum (1950). L'État n'intervient qu'assez tardivement (au cours des années 60) à propos du chômage.

Les grandes grèves de 1968 constituent un nouveau tournant, avec les accords de Grenelle (qui consacrent, entre autres, la section syndicale d'entreprise).

On ne peut qu'être frappé, en France, par la tendance permanente à la centralisation et à l'étatisation des relations professionnelles : il faut sans doute en voir la source dans la radicalisation des positions respectives des syndicats et du patronat, dans la lenteur de l'industrialisation, ainsi que dans la gestion directe par l'État d'une partie importante de la population salariée, au sein du secteur public et nationalisé.

D'où ces évolutions heurtées, rythmées par les explosions sociales, notamment en 1936 et en 1968.

Bien entendu, je n'ai pas la prétention d'avoir énuméré tous les accélérateurs de l'étatisme. Il faudrait faire aussi intervenir les facteurs structurels analysés par l'école des choix publics : selon ces analyses, la logique même du marché politique, dans un système démocratique, conduit au « toujours plus » ; toujours plus de dépenses, de règlements, à l'instigation des groupes de pression. Nous y reviendrons, en examinant « les obstacles à la rupture ».

La crise de l'étatisme

Je voudrais maintenant décrire la crise de l'étatisme, à laquelle nous assistons depuis une dizaine d'années.

Je crois que le cycle de socialisation s'achève.

Je crois que l'étatisme a épuisé ses vertus, pour peu qu'on veuille bien lui en prêter, et qu'il rend aujourd'hui le dernier soupir.

Cette évolution, là encore, n'est pas propre à la France. Dans les pays les plus développés, y compris les plus touchés par le socialisme, on assiste à une vague de privatisation, de déréglementation, de remise en cause de l'État-Providence. Les fondements mêmes de l'étatisme sont en train de s'effrondrer.

Ses fondements économiques

Il apparaît de plus en plus clairement que les difficultés économiques dont souffrent les économies européennes proviennent, non pas de la crise du pétrole, du développement des nouvelles technologies, ou de la concurrence des nouveaux pays industriels, mais bien plutôt des rigidités et des surcoûts engendrés par la croissance de l'État.

Les rigidités instaurées par l'inflation réglementaire empêchent les transformations nécessaires de l'appareil productif.

Les surcoûts fiscaux, sociaux ou réglementaires mettent les pays européens dans une situation d'infériorité, face à l'exacerbation de la concurrence mondiale.

Il est clair, désormais, que l'État aujourd'hui n'est plus la solution mais le problème.

Les bases sociologiques du socialisme s'effondrent également

On ne saurait oublier que le socialisme est, historiquement, le produit du déracinement, l'idéologie-refuge et consolation des masses conduites par l'exode rural dans les vastes concentrations urbaines et industrielles.

Or, aujourd'hui, les bastions ouvriers où s'est formée la « conscience de classe » du prolétariat, où s'est développée une culture ouvrière, où le syndicalisme et le socialisme ont pris racine — ces bastions ouvriers subissent une crise profonde : il suffit de citer la sidérurgie, les charbonnages, les chantiers navals pour comprendre à quel point nous assistons à la fin d'un monde.

En outre, ce qui reste du prolétariat au sein de la population salariée s'est infiniment diversifié avec l'immigration et la féminisation de la main-d'œuvre.

Enfin, le phénomène du déracinement engendré par l'exode rural appartient au passé, sauf pour la population immigrée. On retrouve volontiers ses racines, soit dans les villes moyennes qui se développent plus vite que les grandes agglomérations, soit dans les grandes villes aujourd'hui aménagées et mieux équipées.

Les secteurs en développement, qui usent davantage d'informations que de matières premières, ont moins besoin d'être concentrées auprès des voies de communication ou des sources de matière première, ce qui rend possible la dispersion des unités de travail.

Les fondements technologiques du socialisme disparaissent

Les grandes structures régies par l'organisation taylorienne du travail, sont, à terme, condamnées. L'automatisation des tâches, l'éclatement des structures en petites unités, la délocalisation du travail favorisée par l'informatique, le développement inéluctable de la flexibilité — toutes ces mutations ruinent les bases du syndicalisme traditionnel et remettent en cause la massification d'où le socialisme tirait sa force et sa légitimité. Elles conduisent à une gestion décentralisée des relations du travail.

Ces tendances dominantes sapent progressivement le système de valeurs qui fonde le socialisme étatique.

C'est Michel Rocard qui affirmait, au dernier *Forum de l'Expansion* « la gauche étatiste a subi une défaite idéologique ». Et il voyait dans les nationalisations de 1981 « le dernier sursaut du socialisme étatique ».

Le socialisme est condamné à se transformer ou à rejoindre le cimetière des idéologies défuntes. Les conditions qui lui ont permis de naître et de prospérer sont en train de disparaître.

Mais il ne faut pas se nourrir d'illusions : le socialisme n'a été qu'un des facteurs de l'étatisme, pas nécessairement le plus virulent ni le plus constant.

Après tout, l'étatisme progresse régulièrement en France depuis plus de cinquante ans, alors que la gauche n'a été au gouvernement que pendant peu d'années — même si son influence intellectuelle a largement excédé son influence directement politique.

L'éviction du socialisme ne suffira donc pas à effacer la tentation de l'étatisme. Une tentation à laquelle ont cédé, au cours des 50 années écoulées, la plupart des partis politiques, les fonctionnaires, les organisations professionnelles — et la liste n'est pas exhaustive — moins par conviction idéologique que par l'attrait de la facilité.

Il faut nous en convaincre dès maintenant : lorsque le socialisme sera retourné dans l'opposition, nous devrons encore nous battre pour vaincre les pesanteurs de l'étatisme, pour inverser enfin une tendance qui a parcouru tous les régimes depuis cinquante ans, et qui est arrivée aujourd'hui, enfin, à un point d'inflexion.

Michel Leroy

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

(1) Richard F. Kuisel. **Le capitalisme et l'État en France. Modernisation et dirigisme au XX• siècle.** Gallimard, 1984.

(2) Robert Delorme, Christine André. **L'État et l'énonomie. Un essai d'explication de l'évolution des dépenses publiques en France. 1870,** 1980. Seuil, 1983.

(3) Georges Lefranc, **Essai sur les problèmes socialistes et syndicaux**. Payot. 1970.

(4) Gérard Brun. **Technocrates et technocratie en France,** (1914-1945). Albatros, 1985.

(5) Bertrand de Jouvenel. **Du Pouvoir. Histoire naturelle de sa croissance**. Hachette 1972.

(6) Jean Meyer. **Le Poids de l'État**. P.U.F., 1983.

(7) Stéphane Rials. **Administration et organisation**. Beauchesne, 1977.

(8) J.-J. Carré, P. Dubois, Ed. Malinvaud. **La croissance française un essai d'analyse économique causale de l'après-guerre**. Seuil, 1972.

Jean-Yves LE GALLOU

Le vrai bilan du Front populaire

DES *conquêtes du mouvement ouvrier sont reconnues : le droit au travail, le droit au temps libre, le droit aux congés payés. C'est 1936. J'ai le sentiment d'avoir apporté une belle embellie ; d'avoir ouvert une perspective d'avenir ; créé, chez les ouvriers, un espoir.* » Ce texte, de Léon Blum, n'est pas issu d'un ouvrage intitulé *Contes et légendes du Front populaire* mais du manuel d'éducation civique Magnard à usage des CM2. C'est la version officielle du Front populaire, celle enseignée dans les écoles des futurs électeurs de l'an 2000.

La réalité a été un petit peu différente et c'est elle que je voudrais essayer de vous décrire sans emphase, ni dans l'apologie, ni dans la critique.

Le programme du Front populaire était inspiré d'une logique de l'intervention étatique. Cette logique a été considérablement renforcée par les événements qui ont accompagné la constitution du gouvernement Léon Blum, c'est-à-dire par les grèves avec occupations d'usines provoquées par la C.G.T. La conséquence en a été les accords Matignon et le vote de trois grands textes qui constituent l'ossature des réformes du Front populaire et qui constituent aussi, sans doute, ce qui a le plus marqué l'opinion publique. C'est textes, que Léon Blum a proposés dès le mois de juin 1936 à la Chambre des députés et au Sénat, concernent les congés payés, les conventions collectives, les 40 h par semaine.

Le texte ouvrant droit aux congés payés pour les salariés a été voté à l'unanimité moins une voix à la Chambre des députés et à l'unanimité moins 2 voix au Sénat.

Le texte sur les conventions collectives — qui traduit tout à fait la tendance à la centralisation et à l'étatisation des relations professionnelles a été, lui aussi, voté à la quasi unanimité : 5 voix contre à la Chambre, 5 au Sénat.

Le texte sur les « 40 h » a fait, lui, l'objet de débats plus vifs. A la Chambre, 408 voix se sont prononcées « pour » et 160 « contre ». Au Sénat, où Joseph Caillaux a qualifié la politique engagée par Léon Blum de « Rooseveltisme lilliputien », il n'y eut que 162 voix « pour » contre 64 voix hostiles.

Cela s'explique, et notamment cette quasi unanimité pour les deux premiers textes, par la pression psychologique qui s'exerçait sur les élus du pays du fait des grèves et des occupations d'usines.

Un dernier texte a été voté, dans le même train de mesures, sans parler des pre-

mières étatisations auxquelles le Front populaire a procédé : il a concerné les fonctionnaires et les anciens combattants, en révisant les décrets Laval.

Quelles ont été les conséquences économiques et sociales des grandes mesures prises par le gouvernement Léon Blum, mesures qui ont beaucoup marqué la conscience collective et l'opinion ? La première a été une certaine sacralisation des loisirs. Et là il faut non seulement noter l'ampleur du changement apporté, mais aussi sa limite.

Contrairement à la légende, les congés et les week-ends existaient bien avant 1936, y compris pour les salariés, y compris pour les ouvriers. Des villes de villégiatures, comme le Tréport, ou Dieppe, qui accueillaient nombre de vacanciers très populaires, étaient très actives, très vivantes, bien avant les congés payés. La différence avant et après 1936 a consisté en ce que ces congés, avant 1936, exigeaient un accord préalable entre l'employeur et son salarié. La logique après 1936 a été changée : d'une logique individuelle, on est passé à une logique collective. La deuxième conséquence des mesures de 1936 a été une augmentation substantielle immédiate du pouvoir d'achat des salariés, en particulier des ouvriers. En fait, les ouvriers n'ont pas gagné plus, ils ont gagné autant en travaillant moins. Ce qui était incontestablement positif...

Mais il y a des aspects négatifs dans ces mesures, qui ont toujours été occultés.

Tout d'abord, la diminution brutale du temps de travail engendrée par les 40 h a bloqué les possibilités de reprise de l'année 1937, ce qui explique que la crise des années 30 a duré, en France plus longtemps que dans les pays voisins.

D'autre part, l'amélioration dont ont bénéficié immédiatement les ouvriers s'est payée au prix fort sur le plan économique.

D'abord par une hausse des prix très importante :
— de mai 36 à mai 38, les prix de gros ont augmenté de 75 %,
— de mai 36 à mai 38, les prix de détail ont augmenté de 47 %.

Cette dernière hausse eût été plus proche de la première s'il n'y avait eu blocage des loyers (avec pour conséquence la crise du logement dont on se souvient).

Ensuite par le recul de l'investissement :
— de l'investissement immobilier,
— mais aussi de l'investissement industriel, les entreprises ne pouvant à la fois servir le court terme (les salaires) et le long terme (la modernisation de l'outillage).

Encore, par la baisse de la valeur du Franc ; 57 % en deux ans par rapport aux autres monnaies.

Enfin par la chute de la production : l'indice a baissé de 6 % en deux ans, alors que la Grande-Bretagne l'augmentait de 5,7 %, et l'Allemagne, qui s'armait, de 17 %. Alfred Sauvy dira à ce propos : « les deux ans de Front populaire ont été pour la production de la richesse, beaucoup plus défavorables que la dernière année de déflation qui a, justement, provoqué l'arrivée du Front populaire ».

C'est le paradoxe si fréquent en politique, et dont parle Jules Monnerot, qu'on appelle « l'hétérotélie » : la différence entre ce que l'on attend, les objectifs recherchés, et ce qui arrive en réalité.

Il est évidemment permis d'objecter que cette chute de la production de 6 % est moins importante que le gain en loisirs. C'est vrai. Mais il est vrai aussi que toute réduction du temps de travail n'interviendrait, avant, et n'est intervenu, après, que lorsqu'il y avait compensation par des gains de productivité. Or, tel ne fut pas le cas à ce moment.

En admettant même que la baisse de production ait été moins importante que le gain en loisirs, encore faut-il bien mesurer à quel point il y a pu avoir illusion dans cette présentation. D'abord parce que le gain en loisirs paraît bien dérisoire, avec le recul du temps, quand la guerre se profile à l'horizon. Ensuite parce que le gain en loisirs n'a d'intérêt que si on dispose d'assez d'argent pour en jouir effectivement.

Or, et c'est là un des éléments importants du bilan du Front populaire, le pouvoir d'achat hebdomadaire, pour les ouvriers, a stagné de 1936 à 1938, alors que le

simple gain de productivité dû à l'évolution naturelle de l'économie aurait pu permettre une progression de 4 %. Encore faut-il noter que le pouvoir d'achat évoqué ne concerne qu'une catégorie de salariés et ne concerne qu'une moyenne, car, dans le même temps le pouvoir d'achat a baissé pour les femmes salariées, pour les retraités, pour les fonctionnaires, pour les familles.

Reste l'emploi. Le nombre des chômeurs a diminué de 150 000 entre mai 1936 et mai 1938. Donc, ici, une évolution apparemment favorable. Cependant, si l'on regarde ce qui s'est passé dans les pays voisins, cette évolution ne paraît plus aussi favorable. Alfred Sauvy cite à ce sujet le cas de la Suisse et des Pays-Bas, qui, comme la France, ont procédé à une dévaluation, mais l'ont fait sans diminution des horaires de travail :

- en Suisse l'indice du chômage a diminué de 45 %,
- aux Pays-Bas, il a diminué de 25 %,
- en France, de 12 à 13 % seulement.

Pour tirer la première conclusion de ce bilan du Front populaire il faut revenir au texte de Léon Blum cité au début de cette analyse. Léon Blum s'est vanté d'avoir provoqué une embellie. Mais qu'est-ce qu'une embellie ? C'est une amélioration, certes, mais une amélioration de courte durée et qui souvent précède une dégradation plus grave, sinon définitive.

Eh bien oui ! Léon Blum a apporté une amélioration passagère a certaines catégories de Français — pas à tous — mais au prix de la création d'une crise de l'immobilier ; d'une crise de l'investissement, donc d'une certaine vétusté de l'économie française ; du sacrifice des revenus familiaux, à une période où la France connaissait déjà une crise démographique ; au prix aussi de l'incapacité a faire face aux nécessités militaires auxquelles il aurait dû penser davantage, compte tenu des engagements pris par la diplomatie.

Le Front populaire avait fait campagne sur un slogan : le pain, la paix, la liberté. En fait de paix, le Front populaire a débouché sur la guerre. En fait de liberté, le Front populaire a débouché, avec Vichy, sur l'asservissement. Quant au pain, il a surtout consisté à manger le blé en herbe.

Telle est la réalité du Front populaire, qu'il faut, certes nuancer mais qui est très éloignée de l'image d'Épinal que l'on enseigne dans les manuels d'éducation civique tel que celui cité tout à l'heure, qui n'est d'ailleurs pas le plus mauvais. Mais il faut aller plus loin et essayer de comprendre pourquoi il y a un tel déphasage entre l'image que l'on a donnée du Front populaire et la réalité. Il semble que l'on puisse distinguer, à ce sujet, trois raisons :

La première raison est que le Front populaire a su résumer par deux mesures spectaculaires — les 40 h, les congés payés — les résultats des gains de productivité du secteur industriel. Une évolution progressive, infiniment plus saine pour l'économie, est toujours moins parlante qu'une mesure prise par décret. Le volontarisme gouvernemental, ce que Hayek appelle « le constructivisme » bénéficie toujours d'un effet d'affiche.

La deuxième raison est qu'au sein du mouvement ouvrier, le Front populaire a bénéficié aux forts, c'est-à-dire à ceux qui avaient le plus de moyen de s'exprimer. Ainsi, le Front populaire a bénéficié :

Aux syndicats, par le biais de négociations collectives qui leur ont donné des pouvoirs supplémentaires.
Aux syndicalistes, qui ont plus que d'autres des facilités d'expression et de temps.
Aux syndiqués par rapport aux non-syndiqués.
Aux hommes plus qu'aux femmes.
Aux Parisiens plus qu'aux provinciaux.
Aux populations urbaines plus qu'aux rurales.
Aux actifs plus qu'aux retraités ou aux mères de famille.

Voilà un aspect paradoxalement très inégalitaire, du Front populaire — dont on parle bien peu d'ailleurs.

Et cela m'amène à la troisième raison : le martellement de l'opinion n'a pas été

la moindre. En témoigne un récent sondage par interviews au cours duquel fut posée, entre autres, la question suivante : « Pour vous, le Front populaire qu'est-ce que c'est ? » Il faut savoir que la réponse fut : « grâce au Front populaire, nous avons vu la mer » et que cette réponse fut donnée par un Marseillais ! L'anecdote est parfaitement authentique.

Voilà à quoi peut aboutir « l'effet Chantecler » ; celui qui amena le coq d'Edmond Rostand à croire que c'était lui, qui, en chantant, faisait se lever le soleil ! Les socialistes, eux, croient que leurs discours accroissent la richesse, alors qu'ils ne font qu'en disposer — dans les deux sens du terme — et surtout de celles des autres.

Le Front populaire a bénéficié d'une formidable orchestration des médias, des appareils idéologiques de la gauche : syndicats, associations socioculturelles, mutuelles, lobbies de l'Éducation nationale. Tous ont su, en se servant des fonds publics d'ailleurs, convaincre l'opinion publique des bienfaits du Front populaire.

Quelles leçons tirer de telles expériences, de telles constatations ? :

Les croyances, mêmes fausses, sont des faits sociaux dont il faut tenir compte dans l'action. On peut déplorer la naïveté de l'image d'Épinal du Front populaire, mais c'est un fait dont il faut tenir compte.

L'échec du Front populaire est une donnée incontestable sur quelques années, à plus forte raison sur une longue période.

La bonne image en est une autre qui a contribué à la force du socialisme.

Pour contrebalancer ces effets, deux options sont possibles :

Rétablir la vérité des faits en libérant les Français de l'appareil d'endoctrinement qui pèse sur eux. Cela implique, d'abord, de cesser de financer la propagande socialo-communiste avec l'argent des contribuables : qu'elle se fasse par les syndicats ou le mouvement associatif. Cela signifie ensuite : libérer l'éducation des féodalités qui la dominent, en donnant aux parents le libre choix de l'école par le biais du chèque éducation.

Donner à l'alternance une chance de s'inscrire dans la mémoire collective. Dans la mémoire des Français : 1936, ce sont les congés payés et les 40 heures. 1981 ne laissera, vraisemblablement, aucun souvenir, si ce n'est celui d'un échec, d'une fête ratée, d'un état de grâce illusoire.

Si, pour 1986 ou 1988, les jeux sont encore ouverts, si rien n'est acquis, il faut qu'en cas de victoire de l'opposition actuelle, des dispositions importantes soient prises, tout de suite, pour que la mémoire collective en reste à jamais marquée.

Si l'alternance se borne à une simple remise en question de la gestion, sans remise en cause des principes, si la désétatisation se borne à vendre quelques entreprises en bourse ou à quelques groupes industriels bien placés, voire éventuellement étrangers, alors la gauche gardera la supériorité morale qu'elle a imposée jusqu'ici.

A contrario, si un programme audacieux est mis en œuvre, si, grâce à des distributions d'actions gratuites aux familles françaises, le patrimoine des entreprises françaises étatisées sert de base à un actionnariat populaire et permet à toutes les familles françaises de participer à la richesse industrielle du pays, alors, 1986 ou 1988 auront quelques chances de devenir des dates symboles de notre histoire, et à ce moment-là, une autre dynamique pourra se créer.

C'est la raison pour laquelle je conclurai en disant que la France d'aujourd'hui doit tenir le plus grand compte de l'exemple américain : une certaine dose de populisme est indispensable au libéralisme. Sans lui, ce dernier n'aurait aucune chance de s'inscrire positivement dans la mémoire des Français. Or, pour cela, il faut non seulement travailler dans le domaine du rationnel, il faut aussi penser à l'imaginaire, car la politique doit aussi s'adresser au cœur.

Jean-Yves Le Gallou

François-Georges DREYFUS

Le dirigisme de Vichy à la Libération

En 1936 l'économie française est encore en crise. La crise de 1929 qui avait fait sentir ses effets plus tardivement que dans d'autres pays y dura plus longtemps. Cette prolongation résulte tout à la fois de la fragilité de l'expansion antérieure et des erreurs de la politique économique gouvernementale, menée après la victoire de la gauche aux élections de 1932 : selon la formule de Charles Rist la France devait *« se contenter d'une économie végétative stabilisée au niveau dépressif »* ou elle avait été rejetée *« après la grande déception de 1933 »*. — Les mesures prises par le Front populaire ne relancèrent l'activité que de manière très provisoire puisque dès le second trimestre de 1937 les courbes de production cessaient d'augmenter. Il faudra attendre la fin de 1938, avec l'arrivée de Paul Reynaud aux finances, pour observer un véritable redressement. Dès lors on comprend le sentiment d'impuissance qui se développe dans l'esprit de nombreux responsables et la floraison d'utopies socialisantes ou utopistes destinées à corriger les incapacités du capitalisme français à sortir le pays de la crise.

L'essor de la pensée antilibérale en France

Pays catholique, la France, sauf dans les régions et les milieux où le jansénisme a eu un impact certain, demeure réfractaire au capitalisme libéral : la croissance de l'industrie au XIXe siècle a été lente sauf au temps où la grande bourgeoisie est au pouvoir de 1830 à 1870. De même que la Révolution et l'Empire ont économiquement été, pour reprendre la formule de Maurice Levy Leboyer, *« une catastrophe nationale »* on peut se demander si une telle formule ne peut s'appliquer aussi à la IIIe République dont l'esprit étriqué, le goût du petit, le malthusianisme caractérisent l'évolution économique de la France de la fin du XIXe siècle.

Après la Grande Guerre, la reconstruction est rapide et la croissance considé-

rable, puisque en 1929 la production industrielle dépasse le niveau de 1913 de près de 50 %. Mais cette expansion n'a été suivie que par une partie infime de l'opinion. Ce qui permet au gouvernement de s'engager dans une politique déflationiste qui va interdire quasiment toute croissance.

Cette politique *« conjoncturelle »* font remarquer les économistes, était dans ses buts, en complète contradiction avec d'autres mesures que l'on peut qualifier de *« structurelles »*, destinées pour la plupart à protéger les producteurs contre les effets de la crise. A. Sauvy a qualifié cette politique de *« malthusienne »*, dans la mesure où elle tendait à réduire certaines productions. Cette politique *« structurelle »* peut se décomposer en trois grandes séries de mesures : les mesures protectionnistes, générales dans le monde de l'époque, les mesures d'intervention qui font de l'État la *« providence »* de certains secteurs, de certaines catégories, ou même de certaines entreprises, et enfin les mesures d'organisation des marchés. Les premières mesures, qui aggravent le protectionnisme, datent de 1929, les premiers contingentements datent de 1931. En 1935, le commerce extérieur dépend d'accords bilatéraux. En second lieu l'aisance financière qui régna jusqu'en 1931 permit d'utiliser les mesures de dégrèvement fiscal. Après cette date, l'État dut venir au secours de plusieurs sociétés en difficulté et dont l'importance était telle qu'il ne pouvait envisager de les laisser s'effondrer. Il dut renflouer la trésorerie de certaines banques, en particulier la Banque Nationale de Crédit. Il dut étendre le domaine de *« l'économie mixte »* en développant ses participations. C'est en 1933 que naquit la Société Air France, qui fut organisée selon un schéma qui servit en 1937 pour la S.N.C.F. C'est à cette époque que l'État acquit la majorité dans le capital de la Compagnie générale transatlantique. C'est donc avant le Front populaire mais à l'initiative de gouvernements déjà orientés politiquement à gauche, que naquit l'interventionnisme dans le domaine des prix et que s'affermit le *« capitalisme d'État »*. Enfin, se reformaient ou se créaient spontanément dans les secteurs les plus concentrés tels que la sucrerie, la chimie ou la métallurgie, des réseaux d'ententes, tendant selon la *Revue d'Économie politique* de 1934, à la limitation concertée des moyens de production en vue de stopper la course à la baisse en liaison avec l'anarchie productive, l'État intervenant dans les secteurs non protégés.

En 1935, on vit naître dans l'industrie des projets d'organisation professionnelle, qui annoncent et préparent le corporatisme du gouvernement de Vichy. Le plus sérieux de ces projets, la loi Flandin-Marchandeau, fut rejeté par le Sénat, inspiré par le désir profond du patronat français de préserver l'indépendance de chacun vis-à-vis de l'État et des autres patrons. Certaines mesures furent cependant prises, qui s'inspiraient de ce même esprit, dans le cadre principalement des décrets-lois édictés par le gouvernement Laval en 1935. On en vint dans certains cas à interdire toute création ou tout agrandissement d'usine. Ainsi là où les ententes ne furent pas spontanées, l'État fut en fait impuissant, dans la plupart des cas, à imposer l'organisation de la profession.

Les tentatives de renaissance économique du gouvernement de Front populaire échouèrent, car en même temps que l'on espérait relancer les investissements par la demande, la loi des 40 heures enlevait à la production toute élasticité.

Aussi en deux ans, la production diminua de 6 % par rapport à mai 1936, l'investissement était inférieur de 11 % et l'activité du bâtiment de 20 %. C'est alors qu'a commencé le redressement de l'économie française. Le gouvernement d'Édouard Daladier (mars 1938) a inauguré une politique économique mieux définie à la fois dans ses buts et dans ses moyens et qui, par bien des aspects, annonce l'effort ultérieur de planification. L'ensemble des mesures prises entre mars et juillet 1938 sont toutes orientées dans le sens d'un accroissement de la production qui doit être obtenu par une relance des investissements privés. Certaines ont un caractère global, plusieurs centaines d'autres ont un caractère sectoriel. Mais ce gouvernement avait reculé, par crainte des syndicats, devant la réforme des 40 heures. Elle fut promulguée en novembre 1938, après que Paul Reynaud ait été nommé ministre des Finances le 1er novembre. Il inaugura une politique qui, selon sa propre expression, était *« orientée dans le cadre de la liberté »*, son but étant de *« renforcer l'étage inférieur »* de l'édifice, celui qui le supporte tout entier, celui *« où l'on produit les vraies richesses, celles d'investissement et celles de*

consommation », afin d'assurer la solidité de « *l'étage supérieur* », « *où l'on transforme des matières premières en armes et en munitions* ». Pour cela, en plus du refus systématique du contrôle des changes, il « *fit appel à l'esprit d'entreprise* », il « *rétablit le profit là où le chef d'entreprise investit et prend un risque* ». En dehors de l'assouplissement de la loi de 40 heures, les décrets Reynaud prévoyaient l'assouplissement des contrôles des prix là où ils existaient dans les secteurs non cartellisés, une réduction des dépenses en matière de travaux publics, afin de financer les dépenses d'armement et enfin une politique fiscale destinée à favoriser les investissements, qu'ils soient financés par l'emprunt ou par un autofinancement. A ces mesures « *conjoncturelles* » s'ajoutent celles destinées à relancer la démographie (Code de la Famille inspiré par A. Sauvy) et la construction des logements. Le redressement fut spectaculaire.

Pourtant, les intellectuels de cette période, ceux que l'on a appelé les « *Non-Conformistes des années Trente* » sont souvent hostiles à une économie développée et ne voient de solution que dans un système corporatiste et le retour à la terre. C'est très clair, en particulier pour toute l'école personnaliste et notamment pour tous ceux qui gravitent autour de Mounier et de la revue *Esprit*. Qu'ils le veuillent ou non, ils ne sont guère éloignés des positions maurrassiennes. Seuls trois groupes ont une vision expansionniste de l'économie, les *néo-socialistes* autour de Déat et de Marquet, les planistes autour de la Revue *Plans* où cohabitent Hubert Lagardelle, Philippe Lamour, Le Corbusier, François de Pierrefeu, Jean Picart le Doux, les militants de l'*Ordre Nouveau* de Robert Aron : Beaucoup de ces hommes se retrouvent dans *X-Crise* qui regroupent des personnalités aussi différentes que des patrons comme Ernest Mercier, Auguste Detoeuf, C.-J. Gignoux ou Jean Coutrot, des syndicalistes comme Louis Vallon, René Belin, de la C.G.T. alors réformiste, Gaston Tessier de la C.F.T.C. et des hauts fonctionnaires comme Sauvy, R. Gibrat ou les frères Boris. De surcroît, les militants de ces courants de pensée récusent presque tous le libéralisme et ne voient de solution que dans une intervention plus ou moins grande de l'État. Si Keynes est à peu près inconnu, les succès, alors incontestés, d'Hitler et de Roosevelt constituent des modèles c'est évident, à *Plans* où se retrouvent beaucoup de néo-socialistes. Mais c'est vrai aussi à *Ordre Nouveau*. Et s'il existe à *X-Crise* un courant néolibéral autour de Colson et de Jacques Rueff, il y existe aussi un courant collectiviste fort marxisant et entre les deux, se développe le courant centriste qui, selon Gérard Brun l'historien de *X-Crise*, « *rassemblait le gros des effectifs* » plus ou moins favorables à une « *économie dirigée plus ou moins étatiste* ». Quant à *Esprit*, il développe une pensée néothomiste franchement hostile au libéralisme même aménagé ou organisé.

C'est très volontairement que nous avons insisté sur ces groupes, sur leurs idées et sur ceux qui les composent : presque tous sont dirigistes d'inspiration et très souvent étatistes ou collectivistes. Et entre juin 1940 et septembre 1944, ils vont s'égailler dans les allées des divers pouvoirs qui dirigent la France d'alors, à Vichy, Déat, Marquet, Lagardelle, René Belin, Robert Gibrat, à Londres et à Alger ou dans la Résistance, Philippe Lamour, Louis Vallon, les frères Boris et nombre d'animateurs de *X-Crise* qui collaborent en particulier avec l'*O.C.M.* (Organisation Civile et Militaire). En fait, c'est de ces cercles que va naître la pensée dirigiste qui va dominer en France à partir de 1940.

Le dirigisme vichyssois :

Le dirigisme vichyssois a un triple visage : c'est un dirigisme fondé pour gérer la pénurie, inspiré par la pensée économique des années trente, plus qu'étatiste il est corporatiste.

Il faut d'abord gérer une pénurie d'autant plus grande que l'emprise allemande sur notre économie est considérable : il y a aussi le manque de matières premières, de sources d'énergie quels qu'aient été les efforts de Vichy de 40 à 42. Cela conduit à une politique rigide de contrôle des changes, des prix, des salaires. C'est l'État

qui surveille l'utilisation de la main-d'œuvre. En même temps se constituent des groupements d'importation et de répartition qui restèrent en place jusqu'en 1945. C'est l'État qui définit les priorités, distribue les matières premières et les produits industriels.

Le 16 août 1940, Vichy crée les *« Comités d'Organisation »* sous l'influence de Bichelonne qui, profondément industrialiste, affirmait : *« Il est plus grave pour un pays de perdre toute force que de se tromper de camp »*. Les Comités dominés soit par des patrons, soit par des fonctionnaires vont disposer de pouvoirs énormes jusques et y compris des moyens de contrainte. Ils vont servir d'instruments pour appliquer les directives de l'Office de Répartition. A la Libération 231 Comités fonctionnent effectivement, couvrant 1 800 000 entreprises. Même s'ils sont absorbés par la gestion immédiate, ils inaugurent un mode nouveau de direction de l'économie fondé sur la collaboration entre l'État et les Entreprises qui après 1945 sera l'élément moteur de la planification.

Bien plus que par le maurrassisme la politique vichyssoise est inspirée par la pensée des Non-conformistes et parmi eux, au grand dam d'ailleurs de l'Action française, par le clan des techniciens : ce sont les grands commis qui sont désormais au pouvoir : conseillers d'État (4 en position de détachement en 1939, 17 en 1941) inspecteurs des Finances, ingénieurs des Mines, des universitaires de grande classe, des techniciens de l'agriculture, des dirigeants de grandes entreprises. Bouthillier, Bichelonne, Gibrat, Berthelot, Leroy-Ladurie, P. Caziot, Pucheu, Barnaud, voilà les technocrates qui sont au zénith jusqu'à la chute de Darlan (avril 1942) et induisent alors une politique de modernisation économique, industrialiste qui perdurera jusqu'à aujourd'hui. Ce sont eux, comme l'a rappelé l'historien américain Stanley Hoffmann, qui ont jeté les prémisses des *« Trente Glorieuses »*. N'oublions pas cette étude d'un de nos jeunes collègues parue dans la *Revue Historique* il y a quelques années et qui soulignent les liens directs de filiation entre les projets de Bichelonne et le plan Monnet.

Le dirigisme vichyssois est enfin corporatiste. Il associe ainsi État et producteurs (patrons, techniciens, ouvriers) en groupes économiques qui se dirigeraient eux-mêmes ainsi que la société. A l'état autoritaire et à l'économie libérale se substitue une troisième voie fondée sur des groupes autonomes. De cette manière pourrait-on, pensait-on, échapper à la concurrence et à la lutte des classes.

Le dirigisme de la Résistance

Puisant ses idées aux mêmes sources que Vichy, la Résistance sera également dirigiste. Mais il y a deux Résistances que l'on confond facilement et abusivement : la Résistance des Mouvements, la Résistance des Partis.

La Résistance des Mouvements

Elle est née dès 1940 en dehors de la classe politique et des milieux militaires. Cette Résistance des Mouvements autour de *« Combat »*, l'*« Organisation civile et Militaire »* (O.C.M.), *« Défense de la France »*, *« Libération »*, *« Franc-Tireur »* veut d'abord lutter. Mais elle sait que la lutte dans laquelle elle s'engage n'est pas seulement faite de renseignements et d'actions militaires, elle est aussi lutte intellectuelle. Il ne suffit pas d'aider à bouter le Nazi hors de France mais il faut aussi reconstruire la France.

Les Mouvements s'attaquèrent aux grands problèmes de la France d'après la Libération. En même temps qu'ils élaboraient des projets de rénovation institutionnelle, ils travaillèrent à dessiner une économie nouvelle, énoncèrent de larges déclarations de principe, susceptibles de plaire à tout le monde, ou bien élaborèrent des solutions d'urgence aux problèmes immédiats que le pays devrait affronter à la

Libération. Ils dirigèrent également des projets de reconstruction à long terme. Toutes ces esquisses précisèrent les positions et les choix à opérer, et stimulèrent la discussion ; mais finalement elles ne décidèrent pas de qui allait se passer après 1944.

Un de ceux qui s'exprimèrent dans le débat propose pour l'ensemble des participants une classification simple. Écrivant en 1943, Daniel Villey distinguait deux tempéraments, celui des *« architectes »* et celui des *« médecins »*. Les premiers étaient des penseurs abstraits qui voulaient imposer à l'économie des schémas *a priori* : c'était eux qui préconisaient des réformes de structure. A l'inverse, les *« médecins »*, à qui allait la préférence de Villey, pensaient qu'on ne construisait pas une structure, mais qu'on la faisait évoluer. La forme de l'activité économique les intéressait moins, son contenu davantage. Cependant, les deux catégories de Villey seraient peut-être mieux dénommées *« socialistes »* et *« néo-libéraux »*. Les partisans des réformes de structure tendaient à se recruter parmi les résistants d'origine socialiste ou syndicaliste ; beaucoup provenaient de l'aile *« planiste »* minoritaire du Parti socialiste. Ce courant est bien représenté par André Philip, Georges Boris, Jules Moch, Pierre Mendès France, hommes qui voulaient réviser en profondeur le capitalisme, en y implantant des structures socialistes et en infusant à une économie mixte des valeurs socialistes. « Les néo-libéraux », au contraire, entendaient conserver le marché et l'initiative privée au cœur de l'économie d'après-guerre. Ils admettaient pourtant certaines réformes : une part d'autorité étatique et une plus grande autodiscipline leur paraissaient nécessaire. Et ils envisageaient une collaboration serrée avec les alliés anglo-américains. Hervé Alphand, Étienne Hirsch, René Courtin, Maxim Blocq-Mascart, Lepercq, René Pleven représentent cette école. Ils venaient des milieux d'affaires, de la haute administration, ou de l'université. Or, la plupart des résistants *« socialistes »* se trouvèrent très vite à Londres tandis que les *« néo-libéraux »* demeurent la plupart du temps en France. Incontestablement la résistance des mouvements va être plutot « néo-libérale ».

Dans le numéro de *Combat* du 25 décembre 1942, un article intitulé *« Préparons la Liberté Économique »*, précise la position de ce Mouvement. Partant de l'affirmation d'un droit de l'individu à un *« minimum vital »*, et constatant que *« ce but de paix suppose nécessairement une transformation économique totale »*, l'article s'en prend aux trusts, *« dont on peut reconnaître l'existence par la simple consultation des registres de commerce des sociétés anonymes.* Renvoyant à une étude ultérieure l'analyse de leur fonctionnement, il poursuit en constatant que les trusts n'ont laissé aux *« industriels et commerçants moyens que les secteurs pauvres de leur économie, et l'illusion de la propriété de leur affaire »*.

Suit une analyse succincte du régime capitaliste où *« chacun essaie d'obtenir le plus grand volume de monnaie en échange de son argent ou de ses biens »* ; d'où exploitation des faibles par les forts, spéculation, accaparement concentration des entreprises, éviction du travail manuel coûteux par la machine à grand rendement, production désordonnée, chômage, abondance accumulée... et destruction des richesses, etc.

Il faut empêcher le retour de pareilles absurdités et substituer à la folie criminelle de quelques producteurs et financiers dirigeant l'économie et la politique, la sage administration de l'économie par les consommateurs et les usagers dont l'intérêt et le profit s'accordent à développer de façon illimitée les richesses.

C'est donc vers une *« économie distributive »* que s'oriente le Mouvement. Ce faisant, il est pour l'instant plus clair pour énoncer ce qu'il refuse que pour annoncer ce qu'il fera. Il condamne les trusts — c'est-à-dire aussi bien l'économie américaine que l'économie corporative de Vichy — mais il condamne en outre l'abondance payée par la contrainte, c'est-à-dire le système économique de l'U.R.S.S.

Comment parvenir à l'âge d'or projeté, voilà qui est moins net. Il est question de transférer aux consommateurs et aux *« usagers »* l'administration de la propriété. Outre que le mot *« usagers »* mériterait d'être défini et qu'il peut laisser sous-entendre le groupement des employeurs et des employés dans des corporations, le problème de la propriété elle-même n'est pas abordé. Il n'est nullement question

d'expropriation, ni de socialisation ; le mot nationalisation n'est jamais prononcé, pas plus que n'est précisé le rôle de l'État. Procédera-t-on par rachat, et pour le compte de qui ? Ou laissera-t-on les choses en état, c'est-à-dire une extrême inégalité dans les richesses, pourvu que soient limités les abus qui peuvent en résulter ? Mais comment, sans contrôle ni sanctions, prévenir le retour de ces abus ? L'*« administration »* elle même peut se comprendre dans divers sens : revêtira-t-elle une forme comparative ou corporative ?

A bien des égards le programme de *Combat* reprend à son compte les éléments positifs de la pensée antérieure à la guerre et se tourne vers une solution « néo-libérale ».

Il en est de même de l'*O.C.M.* Selon lui les réformes économiques et sociales sont nécessaires. Il faut éviter le déséquilibre économique, *« que ce soit par l'excès des profits spéculatifs ou par le chômage ou encore... par la coexistence des deux »*.

Il faut choisir au préalable : économie libérale ou économie dirigée, syndicalisme ou corporatisme, capitalisme ou socialisme, système monétaire. Tous ces choix sont liés. Leur mise en œuvre *« exige une unité de direction, une coodination, des arbitrages parfois, qui nécessitent une organisation minutieuse... »*.

Les dirigeants de l'O.C.M. ont choisi : *« Nous voulons que l'État dirige l'économie... au service de l'intérêt général. »* Pour que le dirigisme ne soit *« ni tatillon ni bureaucratique »*, nous choisissons *« la méthode d'économie planiste »*. Pour établir la *« base d'un plan »*, il faut connaître *« les besoins minima de la population : alimentation, habillement, logement, hygiène, moyens de transport, éducation et travail, loisirs »*. Cette connaissance obtenue par des *« statistiques sérieusement... établies... commande la politique des salaires »* et la *« politique des prix »*.

« Nous joindrons les deux idées pour dénommer le système adopté, économie planiste contractuelle. » Contrats entre les services de production et les différents groupements professionnels, contrats collectifs de travail unissant entreprises et personnel, contrats de financement unissant entreprises et bailleurs de fonds, etc.

Les groupements professionnels représenteront vraiment l'ensemble des intérêts dont ils ont à discuter : *« Seront représentés au Comité de direction les chefs d'entreprise (non pas les représentants des capitaux mais les gérants véritables), les cadres et le personnel eux-mêmes organisés dans leurs syndicats uniques. »* Pour présider le groupement, les présidents-directeurs seront nommés par l'État : *« c'est pourquoi on les nommera préfets professionnels »*.

Ce qui conduit l'O.C.M. à préconiser la réforme de la loi de 1867 sur les Sociétés. *« Au concept de la société anonyme correspondant à l'idée d'un groupement de capitalistes réunis pour gagner de l'argent, nous souhaitons que corresponde désormais l'idée d'un groupement de travailleurs associés pour effectuer un travail commun et disposant pour cela de l'aide que leur apportent des capitalistes qui leur confient leur argent pour le faire fructifier »*.

Défense de la France propose au contraire des idées presque socialistes que l'on retrouve encore plus nettes à *Libération* et à *Franc-Tireur.* Mais les uns et les autres récusent tout système strictement étatiste.

Tous ces thèmes se retrouvent dans le rapport rédigé par R. Courtin au nom du Comité Général d'Études (C.G.E.) nommé par Jean Moulin *« sur la Politique économique d'après-guerre »*. Ce rapport remarquable et méconnu est d'une grande pondération et résume assez bien ce que pensaient au début de 1943 les Mouvements. Le C.G.E. pensait qu'il était trop tôt pour décider du type d'économie souhaitable dans la France d'après-guerre. Les *« sages »* préféraient remettre à plus tard le choix entre libéralisme et planification. Les opinions, disait le rapport du C.G.E., n'étaient pas toutes d'accord pour vouloir un passage brutal à l'économie dirigée. A cet égard, l'enquête avait fait apparaître des partisans du dirigisme parmi le personnel des Comités d'Organisation (C.O.), chez les fonctionnaires des ministères de la Production industrielle, du Ravitaillement et de l'Agriculture, parmi les ingénieurs et dans la majorité des dirigeants syndicaux. Mais la plupart des petits patrons, des artisans, des agriculteurs désiraient revenir au plus vite à l'économie de marché. De

plus, il n'était pas certain qu'un véritable dirigisme pût fonctionner efficacement dans une économie de paix et de prospérité. Le rapport notait encore qu'on ne pouvait dessiner d'avance les lignes de la politique internationale d'après-guerre, laquelle pourrait éventuellement mettre la France en demeure de choisir entre les Anglo-Américains et les Russes. Pour toutes ces raisons, le C.G.E. s'en tenait à présenter un programme de reconstruction à court terme, et à réserver la décision finale sur l'orientation économique du pays pour le moment où le nouveau départ serait assuré.

Il fallait cependant mettre en œuvre une série limitée de réformes structurelles immédiates. Comme tous ses compagnons de la Résistance, Courtin voulait évincer les monopoles capitalistes. Mais, à la différence des socialistes, il recherchait les critères des nationalisations à effectuer dans les conditions du marché ; il admettait une nationalisation progressive là où, dans telle branche d'activité, existait une situation de monopole dominant. Restait qu'une entreprise nationalisée devait fonctionner dans le cadre des règles commerciales courantes. Courtin n'aimait guère les institutions corporatistes : il leur reprochait de faire obstacle à la concurrence. Aussi le rapport du C.G.E. conseillait-il de mettre à la tête des C.O. des délégués nommés à titre temporaire par le ministère de la Production industrielle. Du côté syndical, Courtin hésitait sur la participation des travailleurs à la direction des sociétés. D'accord pour adjoindre aux conseils d'administration des représentants des ouvriers et des techniciens, il n'en dénombrait pas moins les dangers de cette réforme. Il fallait en tout cas abroger la Charte du Travail, reconstituer les syndicats et mettre en œuvre un programme de sécurité sociale. Quant au problème complexe de la coordination de l'action publique, le C.G.E., après examen de plusieurs solutions possibles, recommandait de créer un Ministère de l'Économie Nationale M.E.N. et un comité interministériel. Le M.E.N. n'aurait pas autorité sur les autres ministères, mais son contreseing serait nécessaire pour toute décision gouvernementale touchant la politique économique. Les experts reculaient devant la création d'un superministère ou d'un puissant office de planification, par crainte de mettre en place un *« gouvernement technocratique »* qui empiéterait sur le Parlement et le Conseil des ministres.

Courtin envisageait de bâtir en France ce qu'il appelait une *« économie progressive »*, dont les moyens seraient le retour au marché, la liberté économique et le libre-échange. C'était là le point crucial du rapport. L'économiste néo-libéral s'en prenait franchement aux pratiques restrictives des années trente, qui avaient brisé l'élan du développement des années vingt. Il déplorait qu'au contraire des États-Unis la France eût perdu son ambition : *« Le Français, écrivait-il, ne construisait plus que la villa banale et soigneusement close de murs où, après avoir pris sa retraite, cultivant son jardin et pêchant à la ligne, il attendait la mort. »* Médiocrité qui n'avait même pas l'excuse de la résignation ; presque toujours, sur la porte, une plaque inconsciente et impudique : villa *« Mon rêve »* ou *« Mon bonheur »*. La défaite militaire de 1940 devait servir de leçon aux malthusiens qui préféraient la défensive à l'offensive : *« Sur le plan de l'économie, pas plus que sur celui de la guerre, il n'est possible de se cantonner dans une action purement défensive »* ; si fortes soient-elles, toutes les lignes Maginot finissent par être forcées ou tournées si des troupes de choc ne sont pas prêtes à partir à l'attaque. L'économie progressiste encouragerait la concurrence, développerait la production, et viendrait soutenir une politique sociale ambitieuse. En réduisant les inégalités de fortune, assurait Courtin, elle aboutirait à aider les pauvres davantage que les riches. Les salaires augmenteraient plus vite que les grandes richesses, et les travailleurs français en arriveraient vite à jouir d'un niveau de vie égal à celui des peuples les plus avancés.

S'en prenant aux vues socialistes, le rapport affirmait que *« toute amélioration de la répartition est subordonnée au développement de la production »*. Dans le même ordre d'idées, la guerre avait prouvé que la puissance militaire d'une nation dépendait de ses capacités de production industrielle. En fait ce rapport fut d'autant plus mal accueilli qu'il allait à l'encontre de la doctrine de la Résistance des Partis qui depuis le printemps (mai 1943) dominait politiquement la Résistance et était fort écouté à Alger.

La Résistance des Partis

A partir du printemps 1943, les partis traditionnels, rejetés par les mouvements qui les rendaient responsables de la défaite et qui dans l'action militaire sont inexistants relèvent la tête et, grâce à l'appui de Jean Moulin, vont prendre une place de plus en plus grande dans la direction de la Résistance, très particulièrement au Conseil national de la Résistance.

Or les *« planistes »* les *« dirigistes »* sont nombreux parmi eux et ils veulent réviser en profondeur le capitalisme. C'est bien dans les partis d'avant-guerre que se développe la volonté de socialiser l'économie française. Ce sont eux qui vont fournir en effet au Gouvernement d'Alger les éléments qui le conduiront à une tentative de socialisation de notre pays.

La Commission d'Études économiques mise en place à Londres dès décembre 1941 prit des positions néo-libérales et ce, pour plusieurs raisons. D'abord les néo-libéraux dominaient ici par la qualité : Hervé Alphand, René Pleven, Étienne Hirsch étaient des économistes plus solides et plus au courant des réalités que André Philip ou Georges Boris ou même Marjolin. De plus les socialistes se divisaient entre partisans d'une direction étatique et syndicalistes favorables à une démocratie économique. A plusieurs reprises syndicalistes et néo-libéraux s'unirent contre l'étatisme des socialistes. Enfin il fallait se concilier les alliés anglo-saxons peu enclins à admettre une étatisation de l'économie. Le texte rédigé par Alphand fut sévèrement critiqué par les socialistes : il est vrai qu'Étienne Hirsch avait eu l'audace de dire que les *« fonctionnaires étaient incompétents à diriger les entreprises »*. La Commission en tout cas fut mise à l'écart.

A Alger les socialistes et un peu plus tard les communistes, se mirent à bâtir des projets qui vont avoir une influence considérable.

En janvier 1943 le *Franc-Tireur*, Mouvement incontestablement de gauche, assurait que le système économique d'avant-guerre était déjà agonisant, quand Hitler lui avait porté le coup de grâce. Cependant le journal ne disait rien de ce qui pourrait prendre la succession du régime libéral. Au cours de l'été 1943, des dirigeants de la C.G.T. démantelée ébauchaient un programme qui, hors l'exigence de la liberté syndicale, se bornait à vouloir la confiscation des biens des collaborateurs, la réforme du réseau des C.O. et de l'O.C.R.P.I. et quelques nationalisations immédiates. Mais à ce moment, été 1943, les partis du fait que de Gaulle leur ait reconnu une place et au Conseil national de la Résistance et au Comité français de libération nationale, puis à l'Assemblée, ont repris vie. Dès lors les projets, surtout du côté socialiste se multiplient en France autour de Daniel Mayer, à Alger avec André Philip, J. Moch et V. Auriol.

Les bases communes aux diverses propositions socialistes autorisent à les étudier comme un ensemble. Elles commencent généralement par mettre en accusation l'incapacité d'une bourgeoisie sans ressort, puis envisagent des réformes de structure comme moyens de socialiser et de rénover l'économie. La liberté bourgeoise d'avant 1940 avait dégénéré en anarchie économique et en stagnation, tandis que les *« puissances d'argent »* corrompaient le régime. Après 1940, le dirigisme bourgeois avait tourné à l'oppression et à la collaboration. Albert Gazier, dirigeant syndicaliste socialiste, affirmait : *« L'économie française est actuellement dirigée par les trusts au profit de l'Allemagne. Elle sera dirigée demain par la nation au profit de la collectivité. »* Une direction socialiste disciplinerait l'économie, lui redonnerait vigueur, la mettrait au service de tous. Plus problématique était la façon précise dont les socialistes dirigeraient l'économie. Il était difficile aussi de savoir si un gouvernement provisoire avait ou non le droit de mettre en œuvre des réformes de structure avant que des élections aient eu lieu.

Les socialistes recherchaient une forme de direction économique qui ne fût pas un contrôle bureaucratique d'État. Le programme de Daniel Mayer, qui avait l'appui du comité exécutif socialiste, déclarait que *« l'économie [devait] être organisée sous la direction de l'État »*, mais avec la *« participation active »* de tous les partenaires concernés — travailleurs, industriels et consommateurs. Le *« programme commun »* demandait une planification, avec la nationalisation des services d'utilité publique,

des assurances, des mines et des grandes entreprises dans chaque industrie clé. Il faudrait aussi un contrôle du crédit. Mais le projet de Mayer était une sorte de programme minimal conçu pour servir de base à une doctrine unifiée de la Résistance plutôt que pour exprimer les grandes espérances des socialistes. Sur la question des nationalisations, Gazier et Moch se montraient plus audacieux. Gazier refusait d'envisager une simple surveillance du crédit.

En face des socialistes, les communistes dont la participation à la Résistance après 1941 avait été infiniment plus grande, proposent aussi un programme. Au printemps 1944 le comité central du parti énonçait les erreurs et les omissions des socialistes et des experts, mais sans avancer beaucoup d'idées qui lui fussent propres. Selon lui, le programme de Mayer, bien qu'exprimant de bonnes intentions, était plus un texte de propagande qu'un programme. Sur toute une série de questions, les socialistes n'avaient pas su indiquer la ligne à suivre. Comment, par exemple, les ouvriers allaient-ils participer à l'élaboration des programmes de production ? puis aux yeux des communistes, les socialistes et le C.G.E. négligeaient la nationalisation des banques, que la fusion du capitalisme industriel et financier rendait cruciale.

Mais par ailleurs ils éludaient toute proposition concrète se contentant de préconiser un renforcement de la lutte contre les Trusts et un renoncement à l'assistance des Anglo-Américains.

Les socialistes ne purent donc pas obtenir l'adhésion du reste de la Résistance à leur « *programme commun* » pour ne pas parler du projet de Moch.

Les communistes et les libéraux s'unirent pour y faire obstacle, les uns par conviction, les autres pour ne pas « *effaroucher* ». Dès lors le C.N.R. dominé par les communistes et les « *compagnons de route* » va proposer un programme d'action suffisamment vague pour ne pas trop déplaire, mais qui prenait nettement parti pour l'économie dirigée au point que Robert Lazurick en arrive dans *l'Aurore* de mai 1944 à démolir le capitalisme libéral « *esclave de la théorie du profit* » et à défendre l'économie soviétique et le dirigisme. Ce « *programme d'action* » de mars 1944 après avoir dit comment la Résistance aiderait les Alliés à libérer la France, présentait des « *mesures à appliquer* » quand le pays se retrouverait libre. Il était prévu d'instaurer une « *véritable démocratie économique et sociale* », accompagnée de l'élimination des « *féodalités* » capitalistes. La « *dictature professionnelle* » de Vichy, supposée d'inspiration fasciste, devrait être remplacée par une économie rationnellement organisée, au service de l'intérêt général. La production serait intensifiée suivant un plan formulé par l'État après une large consultation.

Les monopoles — l'énergie, les ressources du sous-sol, les compagnies d'assurances, les banques devraient faire retour à la Nation — En même temps, le Conseil se déclarait pour la participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise et de l'ensemble de l'économie. Etaient aussi promis un « *important réajustement des salaires* », la stabilité monétaire, la sécurité de l'emploi et la reconstitution de syndicats. Jusqu'à la dernière minute de Gaulle évita de s'engager. Jusqu'en 1944, ses proclamations brèves et hautaines ne continrent que des principes généraux : libérer l'État et la société de l'emprise des « *coalitions d'intérêts ou de privilèges* », assurer le plein emploi, associer les travailleurs à la gestion des entreprises ; en outre, la nation devait contrôler les sources principales de la richesse économique. De Gaulle sentait bien la nécessité des réformes ; il devait écrire plus tard que la guerre s'était abattue sur une « *économie désespérément retardataire* ». Mais, pour cet homme qui haïssait Vichy, les réformes de Vichy n'étaient pas tout à fait sans attrait.

Bref, rénover l'économie afin qu'elle serve la productivité avant de fournir des profits aux intérêts particuliers et, du même coup, rehausser la condition des classes laborieuses, c'est ce que souhaitait le sentiment général.

Le régime de Vichy avait essayé d'y répondre. Mais le fait que cette entreprise se confondait avec la capitulation ne pouvait que rejeter les masses vers une tout autre mystique.

Durant toute la période qui précède la Libération rien de définitif ne fut décidé : le Gouvernement Provisoire était fort divisé entre les libéraux Pleven et Mayer et les dirigistes, Mendès France, Giaccobi tous deux radicaux et le S.F.I.O. A. Philip. M. France préconisait la rigueur, la planification, une économie dirigée et une politique monétaire draconienne. Ces projets se heurtèrent à l'opposition du C.G.E. dominé par Courtin et Monick et conduisirent de Gaulle à une politique de compromis qui laissait les alternatives ouvertes. De Gaulle décrivit plus tard le gouvernement provisoire comme ayant choisi une *« solution moyenne »* entre laisser le champ libre à l'inflation ou adopter les *« contraintes écrasantes »* d'une politique anti-inflationniste qui aurait *« provoqué des soulèvements sociaux »*, désorganisé la production, et *« vidé les marchés »*.

En fait dans le gouvernement installé à Paris le 6 septembre, les fonctions économiques sont partagées entre Lepercq (auquel succédera Pleven après le décès accidentel de Lepercq) et Mendès France.

Le dirigisme de la Libération

A la Libération, le G.P.R.F. se trouve devant une situation économique encore plus dramatique que prévue car aggravée par les destructions de la campagne de France, une situation politique inconfortable et une opinion publique qui n'est pas hostile à une vision socialisante de l'économie entraînant de profondes réformes économiques. Mais le gouvernement n'a pas d'idée économique précise. Fallait-il créer ou non un grand ministère de l'Économie nationale, fallait-il planifier, ces grands problèmes étaient ajournés. Fallait-il donner priorité à la formation du capital ou à la consommation, c'était encore une question non tranchée. Aucune décision définitive n'avait été prise quant au sort de l'héritage institutionnel de Vichy ; et pas davantage sur le maintien permanent des contrôles ni sur les moyens de combattre l'inflation. Bien que le gouvernement gaulliste parût s'être engagé dans la voie de la rigueur, il n'en avait pas moins décidé une augmentation des salaires, et remis les mesures d'austérité jusqu'au temps où le pays serait totalement libéré. En outre, la nécessité du *« dirigisme »* allait à l'encontre du désir populaire de mettre fin aux réglementations du temps de guerre et de tourner le dos à un passé exécré. La volonté obsessionnelle de libérer l'économie et l'État de l'étreinte des *« puissances d'argent »* reprenait le mythe proverbial du bouc émissaire : elle servait, au mieux, à donner au mouvement une certaine unité et à réduire la classe capitaliste à la défensive. Sous ses autres aspects, elle n'était plus qu'une polémique grossière qui détournait l'attention des problèmes difficiles et déformait les vues rénovatrices. En conséquence, l'équipe de De Gaulle allait devoir beaucoup improviser, et se quereller durement sur les réformes de structure comme sur la politique économique. Ainsi ses réalisations, qui furent considérables, devaient-elles rester en deçà de ses ambitions.

Dès l'hiver 44-45 Mendès France se heurte aux néo-libéraux. Plus intransigeant, plus honnête aussi, moins politique que ses collègues il démissionne en avril. Dès lors le Gouvernement provisoire s'engage dans une double voie : d'une part il donne satisfaction à la gauche et nationalise houillères, électricité, gaz, grandes compagnies d'Assurances, grandes banques et Renault tout en tentant de les faire gérer comme des entreprises privées : d'autre part, en raison des circonstances, il maintient le dirigisme vichyssois mais le rationalise en créant le Commissariat Général du Plan que le Général de Gaulle va confier à une équipe néo-libérale animée par J. Monnet et en mettant en place l'École nationale d'Administration, pépinière des technocrates des années soixante et suivantes.

*
* *

En définitive on peut constater que durant toute cette période le rôle de l'État n'a cessé de s'accroître notamment dans l'économie, et la fiscalité de s'alourdir. En étudiant ce mécanisme dirigiste nous avons insisté sur les aspects intellectuels et ce long conflit qui oppose néo-libéraux (favorables à une intervention de l'État) et dirigistes. Nous avons laissé de côté les effets de cette politique : rappelons simplement plusieurs choses :

1) Le libéralisme économique, comme peut être d'ailleurs le libéralisme politique, est un mythe en France : l'économie française est libérale, mais elle ne cesse de réclamer la protection de l'État. Et ce pseudo-libéralisme économique est à l'origine de la dramatique stagnation de l'économie, dans l'agriculture comme dans l'industrie : En 1939 la production industrielle française équivalente de celle du Zollverein en 1870 n'a été multipliée que par 2,5 depuis 1870, celle du Reich par 9. Et dans le Reich le rendement d'un hectare de blé est supérieur de près de 25 % au rendement d'un hectare français !

2) N'oublions pas que du fait du prestige soviétique, tous les partis européens, de droite comme de gauche sont en 1945 interventionnistes et dirigistes. Le premier programme de la C.D.U., celui de Ahlen en 1947, va infiniment plus loin que le programme du C.N.R.

3) C'est après 1950 que s'est maintenue au nom du socialisme ou au nom du jacobinisme colbertien l'idée que l'État est seul capable d'assurer la prospérité de l'économie et la protection des Français.

4) Dominée trop longtemps par l'idéologie marxiste la pensée française est responsable de cet état d'esprit mais est égalemnt responsable du système de formation des dirigeants de notre pays pour qui la réussite passe par les Écoles formant les grand commis de l'État. Rompre avec la tradition dirigiste doit impliquer avant tout la rupture avec une mentalité malthusienne et hostile au profit née et cultivée avec amour depuis la III[e] République.

F.-G. Dreyfus
Professeur d'histoire du XX[e] siècle
à l'université de Strasbourg

Gérard BRAMOULLÉ

« Les tentatives de rupture : Poincaré, Pinay, de Gaulle »

Le défi lancé aux responsables de la nation par la crise amorcée en 1974 a réveillé un débat de fond sur la place et le rôle de l'État dans l'économie.

Les thèses dirigistes voulant maîtriser la stagflation, c'est-à-dire la montée simultanée de l'inflation et du chômage, par des interventions accrues de l'État, ont eu tout le loisir de mesurer la portée concrète de leurs recommandations. Depuis 10 ans, d'abord implicitement, puis explicitement à partir de 1981, ces thèses ont été mises en œuvre par le pouvoir. Leur échec n'est plus à démontrer ; il est un des facteurs principaux de la faveur actuelle des thèses libérales.

Celles-ci posant le « moins d'État » comme condition de la reprise, soulignant les inefficacités de l'étatisme, cherchant à les limiter par la réduction des prélèvements obligatoires et la déréglementation des activités, apparaissent de plus en plus comme le « *bon choix* » collectif.

Pourtant, le sens de l'Histoire, s'il existe, ne leur paraît pas favorable. Depuis le début du XX^e^ siècle, la montée de l'État-Providence est telle que d'aucuns y ont vu une véritable « loi » économique (la fameuse « loi de Wagner » des spécialistes de finances publiques). Mesurée pour la part des dépenses publiques totales (État, collectivités locales et sécurité sociale) dans la production intérieure brute à prix constants, l'évolution est la suivante : comprise entre 10 et 15 % de la P.I.B. avant la Première Guerre mondiale, cette part passe à une moyenne de 20 à 25 % dans l'entre-deux-guerres, pour atteindre 50 à 55 % dans la décennie 60. A partir de 1974, le calcul par rapport au P.I.B. est remplacé car le calcul par rapport au P.I.B., ce qui fait baisser le taux d'environ 10 points. Le niveau change alors pour raison statistique, mais la tendance reste la même ; 45 % du P.I.B. en 1974, 48 % en 1980 et 55 % pour 1984.

Cette marée montante des dépenses publiques a connu peu de périodes de reflux. L'analyse des chiffres met en évidence trois pauses principales qui constituent autant de tentatives de rupture avec la montée du dirigisme.

La première véritable rupture de rythme, apparaît entre 1926 et 1929 et correspond au cabinet Poincaré. Celui-ci ramènera le pourcentage des dépenses publiques de son maximum de l'entre-deux-guerres (36 %) à son minimun (19 %).

La deuxième, moins flagrante *a priori*, mais néanmoins tout aussi significative, se situe au début des années 50. Le taux se stabilise alors autour de 40 %, mais après la fin du gouvernement Pinay, qui avait amené une rupture de ton et de fond par rapport aux gouvernements précédents, il va croître de plus de 10 points jusqu'en 1957-1958.

Intervient alors la 3e pause, le pourcentage des dépenses publiques tombant de 52 % en 1958 à 46 % en 1960, à l'occasion de l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle et de la rupture de ban avec la IVe République.

La singularité de ces trois tentatives de rupture (une par République !) mérite que l'on s'y penche, d'autant que leur exemplarité ne se limite pas au seul ralentissement de la part des dépenses publiques dans le P.I.B. et couvre bien d'autres aspects. L'analyse de ces expériences permettra peut-être de donner des idées à ceux qui seront demain porteurs de notre espérance, et par là, de mettre en évidence les racines de notre futur.

Compte tenu de la tendance de longue période, l'action et les résultats obtenus par ces trois illustres hommes d'État que sont Poincaré, Pinay et de Gaulle, apparaissent *« fabuleux »* au sens propre du terme. Sauf le respect que je leur dois, et en vous demandant de bien vouloir pardonner mon impertinence, permettez-moi de vous réciter cette fable de *« l'avocat, du chapelier et du général »*, avant d'en dégager la morale qui pourrait être : *« On a souvent besoin d'un plus libéral que soi ! »*.

1er tableau : l'Avocat

Il était une fois... le Cartel des gauches !

Le 11 mai 1924, la gauche de l'époque sort victorieuse des législatives. Pendant plus de 2 ans, cette coalition de socialistes et de radicaux qui, malgré le leader-ship d'Herriot manque de cohésion (notamment en ce qui concerne la politique étrangère), va mener la France au bord de la faillite.

Tous les indicateurs signalent le dérapage :

— les prix : 100 en 1914 ; 285 en 1919 ; 463 en 1925 !

— l'accroissement de la circulation monétaire : 5 milliards avant-guerre pour 50 milliards en 1925 !

— le franc : la livre (référence de la période en matière de changes) valait 23 F en 1914 comme au lendemain de la guerre, grâce à la *« caisse commune »* constituée par les alliés ; elle vaut 85 F en 1923 ; 116 en 1924 ; 218,5 le dernier jour de l'existence du Cartel.

En fait, l'échec économique et financier du Cartel des gauches est total. Le déficit budgétaire du dernier cabinet Herriot atteint 9 milliards. Le Trésor public perd sa solvabilité et fait appel aux avances de la Banque de France au-delà du plafond légal de 41 milliards fixé en 1920. (La technique consiste à rembourser la Banque de France de l'excédent illégal, la veille de la publication de son bilan, pour retirer des crédits le lendemain...).

Le dirigisme de la gauche engendre un appel croissant à l'impôt, frappant notamment les valeurs mobilières. L'ensemble des porteurs, petits ou grands, est touché au moment où la chute du franc (par rapport à la livre et donc par rapport à l'or) ampute les patrimoines : L'euthanasie du rentier est en marche.

Dans cette tourmente des valeurs, le Conseil des Régents de la Banque de France apparaît comme le gardien de l'orthodoxie. Au début de 1926, aidé par la montée de la défiance des Français à l'égard du gouvernement mais aussi de son adminis-

tration croissante et de sa fiscalité confiscatoire, le gouvernement de la Banque de France, Moreau (pourtant mis en place par... Caillaux après liquidation du gouverneur Robineau jugé trop inflexible !) refuse à Herriot la possibilité pour le Trésor de crever les plafonds — c'est la crise, et...

Le 22 juillet 1926, R. Poincaré est nommé Président du Conseil.

L'homme est un symbole de la IIIe République (aussi symbolique que la tour Eiffel ou le métropolitain). Marqué par la défaite de 1870 (il avait 10 ans), lorrain de surcroît, il sera toujours l'avocat de la France face à l'Allemagne. Étudiant en droit à Paris, il est jeune élu de la Meuse à l'Assemblée d'abord situé à gauche avant d'être au début du siècle cofondateur de *« l'Alliance démocratique »* qui regroupe les libéraux. Deux fois Président du Conseil avant la guerre, qu'il prépare au mieux, il est Président de la République pendant le conflit où il sait faire taire ses inimitiés pour appeler son adversaire Clemenceau au gouvernement afin d'assurer la victoire. Défenseur acharné des intérêts de la France, il saura prendre ses responsabilités et occuper la Ruhr pour obtenir réparation des Allemands.

National, Poincaré est aussi libéral. Dès 1890, participant à la commission du Budget, il s'oppose à la bureaucratie :

> *« Il existe encore en France, dans l'administration, des complications surannées, une pléthore de personnel funeste, funeste parce qu'elle entraîne pour l'État des dépenses considérables, funeste surtout parce qu'elle enlève à la vie active, à la vie libre de l'entreprise, du commerce et de l'agriculture des forces vives qui pourraient être mieux employées ailleurs dans l'intérêt de la nation. »*

Il sait, dès cette période, mettre l'administration au pas, et ses démêlés avec les « bureaux de la guerre » pour rationaliser leur gestion sont restés célèbres.

De plus, il sera, dès le début du siècle, au moment de l'émergence des socialistes en tant que courant politique, toujours opposé à leurs propositions :

> *« Les débats récents ont prouvé que socialisme, collectivisme, anarchie sont les trois actes d'une trilogie fatale. Le pays sait que l'idée de la propriété individuelle est inséparable de celle de la liberté humaine et que le collectivisme paralyserait les forces essentielles du progrès et de la civilisation : l'activité, la prévoyance, l'initiative, le goût de l'épargne et l'esprit d'invention. »*

Mieux, en 1906, il démissionnera du poste de ministre des Finances d'un gouvernement radical de gauche pour manifester son désaccord avec le rachat par l'État de la Compagnie des chemins de fer de l'ouest !

Ce parcours, trop rapidement présenté, explique pourquoi en 1926, Poincaré apparaît comme un recours. Un recours imposé par le pays comme le rappelle A. Thibaudet. (Cf. Les princes lorrains, *« le troupeau sera là pour partager les responsabilités du berger »*.)

Les effets de « Poincaré-La confiance » sont immédiats. Le jour même de sa nomination, la ruée des épargnants vers les guichets des banques et de Caisses d'épargne cesse : la livre passe de 218,5 F le matin à 208,25 F le soir ! L'effet psychologique va, très vite, être renforcé sur trois fronts : budgétaire, monétaire et structurel.

— Sur le front budgétaire, il s'agit d'équilibrer le budget et d'assurer le financement du Trésor. Un important programme d'économies, doublé d'une réforme fiscale permet d'atteindre le premier objectif dès 1926. Plus de 11 milliards seront ainsi dégagés par un accroissement des impôts sur la consommation et une unification de l'impôt sur le chiffre d'affaires (au taux de 2 %) ; mesures partiellement compensées par une baisse du taux maximum de l'I.R.P.P. de 60 à 30 %. Le second objectif, l'assainissement de la Trésorerie, est atteint grâce à deux mesures. D'une part, Poincaré rassure les porteurs de valeurs d'État en créant une Caisse Autonome d'amortissement chargée de gérer la dette publique et alimentée en ressources par les bénéfices du Service des Tabacs ; la création de cette caisse est faite solennellement, présentée comme un acte constitutionnel, et votée par le Parlement réuni en assemblée générale à Versailles. D'autre part, le Trésor pourra faire appel aux ressources des banques de second rang puisque possibilité lui est donnée de faire escompter par la Banque de France du papier commercial ordinaire.

— Sur le plan monétaire, après avoir augmenté le taux de l'escompte (porté à 7,5 %), Poincaré va donner à la Banque de France la possibilité d'acheter de l'or et des devises sur le marché ; le jour même de l'adoption de la loi offrant cette liberté, la livre passe à 156,16 F. Le problème de la valeur du franc n'est cependant pas immédiatement résolu. En fait, deux camps s'opposent sur cette importante question : celui des revalorisateurs et celui des stabilisateurs.

Les revalorisateurs, parmi lesquels on trouve le baron Édouard de Rothschild et François de Wendel, le patron du Comité des Forges, préconisent un retour pur et simple au franc germinal.

A ces banquiers traditionnels, fortement influencés par la politique suivie à Londres, s'opposent de jeunes techniciens de l'Administration tels que J. Rueff, inspecteur des finances ou M. Quesnay, directeur des études économiques de la Banque de France, ainsi que des professeurs économie politique comme C. Rist. Pour ces stabilisateurs, le retour au franc napoléonien pénaliserait trop les exportations et aggraverait la situation du marché du travail déjà difficile avec un demi-million de chômeurs. Partisans d'une restauration limitée du franc, ils seront finalement écoutés par Poincaré.

Celui-ci procédera toutefois avec beaucoup de prudence, au point que J. Bainville le qualifiera alors de *« sphinx de la rue de Rivoli »* ! Imposant son autorité aux fonctionnaires et aux services, tout en confiant à J. Rueff un rapport sur la situation monétaire, il attendra le succès des élections législatives de 1928 pour transformer la stabilisation de fait du franc en définition officielle. Le 24 juin 1928 est ainsi votée la nouvelle définition du franc en même temps que le rétablissement de sa convertibilité : la livre vaut 124,21 F (Rueff avait préconisé 122,25 F), et le franc vaut 65,5 milligrammes d'or (soit une dévaluation des 4/5e par rapport au franc germinal).

— Sur le front structurel, Poincaré adopte dès août 1926, une réforme administrative de grande ampleur dans un souci d'économies et de réduction du poids de la bureaucratie. 106 sous-préfectures et 70 emplois de secrétaires généraux sont supprimés ; 53 recettes des Finances et nombre de « tortillards électoraux » disparaissent ; le fonctionnement des tribunaux est simplifié ; Poincaré ira même jusqu'à proposer la suppression du monopole des allumettes, mais la Chambre ne le suivra pas sur ce point.

Le 26 juillet 1929, Poincaré démissionne pour raison de santé. En trois ans, il aura, par ses mesures d'inspiration libérale, sorti la France de « l'impasse du 11 mai » et permis à l'économie de subir le choc de la crise de 1929 avec moins de violences et de malheurs que les autres pays occidentaux. Peut-être lui doit-on aussi le maintien de la démocratie en France, à l'heure de la montée des fascismes en Europe.

2e tableau : le Chapelier

Il était une fois... La *« troisième force »* !

Avatar du tripartisme de l'immédiat après-guerre, la troisième force va gouverner la France de 1948 à 1952. Coalition de socialistes, de républicains populaires et de radicaux (S.F.I.O., M.R.P., Parti radical et U.D.S.R.), excluant les communistes et les gaullistes, la troisième force va faire subir à la France une cure de socialisme centriste, de social-démocratie dirigiste, qui comporte tous les ingrédients d'une économie de la faillite (l'antithèse de « l'économie de la réussite » préconisée par A. Redslob).

Dans cette coalition, les socialistes sont assez forts pour empêcher l'assainissement des finances publiques, le contrôle de l'inflation et l'équilibre de la balance des paiements. En outre, ils trouvent avec le M.R.P. un allié de poids pour appliquer une politique économique dirigiste dont la mystique productiviste du plan constitue l'axe essentiel. Les velléités libérales du Parti radical et de l'U.D.S.R.

seront d'autant plus vite étouffées que l'époque voit naître et se développer la technocratie.

La troisième force commence à se fissurer après les législatives du 17 juin 1951. Bien que reconduite au pouvoir, elle dérape (encore et déjà !) sur la liberté de l'enseignement, les socialistes refusant de voter les lois Marie et Barange qui ne passent qu'avec l'appui des voix du R.P.F. Elle éclate en janvier 1952, lorsque les socialistes retirent leur soutien à la politique financière de rigueur proposée par R. Pleven de l'U.D.S.R.

La faillite économique et financière est pourtant déclarée. La France détient alors le triste record européen de l'inflation. De 1949 à fin 1951, les prix de gros ont augmenté de 45 % et les prix de détail de 38 %. Et cela, malgré la baisse des prix mondiaux qui intervient dès 1951 (augmentation de 40 % des crédits bancaires à l'économie en 1 an — 1950-1951). En fait, l'inflation par les coûts « sociaux-démocrates » relaye en France l'inflation par la demande provoquée par la crise coréenne. Sur la même période, le pouvoir d'achat des français recule de 20 %, tandis que le Trésor public fait systématiquement appel aux avances monétaires de la Banque de France. Le 29 février 1952, le gouverneur de la Banque de France, W. Baumgartner, écrit à Edgar Faure (qui menait alors, après Pleven et Queuille, une ultime tentative pour maintenir la coalition au gouvernement) que le point de rupture est dépassé, la « planche à billets » ayant trop fonctionné en faveur du Trésor. Devant l'échec d'E. Faure, Vincent Auriol appelle, sans trop y croire, Antoine Pinay.

Le 6 mars 1952, à la surprise générale, A. Pinay est investi, sans le soutien de la S.F.I.O. par 324 voix contre 206 et 89 abstentions. La majorité est obtenue grâce à l'appoint de 27 R.P.F. dissidents, et pour la première fois depuis la Libération, les socialistes ne sont plus au pouvoir !

Né en 1891, dans une famille de fabricants de chapeaux, A. Pinay a connu un parcours exemplaire. Combattant de Verdun, industriel, il est élu maire de Saint-Chamont en 1929. Conseiller général en 1934, sénateur en 1938, député en 1946, il est appelé au gouvernement à partir de 1948. D'abord secrétaire d'État aux Affaires économiques, puis ministre des Travaux publics de 1950 à 1952, il a su s'entourer d'une équipe de conseillers efficaces.

Comme le rappelle E. Faure *(Mémoires)* qui est pourtant très sévère sur son expérience (cf. *« Les expédients »* et *« les incantations »*.) A. Pinay accède à la Présidence du Conseil *« épaulé par deux échantillons sensationnels »* de l'Inspection des Finances : H. Yrissou et M. de Libersart. Encouragés par J. Rueff, ces hommes mettront au point le plan d'action libéral qui fera de Pinay, le chef du gouvernement sans doute le plus populaire de la IVe République.

Dans la forme, cette expérience s'appuiera directement sur l'opinion publique, passant par-dessus le parlement et les partis. Les mesures proposées vont être, en effet, expliquées et relayées tant par les voies traditionnelles des *« comités d'honneur »* locaux que par les voies médiatiques les plus modernes (émissions de radio, campagnes publicitaires, autocollants, etc.). Les Français apprécieront cet appel direct à leur civisme et leur mémoire collective gardera d'A. Pinay l'image du défenseur de leur pouvoir d'achat. Quant au fond, deux objectifs majeurs sont recherchés.

1er objectif de ce plan, rétablir la confiance dans l'État, afin d'assurer le refinancement du Trésor. Deux mesures vont se conjuguer pour atteindre cet objectif. D'une part, une amnistie totale en matière fiscale, permettant notamment le retour des capitaux français expatriés : d'autre part, le lancement, en mai 1952, du fameux emprunt *« 3,5 % à capital garanti »*. Les capitaux rapatriés trouveront là un placement particulièrement intéressant puisque cet emprunt a une valeur de remboursement indexé sur le louis d'or et qu'il est exempté des droits de succession comme des impôts sur les valeurs mobilières. D'un montant de 428 milliards, l'emprunt Pinay fera rentrer 195 milliards de liquidité immédiates dont 16 en or (34 tonnes !). Son succès permettra de ne pas accroître la pression fiscale comme avait dû le faire momentanément Poincaré pour assainir la situation financière de l'État. 2e objectif, la lutte contre l'inflation. Le dispositif mis en place est impressionnant : stagnation des tarifs publics, baisse volontaire de certains prix administrés (charbon,

électricité) ; baisse négociée des prix obtenue par la mise en place d'une procédure de dialogue avec les organisations professionnelles tant à l'échelon national que local (accords préfets — Chambre de Commerce). En septembre 1952, pour lutter contre les anticipations inflationnistes, les prix sont bloqués à leur niveau d'avril, et en contrepartie l'échelle mobile est adoptée pour les salaires. Les résultats sont spectaculaires : l'indice des prix de gros qui valait 152,5 en janvier tombe à 140,6 en décembre 1952 ; la hausse des prix à la consommation est stoppée, et ceux-ci baisseront de 1 % en 1953. Ces résultats, uniques dans les annales de l'après-guerre, seront certes obtenus au prix d'un ralentissement de la croissance de l'activité économique. Toutefois, contrairement à ce qui est parfois indiqué, celle-ci ne régresse pas.

Entre 1952 et 1953, la production intérieure brute augmente en effet de 2,5 % et la production industrielle de plus de 4 %. En outre, comme le rappelle Henri Yrissou, l'arrêt de l'inflation est obtenu sans crise sociale, puisqu'aucun mouvement de grèves n'accompagne l'expérience Pinay.

D'autres mesures significatives seront prises. Citons la loi sur les ententes du 11 juillet 1952, perfectionnant la concurrence et interdisant la fixation de prix minima.

Enfin, en matière de déficit budgétaire, la réduction est obtenue sans création d'impôts nouveaux, par un programme d'économies (plus de 110 milliards sur un budget de 3 500 milliards) et le blocage de 100 milliards d'investissements publics (qui attendront les rentrées de l'emprunt pour être réalisés). L'action ne pourra toutefois être menée à son terme. La Chambre refusant la proposition d'une majoration de 0,75 % de la cotisation patronale pour les allocations familiales, Pinay entrant dans la légende, sortira du gouvernement en donnant sa démission le 23 décembre 1952 (1).

La rupture de ton provoquée par le libéralisme empirique d'A. Pinay en 1952 a eu des conséquences de fond. La stabilité des prix s'est maintenue jusqu'en 1956, et l'économie française a retrouvé sa capacité d'épargne. Celle-ci permettra le financement des investissements de modernisation de l'appareil productif dont la réalisation constitue l'un des rares points positifs de la IV^{e} République.

3^{e} tableau : le Général

Il était une fois... le molletisme au chevet d'une République moribonde !

Depuis les élections législatives du 2 janvier 1956, qui ferment en fait la parenthèse du mendésisme, les 89 députés de la S.F.I.O., emmenés par Guy Mollet, constituent le flanc gauche indispensable d'une coalition majoritaire où Radicaux (70 dép.), M.R.P. (71 dép.) et Indépendants (100 dép.) sont obligés de cohabiter pour exclure les communistes (146 dép.), les poujadistes (51 dép.) et les gaullistes (17 dép.). De 1956 à 1958, rien ne se fait sans l'aval de G. Mollet, qu'il soit ou non Président du Conseil. Or, c'est au cours de ces deux années que la situation économique de la France se retourne.

L'inflation renaît de ses cendres, attisée par les mesures social-démocrates. Le feu, qui couvait depuis la crise de Suez, avec une augmentation du prix moyen des importations de 50 % en 1956, repart avec la politique sociale du gouvernement Mollet qui accroît les charges des entreprises de 12 % en 1956 et 12,5 % en 1957. Entretenu par le déficit budgétaire qui dépasse les deux milliards par an, il culmine à 14 % de hausse des prix de détail en 7 mois, de juin 1957 à janvier 1958.

L'utilisation du pare-feu que constitue la « politique de l'indice des prix » ne change rien à l'affaire, au contraire. Le blocage des prix (engendrant des subventions budgétaires...) et le contrôle des changes étouffent l'appareil de production : 16 % des entreprises signalent des difficultés de Trésorerie en octobre 1955, 19 % en octobre 1956 et 44 % en octobre 1957 !

En deux ans, les réserves de la Banque de France sont épuisées, et l'encaisse-or

menacée au point qu'en janvier 1958, Jean Monnet est envoyé à Washington pour quémander un prêt de 650 millions de dollars.

Le 15 avril 1958, à la chute du gouvernement Gaillard, et malgré l'ultime sursaut du plus jeune Président du Conseil de la IVe (38 ans), les caisses de l'État sont vides, celles du Trésor comme celles de la Banque de France. Le retour à la vérité des prix et la dévaluation de fait du franc (20 %) ne suffisent pas à rééquilibrer la balance des paiements mise à mal par deux ans de molletisme.

L'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle crée la rupture de ban. Deux hommes, ardents libéraux, choisis et soutenus par lui, vont se charger du redressement économique et financier : A. Pinay et J. Rueff.

A. Pinay, alors à la tête du C.N.I.P., a été le premier homme politique à rendre visite du général, à Colombey, le 22 mai 1958. Nommé ministre des Finances au général, dans le dernier gouvernement de la IVe République, il hérite d'une situation dramatique et doit, en quelques mois, préparer la France à l'ouverture de ses frontières, prévues par le traité de Rome pour le 1er janvier 1959 !

J. Rueff sera la cheville ouvrière d'une intense activité réformatrice dont les bases sont établies par deux rapports d'experts : le rapport « sur l'assainissement financier » (ou rapport des experts financiers) et le rapport « sur les obstacles à l'expansion économique » (ou rapport Rueff-Armand).

Dès le lendemain du référendum du 28 septembre 1958, J. Rueff préside la commission d'experts financiers et présente le 12 novembre ses conclusions à A. Pinay. Le 18 novembre, le général est informé et tranche en faveur d'une variante « *forte* » (défendue par Rueff) contre une variante « *faible* » (proposée par Pinay qui ne souhaitait pas accroître les impôts) ; le même jour est décidée la dévaluation du franc au taux de 17,5 % préconisé par W. Baumgartner, gouverneur de la Banque de France. Le 26 décembre, les mesures d'assainissement financier sont étudiées en Conseil interministériel, pour préciser les actions de chaque ministère ; ce conseil se déroule dans une atmosphère tragique, due aux oppositions des divers ministres à un plan jugé par eux trop libéral. A. Pinay met alors tout son poids dans la balance et menace de démissionner si les mesures proposées par J. Rueff ne sont pas adoptées. Finalement, ces mesures sont publiées au J.O. du 31 décembre 1958, sous la forme de 2 ordonnances. Il était temps, car le 8 janvier 1959, jour de la passation des pouvoirs entre René Coty et le Général, prenait fin la période des « *pleins pouvoirs* » et donc la faculté de réformer par décret ! Trois axes caractérisent l'assainissement financier.

La réduction du déficit budgétaire

« *L'impasse* » est ramenée à 600 millions de francs par une double action de compression des dépenses et d'augmentation des recettes. Les mesures les plus difficiles à faire admettre étant, pour les premières, le blocage des salaires des fonctionnaires et la suppression de certaines aides (2), et pour les secondes, l'augmentation des impôts et de la part patronale des cotisations de sécurité sociale.

Le rétablissement du franc

Obtenu par la suppression générale des indexations (véritables courroies de transmission de l'inflation), la dévaluation de 17,55 % déjà évoquée et la définition d'une nouvelle unité de Compte : le Nouveau Franc.

La libération des échanges

Couronne le plan financier avec une ampleur inégalée, puisque 90 % des échanges sont alors libérés.

L'assainissement financier devait être complété par d'importantes réformes de

structures. Le 13 novembre 1959 était constitué le comité Rueff-Armand (parmi lequel trois professeurs d'économie, René Courtin, Pierre Massé et Alfred Sauvy), dont la mission était d'étudier les moyens de lever les obstacles à l'expansion économique. Le rapport, véritable manifeste libéral des structures économiques françaises, a été remis au Premier ministre en juillet 1960. Il comporte un recensement particulièrement précis des rigidités, blocages et distorsions du système économique français, résultats le plus souvent d'interventions ou de réglementations intempestives des pouvoirs publics ; la thérapeutique proposée se déduit du diagnostic et préconise le retour à la flexibilité des structures, la vérité des prix, la réforme de l'Administration, avec un souci remarquable du détail et une logique libérale sans faille. Malheureusement, M. Debré, pris par d'autres urgences, n'a pu mettre en œuvre les recommandations Rueff-Armand (deux inspecteurs des finances, M. Cosse et Pelletier, ont dressé en 1968 un état des réalisations en la matière, et leur bilan, non publié, est singulièrement faible). Il faudra, par exemple, attendre 1971 pour que la réforme du crédit, et notamment la substitution du réescompte par l'open-market soit mise en place (après un autre rapport, dit « Sadrin — Marjorlin — Wormser », élaboré en 1969).

Bien que le rapport Rueff-Armand n'ait pas été suivi d'effets, l'application des mesures préconisées par le seul rapport des experts financiers a sans doute permis à la France de connaître au cours des années 60 une des mutations économiques les plus profondes de son Histoire. Comme le souligne René Rémond :

> « *Un budget en équilibre, une monnaie forte, une balance des paiements positive, l'ouverture des frontières, l'intensification des échanges, l'élévation du niveau de vie, autant de fruits du nouveau régime, qui deviennent à leur tour, par le jeu des phénomènes cumulatifs, autant de facteurs d'expansion* » (cf. « Le retour de De Gaulle, éd. Complexe, Bruxelles, 1983).

La Morale

Le rapprochement des trois ruptures qui viennent d'être évoquées permet, au-delà des différences, et par la mise en évidence des ressemblances de l'Histoire, de tirer nombre d'enseignements. Ceux-ci constituent la morale de cette fable de « *l'Avocat, du Chapelier et du Général* ».

En premier lieu, il convient de retenir que la marche vers le socialisme n'est pas un processus irréversible. Les expériences de Poincaré, de Pinay et de De Gaulle montrent, s'il en est besoin, qu'il est possible d'endiguer et même d'inverser le courant social-étatiste. Celui-ci n'a pas le monopole du progrès ; au contraire, son sens de l'Histoire n'est qu'une logique de la décadence. Trois fois l'enchaînement « *défaillance-dépendance* » caractéristique des gestions social-démocrates a été rompu. Et, chaque fois, l'assainissement économique à court terme a eu des conséquences favorables à moyen et long terme pour notre pays.

En second lieu, doit être soulignée l'étonnante similitude de moyens et de résultats tant des expériences socialistes que des tentatives de rupture qui les ont suivis.

En ce qui concerne les gestions du Cartel des gauches, de la Troisième Force et du Molletisme, les mêmes causes ont produit les mêmes effets. Les rêves d'assistance généralisée de la « *Perrette* » social-démocrate, à la démarche dirigiste et bureaucratique, viennent buter sur les réalités des mécanismes économiques. Blocages et dérapages sont les deux mamelles qui alimentent déficits et dévaluations, et cela, quel que soit le contexte.

En ce qui concerne les trois tentatives de rupture, l'analyse montre que leurs succès tiennent à leurs options communes en faveur de solutions libérales. La présence d'un homme comme Jacques Rueff au cours de ces trois périodes est la démonstration autant que le symbole du fonds commun libéral qui les relie.

Une autre explication est parfois avancée, celle du recours à des hommes providentiels. Elle ne paraît cependant pas pertinente pour comprendre les ressorts du

redressement. La référence aux héros n'est trop souvent faite que pour éviter la référence aux libéraux. Certes, la confiance peut renaître plus vite avec des hommes dont le passé a révélé la force de caractère ; mais elle ne renaît vraiment que lorsque l'Histoire révèle aussi l'intelligence de leurs critères. Poincaré sait se faire obéir de l'Administration... pour réduire le poids de la bureaucratie ; Pinay sait choisir ses inspecteurs des finances... pour proclamer l'amnistie fiscale ; de Gaulle sait proposer à ses compagnons... de limiter les aides aux Anciens Combattants. En fait, l'idée de leur force ne vaut que par la force de leurs idées.

Par ailleurs, la diversité des expérimentations ne doit pas masquer l'unité des inspirations. Au-delà des modalités de circonstances, comment ne pas relever la constance des finalités : assainir les finances publiques, stabiliser la monnaie et promouvoir l'économie de marché sont des objectifs communs aux trois expériences.

L'assainissement des finances publiques passe par la réduction du déficit budgétaire, réalisée dans les trois cas par d'importantes diminutions des dépenses publiques. Si l'action sur les recettes est plus modulée, la réticence de Pinay pour l'augmentation des impôts s'opposant aux exigences des défenseurs de l'équilibre budgétaire avant tout, il faut néanmoins retenir la préférence typiquement libérale de Poincaré pour un impôt sur la dépense à taux uniforme contre un impôt sur le revenu (dont il baissera le taux).

La stabilisation de la monnaie a été obtenue par des actions internes et externes. Au plan interne, il s'agit des mesures de ralentissement de l'inflation ; au plan externe, d'une adaptation de la valeur du franc au cours du marché des changes. Le franc Poincaré, comme le nouveau franc, doivent leur réussite au respect de ces évidences.

La promotion de l'économie de marché c'est, enfin, en 1926, en 1952, comme en 1958 : l'acceptation et la défense de la concurrence nationale et internationale, la libération des échanges, y compris des mouvements de capitaux, et la limitation des monopoles étatiques.

Budget, Monnaie et Marché, tels sont les éléments qui, utilisés de façon libérale, fondent le succès des expériences présentées. Puissent ces expériences convaincre ceux qui ne l'auraient pas été par la théorie libérale des bienfaits de cette approche. La remarque de Bossuet, pour lequel : « *Ce qu'une judicieuse prévoyance n'a pu mettre dans l'esprit des hommes, une maîtresse plus impérieuse, je veux dire l'expérience, les a forcés de le croire* » (Reine d'Angleterre), serait alors vérifiée.

G. Bramoullé
Professeur agrégé de Sciences Économiques
à l'Université d'Aix-Marseille III
Doyen honoraire de la Faculté d'Économie Appliquée

ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

Les ouvrages et articles intéressants sur cette période sont trop nombreux pour être cités. Nous proposons de ne retenir que trois références, une pour chaque expérience : Sylvie Guillaume, « **Antoine Pinay** », Presses de la F.N.S.P., Paris, 1983 ; Pierre Miquel, « **Poincaré** », Fayard, Paris, 1984 ; Jacques Rueff, « **Combats pour l'ordre financier** », Plon, Paris, 1972.

(1) Peu de temps après, un sondage montrait que 56 % des français ne souhaitaient pas la chute du gouvernement Pinay. Cf. « Sondages », 1953, 4°3.
(2) Seules deux mesures proposées ne seront pas réalisées : la suppression des retraites pour les Anciens Combattants non inscrits au Fonds national de Solidarité (c'est-à-dire ayant moins de 65 ans et dont les ressources propres dépassaient un certain plafond) et l'instauration d'une franchise de 30 N.F. pour le remboursement des produits pharmaceutiques.

Jules MONNEROT

Du Pouvoir intellectuel de la gauche, vivisection d'un conformisme

Il s'agit bien de « Pouvoir »

Si subsiste ce que, pour être rapidement compris, nous appelons le Pouvoir intellectuel de la gauche, on ne pourra pas prendre congé de 50 ans de socialisme. Dans l'histoire, beaucoup de mesures justes sont restées lettre morte parce que des mentalités qui n'avaient pas changé leur ont fait obstacle. L'exemple des conservateurs suédois qui, élus, ne purent en gros que gérer le socialisme, est trop récent pour être oublié. Que nous persistions à ignorer cet aspect des choses, et nous nous exposons à recommencer des errements qui sont des erreurs, à faire d'une « alternance » désirée un retour écœurant. Actuellement, le dispositif sociologique du « Pouvoir intellectuel de la gauche », en dépit de symptômes d'usure manifeste et de craquements sinistres, et même en partie désaffecté, est toujours matériellement en place. Le septennat socialiste, en dépit de vicissitudes débilitantes, est, somme toute, en cours, et le « Pouvoir intellectuel de la gauche » se porte aussi bien que peut se porter un pouvoir intellectuel quand il n'est soutenu que matériellement.

Pouvoir, intellectuel, gauche, nous n'avons à définir aucun de ces trois termes. Précisons tout de même, que lorsque nous disons « Pouvoir intellectuel », il s'agit bien de Pouvoir. Non pas pouvoir au sens de la théorie juridique qui depuis Montesquieu en distingue trois, législatif, exécutif, judiciaire. Il s'agit d'un pouvoir exercé *en fait,* qui relève de l'histoire vécue, comme le Pouvoir économique. (On

vit très différemment selon que la décision économique est « centralisée » comme en U.R.S.S., ou en partie — insuffisante — « décentralisée », comme en France.)

Le Pouvoir intellectuel n'a pas besoin d'un appareil judiciaire et policier pour s'exercer. Si l'on jette un coup d'œil d'ensemble sur l'anatomie et la physiologie du Pouvoir intellectuel, on constate qu'il fonctionne par *incitations*, positives ou négatives, *comme le pouvoir économique*: dans le cas du Pouvoir intellectuel, les incitations sont psychologiques, portant sur les idées (au sens le plus général du terme) que chacun peut recevoir et cultiver ; certaines idées sont imposées par *répétition* comme des airs obsédants, d'autres, au contraire, sont *censurées*: elles n'ont pas de visa de sortie, ce qui les interdit de diffusion, et les enferme à double tour. S'exerce à leur encontre une *censure sociologique*.

Un pouvoir *effectif* — et c'est ici le cas — ne s'exerce que s'il a des *moyens*. Les principaux moyens du Pouvoir intellectuel dans notre société sont l'*enseignement*, tous les ordres et toutes les modalités d'enseignement, l'*information*, toutes les formes d'information, des plus difficiles, les livres et les revues, qui demandent un effort, jusqu'aux plus faciles, qui peuvent être (télévision) administrées à moindres frais intellectuels. Ce Pouvoir intellectuel use de toutes les formes de la publicité au sens exact du mot, et nous sommes, en fait, fortement dissuadés de rester sourds aux incitations diffusées à une fréquence telle qu'elles ne cessent, littéralement, de nous traverser. Ce qui rend possible, *de l'autre côté des médias* (on eût dit autrefois *« du côté du manche »*), le maniement du clavier des grandes motivations psychologiques : à savoir l'aspiration à s'élever dans la société telle qu'elle est, à se faire reconnaître d'elle ; la volonté d'être « dans le train », et même d'y être plus que les autres, disposition qui se traduit dans ses formes extrêmes, par le snobisme et la surenchère, dans ses formes moyennes par la recherche de l'approbation du milieu, au prix, s'il le faut, de concessions qui peuvent aller jusqu'au reniement de ce qu'on sait, de ce qu'on croit, et de ce qu'on est.

Ce Pouvoir intellectuel n'apparaît une nouveauté historique que parce qu'il emprunte nos techniques modernes. Le XIX^e^ siècle finissant et le XX^e^ siècle n'ont fait que lui donner des modalités imprévisibles pour nos devanciers. C'est, sous sa forme pure, le Pouvoir qu'avait revendiqué et hautement exercé, l'Église, et qui a été mis en doctrine par la papauté, de Grégoire VII à Boniface VIII en passant par Innocent III, le *pouvoir d'examen* comme l'appellent encore les grands Jésuistes du siècle d'or, et en même temps, le Père de la philosophie occidentale, Hobbes. C'est le Pouvoir contre lequel nos « philosophes » du XVIII^e^ siècle se sont fait un nom, et qu'ils prétendaient transférer de l'Église à « La Science », dont ils se croyaient les représentants ; le Pouvoir de dire, au sens romain de « dire le droit », *le Pouvoir de dire ce qu'il faut penser, et par là même ce qu'il ne faut pas penser ; le pouvoir de dire le bien et le mal, de désigner les bons et les mauvais ; une sorte de police psychologique ne procédant point par l'anathème ou l'interdit comme l'Église médiévale, mais visant à la domination psychologique par ce qu'elle dit et par ce qu'elle tait et contribue à « occulter »*. Il s'agit d'une propagande qui atteint à la fois l'enseignement et l'information sous toutes leurs formes, à tous les niveaux, du livre « difficile » au slogan radiophonique, modifiant même la teneur du langage courant en usant toujours des *mêmes* mots et en taisant toujours les *mêmes* choses. L'envers de cette propagande est une censure de fait, qui tire paradoxalement l'essentiel de sa force de n'être pas incarnée dans une institution. Les censeurs sont ceux qui se servent efficacement d'un catéchisme non écrit, mis à jour quotidiennement, qu'on pourrait intituler *« Ne dites pas mais dites »*. La censure que nous avons connue depuis 1945 n'a pas de visage.

Les pensées non exprimées se désaffectent ; non transmises, tendent à disparaître avec ceux qui sont empêchés de les transmettre. Les *moyens* de ce Pouvoir intellectuel ont été, d'une part la *répétition* généralisée, multiforme, incessante, procédant même par « persuasion clandestine ». Ce sont les moyens *positifs*. *On* impose par exemple dès 1944, l'idée d'une *équation entre les communismes et la Résistance* en France ou encore l'idée que *l'« intelligence est à gauche »*, d'où il suit que l'« Intelligentsia de gauche » (c'est un pléonasme) est non seulement *présumée supérieure à ceux qu'elle occulte*, mais qu'elle est présumée unique, qu'elle occupe le champ dans son entier. S'impose par la même occasion le fait de prendre le com-

munisme en *bonne* part depuis la défaite de l'« axe » Allemagne-Italie-Japon, et de maintenir le plus longtemps possible la classe politique et l'opinion française dans des dispositions « compréhensives » : on ne condamnait que les excès, non le principe, qui est le socialisme, situé dans l'arrière-monde (aucun fait historique ne peut l'atteindre). A partir de cette époque, les mêmes pratiques, commises par des « non-socialistes », ne pouvaient pas bénéficier de la même absolution. S'il y a des camps de concentration en U.R.S.S., ils sont transfigurés par l'ombre portée de l'« avenir radieux ». C'est une telle *Gestapo psychologique* que nous subissons plus ou moins en France depuis 1945. Ainsi étaient indiqués les livres qu'il faut lire, et par là même ceux qu'il ne faut pas lire. Et *tout ce qui ne va pas dans le sens voulu n'a pas d'acoustique.* Aux voix qui parlent hors de cette trajectoire prédéterminée, est refusé tout le dispositif que Pierre Chaunu appelle si justement le *surmultiplicateur du discours. Le système médiatique complet : livre-télévision-presse écrite-radio,* leur est fermé. La *face positive* du pouvoir intellectuel en question consiste donc en ce « surmultiplicateur du discours », la *face négative* consiste dans les effets puissants de l'*incitation négative.* Pour beaucoup d'hommes, s'ils ne veulent pas déplaire à tout ce qui peut les *gommer* professionnellement comme de simples traits de crayon, il y a des faits qu'il vaut mieux *ne pas* percevoir, des pensées qu'il vaut mieux *ne pas* former. Certaines idées et perceptions doivent être si bien censurées — sociologiquement — qu'à la limite on ne doit plus trouver de mots pour les exprimer, ce qui se traduit par des modifications du langage courant. C'est ainsi que s'explique, au cours de cette deuxième moitié du XX• siècle, *la quasi-disparition de quelques-unes des principales notions qui faisaient littéralement tenir debout la société et la culture* auxquelles nous appartenons et auxquelles nous participons. Les techniques médiatiques au service de cette *inquisition grise,* et sous le masque hypocrite d'un libéralisme qui avait consenti à *la pose de « sens uniques » dans son laisser-faire-laisser-passer,* contribuent puissamment à la *constitution de ce nouveau conformisme* où ce que nous appelons le *Pouvoir intellectuel de la gauche est d'autant plus efficace qu'il n'est plus perçu.* A partir de quoi, il ne s'agit plus que de parler et de penser *comme les autres,* de ne pas se singulariser. C'est à ce signe qu'on reconnaît la réussite d'un conformisme.

Il est indispensable de savoir distinguer les traits dominants d'un tel conformisme, ce qui est d'autant moins facile que nous y sommes plongés.

Le mot conformisme en lui-même ne doit comporter nul sens péjoratif. Toutes les sociétés connues présentent le phénomène du conformisme sans quoi elles n'existeraient pas en tant que sociétés. Mais le conformisme par lequel s'est exercé depuis 1945 le Pouvoir intellectuel de la gauche se distingue paradoxalement de tous les autres, qui sont à la fois expressions et conditions de sociétés où on les observe. Et voici comment :

Inversion du conformisme

Tout conformisme comporte l'imitation de certains modèles, et même l'identification à ces modèles, du plus grand nombre des citoyens. L'originalité propre de la variété historique de conformisme qui correspond au « Pouvoir intellectuel de la gauche », c'est que *c'est un conformisme à modèles subversifs.* Tout se passe comme si, de plus en plus, la société française de 1945 à nos jours, avec ses écrivains représentatifs comme Sartre, avec son enseignement *gauchi,* sa langue courante, sa *« Koinè »* à la fois altérée et dégradée, truffée de marxisme « basique » et d'argot franglais, d'un mélange de « langue de bois » et de langue « jetable » comme les gobelets en carton des uniprix (les journaux en abusent), son *bas-français* comme il y a eu un *bas-latin* ; avec ses médias ensinistrés, avec toute une sous-littérature, et tout un infra-cinéma de misérabilisme et de ressentiment, tout se passe comme si la société française des quarante dernières années *se voyait, se décrivait et se pensait avec les yeux, la voix et le cerveau de ceux-là mêmes qui la vouent à la destruction totale.* En sorte qu'observée à distance par un spectateur détaché, la

société française offre un spectacle typique d'autodestruction. On ne peut s'empêcher d'évoquer à ce sujet une proposition de Gramsci, le Machiavel léniniste, je la cite :

« Une fois gagnée à des valeurs qui ne sont plus les siennes, la société vacille sur ses bases, et il n'y a plus alors qu'à exploiter la situation sur le terrain politique. »

Le conformisme sinistre, appelons-le ainsi, se retourne contre la société un peu à la manière de ces anticorps que nos organismes fabriquent pour se défendre, et qui, dans certaines situations pathologiques, contribuent à le détruire. Toute société repose sur des personnes et des groupes qui sont conformistes par position. Ils ne font pas de politique et ne s'y intéressent pas outre-mesure, et aucune société ne peut fonctionner sans de tels conformistes. Eh bien ! Le conformisme sinistre joue dans le sens contraire. C'est-à-dire que le conformisme, inévitable dans toute société, et qui par nature soutient et exprime l'ordre, *se retourne contre lui-même* quand les personnes et les groupes soumis à une propagande intense en viennent à dénigrer le passé, fait, entend-on, de patriotisme belliqueux, de colonialisme inexpiable, de capitalisme exploiteur, etc. (On arriverait à en conclure qu'il a été déplorable d'avoir eu des parents et qu'il n'est pas souhaitable d'avoir des enfants.) L'observance des conditions de la vie en société, la soumission à un ordre indispensable, en vient en définitive à fonctionner au bénéfice d'entreprises de subversion. Ce genre de conformisme qui heureusement n'est pas « inarrêtable », porte en lui — il n'y a pas d'autre mot — un véritable processus d'autodestruction historique. Quand les choses ont été poussées aussi loin, des rouages sociaux, ceux de l'instruction publique, de l'information, de l'édition, etc., en viennent à *inverser leurs effets* et à fonctionner comme *mécanismes de désagrégation.*

Ces facteurs combinés en codifiant par leur action le langage courant qui est l'instrument de communication absolument général, ne peuvent pas ne pas entraîner des modifications psychologiques déterminantes quant à la formation des idées et la production des actes. Ce que nous désignons ici par « Pouvoir intellectuel de la gauche », va donc bien au-delà de l'action prétendument exercée par les grands « intellectuels de gauche », qui n'ont jamais été tellement lus, et qui ont été moins encore compris.

Imprégnation « sinistre »

Il y a donc eu pendant quarante ans ce qu'on peut nommer l'*imprégnation « sinistre » de la société française.* Tout se passe comme si la société française avait été l'objet d'un investissement général et continu. L'air de l'époque était fortement chargé de gaz « sinistres » que nous ne pouvions pas ne pas respirer. On a pu observer pendant toute cette époque ce qu'on pourrait appeler en termes universitaires, une *tendance générale à l'unification thématique*, de la chanson « engagée » à la thèse de Sorbonne, des sermonnaires qui se trompaient de messie aux enseignants qui confondaient la matière qu'ils étaient chargés d'enseigner avec l'idéologie dont ils étaient gonflés. Il règne donc, dans notre société française de ces quarante années, comme une acoustique qui *gauchissait* les sons et une optique qui *gauchissait* les images. Ainsi se constituait insensiblement une sorte d'*univers unilatéral* de plus en plus fermé et rétréci, où beaucoup de notions autrefois comprises en France, et toujours comprises ailleurs, devenaient de plus en plus incompréhensibles, parce que dans notre langue ainsi appauvrie ils ne correspondaient plus à des mots usités : citoyenneté, nationalité, civilisation, mœurs, etc. Et beaucoup de notions qui ne pouvaient pas encore être censurées, étaient décriées de manière obsédante, simultanément par l'enseignement, les médias, etc. Des mots étaient diabolisés et progressivement insérés dans un rituel d'exécration.

Appropriation de la République

Le mot « république » n'a échappé à ce destin funeste que grâce à une usurpation de sens. Historiquement au XIXe siècle, les républicains se distinguent des socialistes pendant la révolution de 1848. Les républicains du général Cavaignac emploient la force lors des journées de juin 48 contre une insurrection soutenue par les socialistes. Les républicains qui fondent sous la IIIe République le parti républicain, se désolidarisent totalement de la Commune de Paris, dont ils n'amnistient les survivants que très tard. Les socialistes, même lorsqu'ils sont élus au suffrage universel, ont, dans les années 1880 et 1890, des mots très durs pour la « république bourgeoise ». C'est une aile modérée et « bourgeoisante » du socialisme qui collabore avec les républicains, lorsque Jaurès devient le « ministre de la parole » du Cabinet Waldeck-Rousseau, et entraîne avec lui les camarades. Jusque-là, les socialistes n'ont fait qu'entrer dans la république, non sans quelque réticence. Ils sont encore loin de s'en prétendre copropriétaires. Leur attitude est incertaine à la veille de la guerre de 14 : la majorité du parti rallie, non sans pleurs et grincements de dents, le drapeau de la république, mais après la Première Guerre mondiale, les ambiguïtés recommencent. Ce sont alors les communistes qui contestent, et eux seuls, la république. Les socialistes ne font pas partie ès qualité (je ne dis pas par transfuges interposés) de la majorité du Cartel des gauches de 1924, qu'ils soutiennent sans y participer. *C'est en 1936 seulement* que les socialistes acceptent ès qualité, avec Léon Blum, des responsabilités gouvernementales dans la République française, tandis que c'est au tour des communistes, en 1936, de s'introduire officiellement parmi les républicains avec leur « soutien sans participation », plus justement nommé « soutien à éclipses ». C'est à partir de 1936 que les communistes qui ont déjà parmi eux de remarquables spécialistes de la guerre qu'on appellera plus tard psychologique, s'affirment *membres à part entière de la famille républicaine. Et là, nous sommes carrément dans l'imposture.* Pour Lénine cette « république bourgeoise » n'était que le masque hypocrite du brigandage capitaliste et impérialiste, et si Staline soudainement la ménage, c'est qu'il a deux fers au feu, le second étant Hitler. Lors de la guerre civile espagnole (1936), toute l'extrême gauche clame, sur le mode obsessionnel, qu'il faut que la France (outre-Pyrénées) vole au secours de la *« légalité républicaine »*, à qui jusque-là les marxistes et léninistes des diverses obédiences ne passaient pas pour vouer un culte. Ces nouveaux républicains, comme on dit « nouveaux riches », eussent beaucoup étonné Gambetta, Jules Ferry et même Waldeck-Rousseau. Tels tartuffe, ces derniers venus clamaient sur tous les tons :

« La maison est à moi, c'est à vous d'en sortir ». Bientôt, le Bureau politique du Parti nommera sans vergogne les jeunesses communistes *« Jeunesses républicaines de France »*. Les staliniens exploitent supérieurement les circonstances (Front populaire et Résistance), l'imposture n'en est pas moins flagrante ; et entre 41 et 44, les buts de guerre des communistes vraiment conscients ne s'identifiaient pas aux buts de guerre des membres de la Résistance non communiste, qui eussent eu — j'en étais — exactement le même comportement s'il s'était agi d'un socialisme allemand différent de celui de Hitler. Ce qui les dressait contre Hitler n'était certainement pas que le Chancelier révolutionnaire allemand ait trahi son allié Staline.

Un phénomène comme le Pouvoir intellectuel de la gauche n'est pas une fabrication artificielle. Il s'agit de l'exploitation de circonstances historiques favorables par une volonté politique servie par de très forts moyens. C'est un phénomène sociologique, résultante de facteurs parfaitement analysables, phénomène infléchi dans un certain sens par les forces historiques les mieux placées et les plus aptes à réaliser une telle inflexion, et ici, ce sont d'abord les communistes.

Ce pouvoir intellectuel de la gauche naît donc après la Seconde Guerre mondiale sur le terrain de l'« antifascisme » triomphant. La propagande alliée habilement déviée en France par les communistes suggérait que « les démocraties » avaient vaincu « le fascisme ». L'Union soviétique, donc le communisme, faisaient partie des « démocraties » ! Éclipsés par les communistes, les socialistes à cette époque se contentaient de prendre place dans la grande famille républicaine. Ceux des socialistes

qui avaient rejoint Londres dans les années 43-44 faisaient plus figure de chevaux de retour du parlementarisme que de tenants d'une Internationale. Dans l'« antifascisme » des années 1930 en France, s'étaient jadis unis des ressortissants de la « Ligue des droits de l'homme », liés à la Franc-maçonnerie et au « socialisme démocratique », des républicains patriotes alarmés par l'expansion de l'Allemagne, à qui les erreurs du traité de Versailles avaient servi de tremplin ; Allemagne qui reprenait, avec le pouvoir révolutionnaire des nationaux-socialistes, l'essentiel des méthodes de conquête sans guerre que le communisme, auparavant, avait mises à l'ordre du siècle (mais pour les Allemands, c'était avec une efficacité très supérieure à celle des Russes, et une très forte accélération). Cet état d'esprit dit « antifasciste » s'était retrouvé dans ce qu'on appelle, entre guillemets, la « résistance intellectuelle ». Les Français les plus actifs alors s'adonnaient à diverses formes de guerre et non à l'idéologie. C'était le plus pressé. Au moment de la défaite allemande, c'est au sein d'un milieu très favorable aux Soviétiques, en raison de leur participation à l'issue de la guerre, que dans les zones de l'Université, de l'Information et de l'Édition, du Spectacle, où la résistance était surtout « morale », les communistes se trouvèrent la seule force organisée, sûre de son but et ayant une idée précise des moyens.

Du noyautage à la domination

Constitués en cercles concentriques, des vagues de sympathisants de plus en plus larges, confondaient aux yeux du public les démarches spécifiques du communisme et les aspirations des Français à relever la France et à la remettre à son rang. Dans la surenchère de nationalisme verbal de l'immédiat après-guerre, les communistes ne furent pas les derniers. Ils infléchirent dans leur sens la vague d'épuration qui atteignit l'enseignement, la presse, l'édition, etc., souvent même niant effrontément qu'ils étaient communistes. Organisés dans des milieux qui ne l'étaient pas, ils se concertaient dans toutes les administrations et entreprises suivant le *système de la fraction* (les communistes font entre eux une répétition générale de la séance qui va avoir lieu, et ils sont si sûrs d'eux qu'ils entraînent beaucoup d'hommes qui n'étaient pas des leurs et n'avaient pas d'information suffisante, ou désiraient avant tout n'être pas dans la minorité). La société parisienne de la fin des années 40 et au-delà, fut ainsi *travaillée*. Tout le monde était « antifasciste ». Certains ne pensaient faire avec les communistes qu'« un bout de chemin ». D'autres juraient que « les communistes avaient changé ». D'autres enfin avaient été « dédouanés » par les communistes, qui eussent pu leur chercher noise à propos de leur passé de 1940 à 1944. Ce fut *le temps de la grande insémination* communiste. Les socialistes à cette époque ne comptaient pas beaucoup et pouvaient être récupérés sous couleur d'antifascisme par les groupes « orientés » et souvent ultra-discrets qu'animaient les communistes. C'est ainsi que furent annihilées dans une vaste mesure ce qu'on pourrait appeler les défenses immunitaires de la société française. Un préjugé favorable avait été jeté sur les objectifs des communistes, préjugé dont ces derniers qui avaient su l'entretenir, tirèrent d'énormes bénéfices politiques. Entrés au cours des années 1930 dans la grande famille républicaine, les communistes pénétraient après la guerre *au cœur de l'Établissement* et avec les nominations faites surtout depuis 1981, ils y sont de plus en plus nombreux. Tous ces « infiltrés » usèrent des moyens mêmes de la société pour y faire prévaloir non le communisme tel qu'il existe en Union soviétique, mais un État d'esprit favorable à leur mainmise sur la société française et sur l'État, enjeu et cible privilégiés, centre distributeur de ressources, de pouvoir et de postes stratégiques. Les socialistes qui considéraient les communistes comme des *frères séparés*, en partie les aidèrent, en partie leur résistèrent, mal, et finalement leur facilitèrent les choses, sous couleur de « barrer la route » au monstre multiforme nommé tantôt « fascisme », tantôt « droite », tantôt « réaction », et qu'on pouvait invoquer à volonté comme Croquemitaine quand les enfants ne sont pas sages.

De la reproduction chez les « Cryptos »

Rarement terrain fut meilleur pour le succès de la tactique communiste de la *fraction* que le système de l'enseignement supérieur français de lettres, sciences humaines et sciences, où les professeurs sont en général *cooptés*, c'est-à-dire désignés par leurs pairs. Le ministre dont la signature est indispensable, en fait entérine le choix de l'Université. Les communistes constituant un noyau fort dans les grandes universités où ils avaient effrayé ou dédouané un certain nombre d'anciens, furent le facteur dominant dans ces cooptations. D'une part, par le système de la « faction », ils ont en général peu de peine à rallier l'ensemble des votants à leur candidat, qui n'est en général pas inscrit au Parti, mais qui penche de ce côté-là, ou dont on estime qu'il n'opposera pas de résistance. L'article premier est d'écarter les opposants éventuels, et si l'on ne peut faire mieux, de placer le *non-communiste estimé le moins dangereux*, de le pousser même, en se targuant de libéralisme. A partir d'un certain seuil quantitatif, le système « fait boule de neige ». Les « cooptés » présentent certaines caractéristiques souhaitées par les cooptants, ceux-là ayant un intérêt majeur à satisfaire ceux-ci. On peut dire que *le ver est dans le fruit*, et que *le sinistrisme universitaire s'engendre lui-même*. D'autant plus que dans le domaine desdites sciences humaines l'expérience ne peut jouer la fonction de contrôle qu'elle exerce par exemple dans l'enseignement de la médecine, où la réalité que constitue le malade met à l'arbitraire une frontière certaine. De même dans l'enseignement du Droit, où il s'agit de connaissances précises, et d'une compétence opérationnelle qui se réfère à une réalité existante, le fonctionnement des tribunaux et de tous les appareils de juridiction. Dans le domaine de certaines « sciences humaines » au contraire, *il n'y a pas de garde-fous de l'expérience*, et l'idéologie complétée par une impressionnante terminologie, donne au néophyte l'assurance du savant, sans les pénibles travaux qui seraient nécessaires pour le devenir vraiment. Il subsistait encore des barrières, consistant dans le sérieux de la « thèse d'État », qui constituait une condition nécessaire à cette cooptation. A partir de 1968, de telles barrières sautent. Ce sont les professeurs de l'enseignement supérieur, ainsi cooptés, qui recrutent par concours les professeurs de l'enseignement secondaire. Formés par de tels maîtres, et désireux de réussir, souvent de très bonne foi, il leur est injecté une certaine quantité de « sinistrisme » qu'à leur tour ils « seringuent » à leurs élèves, etc. Depuis 1942 je crois, la plupart des instituteurs sont bacheliers. On peut dire que le sinistrisme se transmet du sommet à la base. La contamination devient massive lorsqu'ainsi on descend de la cooptation à la contagion.

« Intellectuels », « Élite intellectuelle » : Ne pas confondre

Il faut maintenant dire quelques mots indispensables du rôle des intellectuels dans le Pouvoir intellectuel. D'abord *il ne faut pas confondre intellectuels et élite intellectuelle*. L'élite intellectuelle se compose de ceux qui s'imposent par des performances inimaginables sans de hautes qualités intellectuelles, pour ne parler que d'elles. Il s'agit de biologistes, de mathématiciens, de spécialistes de diverses sciences et de divers domaines de la connaissance et de l'invention et de « grands écrivains », mais il n'y en a que quelques-uns par siècle. Lorsque vous dites « intellectuels », vous ne pensez pas aux créateurs dans les domaines de l'informatique, de l'ingénierie biologique, aux découvreurs de structures de la réalité — et je prends réalité au sens le plus large qui englobe l'homme vous ne pensez pas aux poètes. Non. *L'intellectuel est une espèce sociologique située et datée*, et plus particulièrement une spécialité française (mais non une exclusivité !). Au XIX[e] siècle encore, les écrivains d'une part, les universitaires d'autre part, et les savants, qu'ils

fussent universitaires ou non, constituaient des espèces distinctes. De l'Ode à Michel de l'Hôpital jusqu'aux grands auteurs du XX[e] siècle, Proust, Claudel, Valéry, il s'agit d'*écrivains*. Les deux espèces sociologiques n'étaient pas en général confondues. Entre le fait que Bergson ait été un grand écrivain, et le fait qu'il ait été professeur au Collège de France, il n'existait pas de lien organique. C'était un cumul de qualités différentes. Au début du XX[e] siècle apparaît *le mot intellectuel* : quelques écrivains avaient signé un manifeste avec des professeurs et ce manifeste (qui ouvrit l'affaire Dreyfus) fut baptisé « Manifeste des Intellectuels ». Cette appellation ne comportait pas de définition rigoureuse. En somme, quiconque avait un métier non manuel et proférait des propos politiques pouvait se dire intellectuel. Le mot, né de l'Affaire Dreyfus connut une seconde vogue dans les années 1930 avec le *manifeste dit des intellectuels antifascistes*. Mais c'est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que la littérature est prise d'assaut par les universitaires. C'est cet instant qu'a fixé mon ami Julien Gracq dans son illustre pamphlet *« La Littérature à l'estomac »*. De plus en plus les agrégés écrivaient des romans, de plus en plus les romanciers avaient l'enseignement ou le journalisme comme second métier. Aux yeux du public, il n'y a plus ni écrivains ni universitaires. *On ne perçoit que des intellectuels*. De même que les agrariens selon Marx voyaient leur existence assurée par la *rente foncière*, ces intellectuels la voient en général assurée par la *rente étatique*. Ils se divisent en espèces jalousement stratifiées derrière un rideau de fumées égalitaires. Il y a un *haut* et un *bas* clergé. Une vue aérienne de notre société, au cours des années 60 et 70, montrerait dans leur mouvement incessant, sillonnant tous les canaux de l'enseignement et de l'information, des grandes artères aux imperceptibles capillaires, *divers agents de la circulation du conformisme sinistre*. Grâce à l'opium de l'idéologie les inégalités réelles ont été jusqu'ici assez bien supportées.

Concluons là-dessus : on nous rebat les oreilles de l'an 2000. Il serait temps que nous nous apercevions que le « phénomène » des intellectuels est derrière nous. C'était la confusion historique d'un temps ; et l'on confondra sans doute de moins en moins une élite réelle avec ceux qui la singent.

L'ablation de la mémoire

Un tel conformisme n'a pu se réaliser qu'en instituant par contagion des modèles de discours, en mettant en circulation des *idées reçues* et des lieux communs, qui supplantent en grande partie ce qui existait avant eux dans le même genre, ce qui suppose en même temps sur les contemporains, une puissante action d'oubli, *la mise en œuvre de techniques d'oubli*. Elles seules à l'occasion permettent d'inculquer aux enfants quant au passé, de faux souvenirs. *Cette période des voleurs de passé fait partie de notre histoire, une histoire qui n'est pas finie et où nous avons à intervenir*. Par l'action de l'instruction publique *pénétrée*, nous avons vu les grands auteurs français, pour ne pas parler des latins et des grecs, expédiés sans tambour ni trompette dans les chambres froides de l'oubli. Et l'histoire de France dans sa continuité, et à plus forte raison l'histoire de la pensée et des arts, prenaient la même direction. Il suffit d'une génération à qui on a volé son passé pour que la chaîne vivante soit ou rompue ou devenue très fragile, et déjà plusieurs générations ont passé. Et les grands auteurs d'être remplacés par des Boris Vian, Bossuet et Chateaubriand par les rédacteurs du journal « Le Monde ». Quant aux livres qui, de relais en relais, ont véhiculé une culture, il suffit qu'ils soient introuvables pour que les générations montantes en soient écartées. Ici, on fait donner l'artillerie lourde du silence. Je parle des médias. Je dirai que les médias agissent davantage sur notre histoire par le silence que par le vacarme. Aujourd'hui, l'esprit, dans son effort critique, déjà trahi par l'enseignement, est étouffé sous des avalanches de séquences verbales. Certes les médias ne peuvent tout dire, mais *ce qu'ils disent enterre ce qu'ils ne disent pas*. Ainsi est fabriquée vingt-quatre heures sur vingt-quatre la gelée d'opinion dans laquelle nous baignons, et l'on peut dire que *la*

classe médiatique a été, tout compte fait, et de manière extrêmement efficace, *le pouvoir exécutif du conformisme de gauche*. Ce surmultiplicateur du langage l'est aussi du silence, d'autant plus que les enfants, les adolescents et tous les esprits sans défense, lui sont en quelque sorte livrés pieds et poings liés par la carence des enseignements...

Mais on ne détruit que ce qu'on remplace. Tandis que les mythes historiques qui nous ont formés sont enterrés, est diffusée une véritable *pseudo-histoire*. A base d'ailleurs d'obscurantisme. Des périodes entières disparaissent. En histoire les travaux de la *« haute intelligentsia »* (comme dit M. Régis Debray) interprétés par la *« basse intelligentsia »*, ont fait progressivement litière de la chronologie. A part une version fausse de la Révolution française, les notions erronées qui tendent à faire croire aux Français : que les communistes ont été l'âme de la résistance nationale entre 1940 et 1944 ; que les grandes puissances européennes qui ont été colonisatrices, ont été par là même des criminels collectifs planétaires, responsables de tout ce qui va mal dans le reste du monde ; que la Seconde Guerre mondiale se réduit à un duel des nazis et des antinazis (du Bien et du Mal), antinazis bientôt diminués des Américains, lesquels par décret communiste — en attendant l'Ayatollah Khomeini — rejoignent la légion des démons à titre de « Grand Satan » ; que la lutte des classes et l'exploitation capitaliste expliquent intégralement l'histoire ; que l'exempire des tsars a produit à partir de 1917 des légions de rédempteurs à qui le futur est promis et à qui nous devons en fait obéir, etc. A part ces bêtises non exemptes de nocivité, et pour comble déjà démodées partout ailleurs que dans nos manuels d'enseignement, qui les reproduisent impavidement depuis 1945 l'histoire qu'étudient les enfants dans la France d'aujourd'hui, est une *collection de trous* ; quant au français les morceaux choisis sont mal choisis, et tout ce qui s'appelait autrefois philosophie peut de moins en moins être enseigné, puisqu'il est inutile d'*émettre* quand la jeunesse en direction de qui vous émettez n'a pas été *équipée* des *récepteurs* nécessaires pour recevoir ce qui est émis. En un mot la philosophie présuppose l'alphabétisation. Et le pire est qu'on fasse encore semblant, et qu'à part Marx, les noms de Platon, de Descartes, d'Aristote, etc., sont encore prononcés. Mais ces noms renvoient à une planète disparue. L'essentiel de la culture qui a encore formé les Français des 70 premières années du siècle, on s'est donné beaucoup de mal pour l'*évacuer* ; le travail semble en très bonne voie, tout au moins dans l'école publique. Par ces moyens, *que rend irrésistibles la suppression de toute discipline dans les établissements publics*, apport historique propre de la V^e^ République, et, semble-t-il, innovation sans précédent, nos malheureux « enseignants » s'apparentent par plus d'un trait aux premiers chrétiens, ceux qu'on livrait aux bêtes. Tandis que les grands permanents des syndicats de gauche sont de hauts personnages de l'État.

Par ces moyens, les générations françaises qui montent sont devenues *des générations sans défense intellectuelle*. A partir de la réforme Haby (un nom que l'histoire retiendra) il semble que ce conformisme malfaisant puisse prétendre à la crétinisation de la France. Chaque génération est induite à tenir pour histoire, et même pour « histoire-géo », un tissu très lacunaire de contrevérités et de notions, pour plus de précautions, stérilisées par la manière même dont elles sont enseignées. On commence d'ailleurs à écrire de fort bons livres d'histoire de cette histoire. Tôt ou tard les manuels obscurantistes de cette triste époque feront l'objet de la part de chercheurs et de savants de travaux minutieux.

Ce conformisme sinistre a donc abouti à une véritable *kakodoxie*, et il s'agit là de méfaits en quelque sorte radioactifs. Par un effet que les psychologues appellent *réduction de la dissonance cognitive*, toutes les connaissances et toutes les idées incompatibles avec cette réforme ou plutôt cette réduction de l'Entendement, ont été écartées soit par les *techniques d'oubli actif* dont j'ai déjà parlé, soit par des *substitutions du faux au vrai*. Il faudrait que quelqu'un prît sur lui, avant qu'il ne soit trop tard, d'écrire minutieusement *l'histoire de l'histoire menteuse*, telle qu'elle a été imaginée par le conformisme sinistre régnant en France entre 1946 et 1985. Pour parodier un mot célèbre, ce genre d'historiographie fixerait à jamais pour la postérité « un moment de la bêtise humaine ».

Le langage piège

Ce qui précède fait mieux comprendre que ce qui donne le plein de son efficacité à un tel conformisme, c'est l'action psychologique exercée sur le langage et par le langage. Ce *révisionnisme linguistique* réussit non pas seulement en supprimant des termes, en changeant, voire en renversant des significations, mais encore en insufflant aux mots une tonalité nouvelle, soit appréciative, soit dépréciative, qui agit sur les dispositions des interlocuteurs. Il y a des épithètes qu'on ne se soucie pas d'encourir, et l'on fait ce qu'il faut pour ne pas prendre un tel risque. Par exemple, un homme public évite que l'épithète « conservateur » s'attache à son nom. Politique d'autruche et morale de lièvre sont lisibles à travers maintes supercheries et contorsions verbales. Le succès même du conformisme est que les candidats s'imaginent qu'il faut y sacrifier pour être élu. Dans les meilleurs des cas, l'« image de marque » est un hommage de l'intelligence à la bêtise.

Un des effets les plus efficaces obtenus par des moyens uniquement verbaux, est de *remplacer une preuve ou un argument par une étiquette.* La réussite de ce genre de pratique a été telle qu'elle prend place dans le tout aller quotidien du *terrorisme intellectuel.* On ne répond pas à ce que vous dites, on répond en vous « collant une étiquette ». Le *contenu* de ce que vous dites est *disqualifié d'avance par l'étiquette.* C'est, toutes choses égales, l'équivalent de ce qu'était jadis l'anathème. Anathème moderne qui, comme l'ancien, est exécutoire. Pour les conformistes stricts, si vous portez l'étiquette qui disqualifie de manière sommaire et définitive, vous n'êtes même plus placé dans le domaine où il est pensable de vous répondre. Vous êtes comme ces sauvages déclarés morts par le sorcier, et que le reste de la tribu peut coudoyer sans les percevoir. Pratique de jeteur de sort ! Nous avons par rapport à nos devanciers médiévaux, changé de magie. Étant hors conformisme, vous êtes dans un ghetto à la fois infranchissable et invisible. C'est un mécanisme comparable à celui de la possession démoniaque. Si vous êtes désigné comme possédé du démon, vous l'êtes. D'où les conséquences selon la situation de chaque présumé possédé. Les livres d'un « homme de droite » peuvent être refusés parce que l'étiquette fait de lui pour l'éditeur, non une source de profit, mais une source d'ennuis : le surmultiplicateur du langage lui sera refusé, etc. Telle est la fonction marginalisatrice des médias.

Un langage ainsi *travaillé* comporte beaucoup de perversions de sens. Exemple : les communistes, à la suite des socialistes, s'appellent eux-mêmes *républicains* et *démocrates*, ce qui, par usurpation historique, veut dire « de gauche », puisque le programme commun de la gauche était en 1972 composé de compte à demi avec les communistes. Les communistes devinrent *républicains* et *démocrates* avec la caution des socialistes, qui n'avaient eux-mêmes conquis cette épithète que quelques décennies auparavant (1945). Après 1975, on constate que, poussant les camarades à la faveur du décri de l'Union soviétique et du marxisme, ces derniers (les socialistes) se sont mis au centre de ce *pouvoir des épithètes.* Il ne faut pas s'étonner qu'étant républicains derniers-nés de la famille, donc incarnant la légalité par la vertu des mots, les communistes et la plupart des socialistes retournent contre ceux qu'ils situent à leur « droite », les épithètes de *subversifs* et de *factieux*, d'*antidémocrates* et d'*antirépublicains* qui, à l'origine pouvaient leur être appliquées à juste titre, Marx et les Pères de leur Église ayant condamné comme entachés de bourgeoisie et de capitalisme la République même que les communistes prétendent « défendre » depuis 1936. Les fils de la Révolution sont aujourd'hui bardés de légalité.

Ainsi la boucle est bouclée et le retournement parfait. On a échangé les places comme deux équipes de football après la mi-temps. Si vous vous efforcez de combattre la *famille « sinistre »*, vous êtes accusés aussitôt de vous conduire en « factieux » et en « subversifs » ! Au premier prétexte, et comme l'on peut en créer ! C'est toute la majesté des lois que les auteurs et les bénéficiaires de cette *inversion politique* tenteront de déclencher contre vous.

Potestas nominum

Les disciples de nos philosophes du XVIII[e] siècle ont cru que « les lumières » avaient fait justice du « pouvoir d'examen » exercé antérieurement par la papauté et l'Église. Cette idée erronée étant officiellement reçue, bien que démentie dans le fait, il est singulier de voir les socialistes et surtout les communistes après Lénine, et avec Gramsci, comprendre ce pouvoir mieux que les représentants qualifiés des civilisations qui l'avaient produit. L'action opiniâtre du communisme pour s'infiltrer dans les moyens d'expression (média, édition) qui en principe ne sont pas régis par une orthodoxie, afin d'y usurper progressivement, en profitant des circonstances, le *pouvoir des noms*, a connu un succès décisif quand elle a réussi à *orienter puissamment le conformisme régnant*. C'est dans l'information, l'édition, l'impression, que *la plus décisive des batailles invisibles se gagne ou se perd*. Ce « Pouvoir des noms » a réussi au point que les communistes et les socialistes s'identifient aujourd'hui à la république, et qu'au contraire ceux qui étaient jadis en possession du titre, les « républicains sans épithète », assistent sans comprendre à leur propre expropriation, et s'en font, rien qu'en parlant et en écrivant, les complices et les artisans ! Cette *Potestas nominum* ne peut s'imposer que par le maniement des meilleurs canaux de communication auquel on a pu et on peut parvenir *par la simple raison qu'il n'y a pas à cela d'opposition organisée*, et qu'une organisation a toujours de bonnes chances de vaincre une passivité générale et des résistances individuelles et sporadiques.

Les Soviétiques ont compensé leurs nombreuxes infériorités par rapport aux Occidentaux, notamment la supériorité quant à l'économique tout entier, quant à la technologie et quant à la productivité du travail, par une compréhension remarquable d'un type de pouvoir venu de notre passé, et servi chez eux par un usage supérieur et par une aptitude remarquable et d'ailleurs apprise, dans *les techniques d'effraction intellectuelles*. On peut leur attribuer une habileté sans précédent dans l'art de pousser, de *« chauffer »* un conformisme jusqu'à en tirer un rendement politique maximum.

Il y a eu une véritable *course à la nomination* que la famille sinistre a gagnée d'autant plus facilement que, chose incroyable, les concurrents dits « de droite » ou « du centre », les autres coureurs, ne savaient pas qu'il y avait course, et marchaient en général à leur train habituel. C'est ainsi que communistes et socialistes, les seconds comme héritiers provisoires des premiers, se donnent pour les propriétaires de la république.

Appelons pour simplifier ce type de processus, *le processus Gramsci*. L'idée en procède d'une réflexion sur la Révolution d'Octobre. Il avait fallu aux bolcheviks prendre le pouvoir pour changer le langage. Mais si par un processus inverse on prend le langage pour changer le pouvoir, le bien et le mal en politique seront en conformité avec ce langage, et le pouvoir peut se trouver non au début mais au terme du processus. Comme disent pesamment les Soviétiques, il s'agissait d'abord de délimiter *un espace informationnel* pour leur propagande, et un *espace désinformationnel* pour notre culture. Beaucoup de résultats furent obtenus.

Ce qui vicie l'usage du langage dans toutes sortes de domaines, et la politique ne fait pas exception, c'est la tendance du psychisme humain à imaginer des êtres derrière les substantifs, à croire à ces êtres comme à des forces réelles, créant ainsi ces forces tout en s'abusant complètement. C'est ce que les spécialistes appellent la *réification par le langage* ; cela permet de confondre une convention verbale avec ce qui existe réellement. Les *« idoles »*, comme disait Bacon, chassées des sciences exactes et des sciences expérimentales, trouvent encore refuge dans les « sciences humaines », et s'épanouissent dans la politique, où pullulent, par la grâce des mots *indéterminés* qui sont si commodes, les *énoncés vides de sens*, les *pseudo-problèmes* et les plus grandioses mystifications de masse. Les religions séculières, même sous la forme extrêmement abâtardie qu'est le socialisme à la française, donnent lieu à des malentendus qui seraient purement comiques si la France nous était indifférente. Des effets de *paronymie* ravagent notre activité politique. La paro-

nymie consiste en ceci que *le récepteur reçoit un autre message que celui qu'émet l'émetteur.* Le récepteur croit ce qu'il a envie de croire, ce qui contamine l'émission. Plus les prédications sont démagogiques et plus un tel « effet » est ravageur. Dans ces quiproquos menteurs ont prend pour des *réalités objectives* ce qui ne peut se réduire qu'à des *actes mentaux.* Le socialisme vient derrière une très longue chaîne de phénomènes de ce type signalés depuis la protohistoire. Il y a de violents attachements affectifs à des êtres imaginaires, ce qui permet toujours de récuser les faits : **Les échecs dans la réalisation du socialisme laissent intact le socialisme, qu'on ne peut atteindre parce que l'irréel est par définition hors de nos prises.**

Après tant d'abstractions, quelques exemples sont indispensables. En voici un. Ici l'étiquette n'est pas posée sur une personne mais sur un événement. On nous a souvent parlé à la télévision de la *junte militaire polonaise,* qui aurait à sa tête le général Jaruselski. En fait, le phénomène « général Jaruselski » est une invention tactique du Kremlin pour se dispenser de faire intervenir les forces soviétiques et satellites sur le territoire polonais. Après Budapest et Prague, et avec l'Afghanistan, cela risquait d'être dangereux pour le pouvoir kremlinesque. Cette invention tactique qui jusqu'à présent a dans son ordre relativement réussi, n'a absolument rien à voir avec le fait de sociologie historique que serait l'effective prise de pouvoir en Pologne par une « junte militaire ». Cette Junte est bien entendu tout à fait imaginaire. Mais voilà : « junte militaire » fait penser aux généraux de l'Amérique ibérique. Ainsi, *on trouvait le moyen, en parlant de « Solidarnosc », où l'agresseur est en réalité soviétique, de détourner, par un emploi impropre et tendancieux du mot « junte », l'hostilité vers une « junte militaire » qui est une pure invention de désinformateurs.* Jaruselski en somme, n'étant qu'un Pinochet oriental, l'association junte militaire — Amérique du Sud, fichée dans nos mémoires par la répétition, jouait, et par ce moyen les sentiments agressifs ainsi manipulés à partir du signe, étaient orientés contre les généraux de l'Amérique ibérique et contre les États-Unis qui les soutiennent. Cherchez et vous trouverez des dizaines et des dizaines d'escroqueries mentales du même type. Autre exemple : *démocratisation* de l'enseignement signifie, si l'on s'avise de passer des mots aux faits qu'ils masquent, *politisation sinistre* de l'enseignement. D'excellents livres sont publiés là-dessus aujourd'hui. A ce sujet, ce que recouvre le mot *pédagogie* est mis parfaitement en lumière dans un livre récent (1), et je ne m'y étendrai pas. Dans le cadre de cette « pédagogie », *esprit critique* signifie dénigrement systématique des institutions existantes au nom d'un *irréel* évidemment inattaquable du fait de son irréalité (2). Ainsi toute réforme était attribuée jadis par les paléocommunistes à la *« pression »* et à *« l'exigence des masses ».* Autre exemple encore : toutes les pratiques de sectes politico-criminelles qui ne montrent que la partie émergée de l'iceberg, reçoivent *un nom rassurant* ; la rupture de l'alliance atlantique sans quoi l'expansion communiste en Europe occidentale se ferait tout au moins dans un premier temps, cette rupture est souhaitée sous le nom d'*indépendance nationale,* alors qu'il ne s'agirait que de l'unification de la dépendance nationale.

Langue de bois et tête de bois

Dernier exemple : dans les conversations paronymiques entre Soviétiques et Occidentaux, du type « Accords d'Helsinki », tout repose sur *l'usage de mots indéterminés que chacun des deux interlocuteurs peut prendre dans un sens différent.* Les Soviétiques l'expriment innocemment par exemple en statuant que par la *« coexistence pacifique se développera et se renforcera la lutte idéologique contre les pays capitalistes ».* En réalité il faudrait munir nos diplomates d'un dictionnaire : il s'agit d'un langage codé. Dictionnaire qui leur fait depuis longtemps cruellement défaut, et qu'il faudrait remettre périodiquement à jour.

Une indication encore sur l'usage des mots : le rôle d'un type de discours et plus généralement le rôle du langage, est aussi capital en ce qu'il est un instrument

d'exclusion active. *L'emploi ou l'évitement de certains mots permet de distinguer les « bons » et les « mauvais »*, donc de servir les uns et de desservir les autres à partir de ces simples signaux.

Enfin, ultime remarque quant au langage. La détérioration du français, aussi inquiétante que celle du latin pendant le Bas-Empire, et beaucoup plus rapide, va dans le même sens que *l'oubli actif, l'histoire substituée* et le *changement de sens des mots*, dont nous avons pris au hasard des exemples. L'invasion des écoles et des quartiers des villes à la fin de ce siècle par diverses sortes d'allogènes, accélère par contagion cette *défrancisation*, et va dans le même sens que la *déculturation* s'avançant sous le masque de la prétendue pédagogie (3). Les mots qui s'apprennent le plus facilement dans une langue, ce sont les mots orduriers. Par un effet d'*anaclise*, c'est-à-dire d'attirance vers le bas, en matière de langue la mauvaise monnaie chasse la bonne, et l'action de l'école est plus horizontale que verticale au degré primaire. Coincé entre la « pédagogie » et l'allogénie, l'enfant français, quant au langage, se défrancise, et, quant aux manières, se barbarise.

La conquête invisible

Le mot guerre a signifié jusqu'à la Première Guerre mondiale et pour ceux qui ne comprenaient pas très vite, jusqu'à la Seconde, une sorte de *spécialisation des moyens de destruction obéissant encore, bien que de moins en moins, à des règles du jeu.* Maintenant il ne faut prendre en considération que les notions d'*expansion* et de *conquête*, se présentant quand elles ont à se présenter, sous la forme de ce qu'on est convenu de nommer *idéologie.* En réalité, la logique qui préside à ces processus est la *logique de l'action sans limites.* Ce n'est pas mon sujet, mais je suis contraint d'y toucher. En fait, de la guerre supra-planétaire aux manipulations de la sémantique, du terrorisme aux grandes invasions modernes largement commencées, de l'école falsifiée aux médias criminogènes, de l'extension de la drogue aux méfaits du syndicalisme, entre des moyens de destruction variés qui tendent à recouvrir le champ actuel des possibles, on peut considérer qu'il y a *une chaîne continue*, dont les différents anneaux sont les différents moyens de faire prévaloir une volonté politique, et d'atteindre les objectifs successifs que se donne cette volonté. Ainsi on peut tenir pour des maillons de cette chaîne, en dehors des plus connus dont traitent les rubriques militaires des journaux, le ou les terrorismes, le ou les pacifismes, l'action sur l'économie, les techniques de déstabilisation par les diverses formes de désinformation, l'action des *agents d'influence*, le fait d'infuser ou de transfuser des « convictions » en aidant à constituer un conformisme ou à l'infléchir, le fait d'user des grandes orgues de la publicité pour célébrer les crimes les plus sales, poser et proposer pour modèle la crapule, dresser en excitant les ressentiments, les unes contre les autres, les différentes catégories constituant la population. Même le féminisme, ou l'action en faveur des homosexuels, peut avoir une fonction dans un tel dispositif déstabilisateur (et il ne s'agit pas ici de déterminer des responsabilités, mais de constater des faits). Il y a une foule de moyens de conquête dans lesquels la guerre dite classique ne joue aucun rôle, et contrairement aux adages anciens, *on peut en finir sans faire occuper le terrain par des gens en uniforme.* On peut même en partie mener des actions d'expansion et de conquête par le moyen de *gens qui ignorent complètement ce qu'ils font.* Une nation ou une ex-nation peut *finir*, et cela nous menace, *par ne plus être dans son propre camp.* Ceci pour faire voir que *le conformisme qui correspond chronologiquement au Pouvoir intellectuel de la gauche*, constitue un phénomène de première grandeur, et qu'on n'a pas coutume d'examiner dans son ensemble. Les possibilités politiques actuelles de *maîtriser* un tel phénomène contribuent peut-être à faire des prochaines échéances politiques des points d'arrivée ou des points de départ dont dépend l'avenir de nos enfants. Tous les maux ci-dessus énumérés peuvent passer pour divers, mais le remède ne l'est pas. Il s'appelle Volonté Politique.

Maintenant, ce sont les socialistes qui jusqu'à nouvel ordre ont, par la grâce élec-

torale, le rôle de chefs de la famille « sinistre ». Le socialisme est une idéologie. Si on va au fond des choses, et c'est l'essence de l'idéologie, le leader communiste ou socialiste ne justifie en dernière analyse ses actes, du moins par rapport au *croyant*, que par référence à une, disons, *doctrine, soustraite à l'expérience, et devant laquelle c'est l'expérience qui comparaît*. Par rapport à notre développement intellectuel, ce système de pensée s'apparente à ce qu'au début de ce siècle feu M. Lévy-Bruhl nommait mentalité primitive, et qu'il attribuait abusivement aux seuls sauvages. Pour les socialistes, c'est la réalité qui est tenue de se justifier devant ce qu'on peut qualifier au mieux d'hypothèse invérifiable. Et si les socialistes sont traîtres à leur « doctrine », et qu'ils restent « représentants du peuple », c'est de l'abus de confiance. Condamnés par leur propre idéologie, ils ne veulent pas entendre parler de l'exécution de la sentence... Peu leur chaut de dévaloriser un régime qui permet de telles supercheries.

La politique « autruchienne »

Une question ne peut manquer de se poser à des auditeurs non prévenus. (Pour abréger, mettons entre parenthèses une minute la IVe République.) « Mais la France n'a-t-elle pas été gouvernée, au moins de 1958 à 1981 par des gouvernements que nos « sinistres » nommaient « de droite », et qu'au moins dans leurs discours, ils vilipendaient à ce titre ? Ces gouvernements successifs, outre les moyens et l'influence inhérente au pouvoir, détenaient le monopole de la radio et de la télévision. Comment alors un tel conformisme a-t-il pu sévir sans entraves ? » Ou bien tout ce que je viens de dire est faux, ou bien il y a là une donnée historique et en même temps sans doute prospective, de très grande conséquence. Si reviennent au pouvoir ceux qui ont été à ce point inertes devant un tel conformisme (quand ils n'en étaient pas complices) est-ce que les mêmes causes ne produiront pas les mêmes effets ? Comment une succession de gouvernants ont-ils pu être pratiquement complaisants, ou complices d'idéologies (ne parlons pas des personnes) qui les condamnaient à terme et qu'ils aidaient au comptant ? Et comment (nous n'avons pas arrêté d'en avoir des exemples pendant toute cette période) ont-ils pu user, pour décrire la réalité, de la langue même, des mots mêmes, de ceux qui en principe les condamnaient à mort ? Comment dans l'Instruction publique et dans l'Information, ont-ils laissé se développer les effets de ce conformisme toxique ? Comment ont-ils pratiquement admis une sorte de *dyarchie*, non pas territoriale, mais fonctionnelle, qui pratiquement a livré l'Instruction publique, pour ne parler que d'elle, à un sinistrisme vraiment destructeur, dont les résultats commencent à ressembler à l'éclipse de la culture latine aux plus sombres jours du Bas-Empire ?

Pour tenter d'éclairer des traits aussi décevants, on a souvent incriminé, avec raison, deux erreurs fatales. La première se résume à la proposition suivante : *La pensée est au fond sans conséquence* (ce que dément tout examen attentif de l'histoire). Et de la première découle la deuxième : *« Laissons-leur ces jouets, et occupons-nous des affaires sérieuses. Administrons. Gérons. Évitons les histoires. »* Mais ils ont confondu les histoires avec l'Histoire. Avoir à la fois le monopole de la collation des grades universitaires, et le monopole de la Radio et de la Télévision, et garder ainsi la tête dans le sable, c'était une politique *« autruchienne »*. (Pardonnez-moi cet exécrable calembour.)

Mais le réquisitoire reste très en deçà de ce qu'il devrait être : loin de combattre avec les défenseurs des valeurs et des agrégats qui *font tenir* la société dont ils avaient la charge, par myopie historique, ils ont appliqué les *ukases* des destructeurs de ces valeurs : voyez l'école, regardez la télévision. L'idée que l'instruction publique n'était pas une affaire sérieuse, et qu'on pouvait laisser agir en toute sécurité des personnes et des groupes qui ont apparemment tenté de tordre le cou à la Culture comme Verlaine voulait tordre le cou à l'éloquence, était contraire à toute notre histoire et à la philosophie immanente à cette histoire. Certes, on n'est tenu de prendre au sérieux ni Platon, ni Montaigne, ni les grands humanistes, ni les

grands jésuites, ni Renan, ni Berthelot (pour nous arrêter au XIXe siècle). Mais que des pouvoirs deviennent trop étrangers à la culture dont ils ne sont après tout qu'une expression, et la société s'achemine vers des séismes historiques ! Sylla avait épargné Athènes en disant aux Archontes : « Vos ancêtres vous sauvent. » Mais nos ancêtres ne nous sauveront pas.

Dans ces matières, « laisser faire » l'opinion, c'est laisser faire les faiseurs d'opinion les plus experts. Cela, des décideurs politiques ne devraient pas avoir le droit de l'ignorer, ou l'impudence de feindre de l'ignorer. Il serait stérile de ne pas jeter sur une telle anomalie un coup d'œil historique. Il y a une origine *traumatique* à ce Pouvoir intellectuel de la gauche, à cette indigence intellectuelle de la France. Les deux expressions sont pour moi synonymes. Le renouvellement inévitable du personnel politique français après la Seconde Guerre mondiale, compose la classe politique d'hommes quelquefois valeureux, souvent habiles, mais en général inexpérimentés, et peu au courant du passé. Un élan de générosité sympathique mais vague, fit la vogue de l'étiquette « socialiste ». On pensait surtout à la solidarité des Français qui avaient souffert et espéré ensemble, et parfois combattu. Cette génération politique qui n'avait pas fait ses classes, présentait, par la force des choses, un vide intellectuel que le conformisme sinistro-marxiste qui avait pour lui d'être là, se proposait à remplir. Les communistes flattèrent la génération de la Résistance qui arrivait aux affaires et voyait en toute sincérité dans les communistes *des patriotes un peu particuliers.* Les socialistes de ce temps s'accommodèrent d'une position centrale pour eux providentielle, où les vicissitudes de l'histoire plutôt que leur action propre les avait placés. En fait, *le vide de la pensée, la défaillance de la culture, ne sont pas des phénomènes sans conséquence.* Nos Républiques françaises furent des régimes de monopole : monopole de l'instruction publique, monopole de la radio et de la télévision. Quand on détient de tels monopoles, on ne peut être tout à fait innocents des conformismes qu'ils véhiculent à la vitesse de la parole.

La pensée sinistro-marxiste, tantôt concentrée, tantôt en émulsion, vint remplir un vide. (Je n'appelle pas pensée ce qui passe aujourd'hui pour philosophie et qui n'est, sauf exception, qu'activité de précieux ridicules, à quoi s'ajoutent assez malheureusement, balourdise et cuistrerie.)

Comme l'expansionnisme russo-communiste en cours ne pouvait, vu la situation géopolitique, que privilégier les méthodes lentes (4), le conformisme « sinistre » se fortifia progressivement, et en vint à constituer l'atmosphère même où grandirent les générations montantes. C'est peut-être actuellement le plus grand péril. Il naît et pousse en France des barbares par *ablation ou falsification de la mémoire de tout un peuple*, et *l'envahisseur vertical* (au sens d'Ortega Y Gasset) ce peut être nos propres enfants. Tout un dispositif est en place. Il fonctionne. Il a fallu du temps pour en arriver là. C'est sur un pareil terreau qu'ont poussé et fleuri tant de tentations malsaines et génératrices de déboires, comme l'idée jugée à diverses reprises électoralement et politiquement rentable, d'*exproprier la gauche de sa thématique*, et dans un passé récent, de *« vider le programme commun de son contenu »*. Nous avons eu le « libéralisme avancé », qui était aussi un socialisme à petite vitesse, et les diverses conduites d'antilopes fascinées par le serpent, qui rendent si fastidieuses les redites de la campagne électorale. Et si un tel conformisme n'avait depuis longtemps gagné la tête et le cœur de l'État, la question des allogènes pour ne parler que d'elle, apparaîtrait beaucoup plus claire.

Drogue en vente libre : trop tard

On n'a pas assez remarqué que le Pouvoir intellectuel de la gauche a été, au début du septennat précédent, frappé de coups dont il ne se relèvera pas dans les mentalités des Français, et ceci sans que l'État et la classe politique, résolument somnolents, aient jamais rien fait pour cela (et c'est une façon modérée de parler). C'est *dans la société civile* et c'est *par elle* que le coup a porté, lorsque l'*« effet Soljénitsyne »*, répercuté par la télévision française, *après* les autres télévisions, *vint*

rendre impossible tout aveuglement sur le régime soviétique, et inviter à remonter la longue chaîne qui conduisait jusqu'à Marx. Alors, mais alors seulement, ceux qui le voulurent bien ou le purent, découvrirent avec des décennies et des décennies de retard, que le marxisme ne tenait pas debout, qu'il était l'exemple le plus typique d'*idéologie*, et qu'il serait plus tard allégué comme *repoussoir-modèle dans l'enseignement consacré à l'épistémologie des sciences humaines.* Comme application intellectuelle de la fameuse méthode de l'ilote ivre.

La montée au pouvoir du « socialisme à la française » coïncide avec l'époque (1981) où il devient impossible de cumuler le statut de « grand intellectuel » avec ce genre d'appartenance idéologique. Et, la « Haute Intelligentsia » se réveilla dans la situation du drogué qui, à peine désintoxiqué, s'entend notifier que la drogue est désormais en vente libre. Réflexe de nantis, ou stoïcisme de sages ? Inhibition subite de cobayes pour psychologues, immobilisés net parce que deux pulsions de signe contraire s'annulent réciproquement ? Toujours est-il qu'un silence de plomb s'abattit sur la haute volière intellectuelle. L'Élysée dut se contenter de *ceux qui ne disent pas non* : des morts, des étrangers, de vagues doublures. L'intelligence de l'*Intelligentsia* fut tardive.

Thérapeutique de la lumière

Ce trop long exposé peut sembler « défaitiste ». Il n'en est rien. Il n'y a pas de thérapeutique sans clinique. Nous sommes dans un domaine où les entreprises les plus audacieuses ne réussissent que parce que tous ceux qui ont la force et les moyens d'y mettre le holà, *ne croient pas à la réalité de ce qui devrait leur crever les yeux.* Cependant la *thérapeutique de la lumière* est souveraine. *Il est de certaines matières où quand on sait, on ne peut plus se comporter comme si on ne savait pas.* Qu'est-ce, après tout, que ce conformisme si longuement décrit, sinon une oblitération de la perception historique. Pour que se soit édifiée cette forme moderne de l'obscurantisme, il fallait que les choses en valussent la peine. Des réponses préfabriquées étaient à la disposition de tous, une *histoire refaite*, un *jugement refait*, un *champ visuel expurgé.* Si les moyens d'expression, tous les moyens d'expression, si l'enseignement, si les *surmultiplicateurs du langage*, ne sont plus maniés par des *exécutants médiatiques qui sont le bras séculier du conformisme autodestructeur, alors, mais alors seulement*, il sera permis de nous retrouver. Ce ne sera pas facile. Ce peut être long. Et pour cela, Français, il faut que vous comptiez d'abord sur vous-mêmes. Après tout, il suffit que ce ne soit pas impossible.

Résistance moléculaire

Si ce n'est pas fait, si les « rigidités » qui s'y opposent ne sont pas écartées, on n'en finira pas avec cinquante ans de socialisme. Mais il fallait commencer par le commencement : éclairer *une des fondations même de notre socialisme, sur laquelle, si elle reste en place, il se réédifiera*, ou il y aura autre chose qui s'appellera d'un autre nom et qui ne vaudra pas mieux.

Les Grecs anciens appelaient *Kairos* le moment favorable qui survient parfois dans l'histoire, et qui est comme le signe qu'un dieu fait à une Cité. C'est le moment à saisir. Peut-être ne se retrouvera-t-il plus jamais. Si nous savons le saisir et si nous savons agir sur tous les champs parfaitement connus et éclairés où l'action, et même le début du succès, est possible, alors il est possible aussi de repousser cette forme contemporaine de « la Bêtise au front de taureau » dont je viens d'indiquer les traits signalétiques. Et qu'on ne s'y trompe pas. Nous n'avons pas besoin d'une idéologie parce que nous *sommes* une culture.

Certes, *la lutte pour remettre à l'endroit un conformisme inverti,* harcelante et quotidienne, semble un comble d'humilité quand la guerre des étoiles est à l'ordre du jour : *c'est pourtant là que se joue pour nous la partie décisive.* Et rien ne peut être durablement acquis, si, des palais nationaux aux « chez soi » de tous les Français, ce conformisme « sinistre » n'est incessamment balayé par la lumière des projecteurs. Nous devons nous y mettre tous.

Il n'est pas facile de faire basculer un tel conformisme, et il y a des coups à recevoir. Je dis seulement que c'est une nécessité française.

Il convient que chacun d'entre nous s'attaque à ce conformisme inverti partout où il le rencontre, c'est-à-dire partout : dans les phrases, les opinions, les conduites, les contraintes. Résistance quotidienne. Moléculaire. La seule efficace.

Mais c'est chose à faire, et non seulement à dire.

Jules Monnerot

(1) Isabelle Stal et Françoise Thom, *L'École des Barbares*, Paris, 1985.
(2) *Idem.*
(3) *Op. cit.*
(4) Personne ne peut sans une naïveté confinant à la connivence, pousser le conformisme (ou plutôt l'aveuglement) jusqu'à ignorer les actions de guerre souterraine programmées et ordonnées au sommet de la pyramide impériale « soviétique » et s'exerçant à l'intérieur de la France au moyen des actes et des conduites de divers exécutants placés à tous les niveaux de l'échelle sociale, degrés supérieurs compris, et dont nous négligerons ici les particularités psychologiques.

La France de la deuxième moitié du XX[e] siècle bat vraisemblablement le record historique de la non-résistance à la trahison. Une nation, prise comme telle, peut-elle être suicidaire ?

Voir le livre de Thierry Wolton, *Le K.G.B. en France*, Grasset, Paris, 1985.

On peut dire qu'il y a dans cet ouvrage — qui est fort loin d'être complet — un bouquet de faits éclairants. Les remarques sociologiques (par exemple celles que je suis en train de faire) sont comme une monnaie fiduciaire dont les faits historiques constituent l'encaisse-or. De ces faits, nous ne connaissons qu'un échantillonnage.

Didier MAUPAS

Les obstacles à la rupture

Le titre ne doit pas induire en erreur.

Le terme « rupture » appartient en effet au vocabulaire socialiste et constructiviste.

Notre attitude à l'égard du socialisme, ne saurait procéder de cette philosophie : il ne s'agit pas de contraindre la société à rompre avec le socialisme, comme d'autres voulaient extirper le capitalisme pour fonder la « société sans classe ».

Bien au contraire il s'agit aujourd'hui de répondre à l'aspiration majoritaire, chez nos concitoyens, vers plus de liberté et d'enracinement, en retrouvant la tradition française du libéralisme national.

Par un singulier retour des choses, le socialisme, qui poursuivait à l'origine des objectifs proprement révolutionnaires puisqu'il visait à faire le bonheur de la société malgré elle, s'est progressivement institutionalisé au cours de ces cinquante dernières années au point de devenir la forme contemporaine du « conservatisme » social.

Affronter aujourd'hui le dirigisme socialiste revient à affronter le « conservatisme » sous toutes ses formes : idéologique, politique, culturel, économique, social, syndical etc.

Par nature, le « conservateur » (entendu au sens français et non américain de ce terme) entend préserver le statu quo parce qu'il le juge préférable à l'avenir qui l'inquiète. Sous sa forme caricaturale, le conservateur est donc un pessimiste doublé d'un égoïste, car pour préserver ses chances il est prêt à sacrifier celle des autres.

Le socialisme est précisément devenu une idéologie conservatrice, et les socialistes, des conservateurs. Ils cherchent moins à révolutionner la société — ce qui, quel que soit l'utopisme de la démarche, nécessite au moins de l'audace - qu'à préserver les acquis des luttes passées et en définitive à conserver la place, ou pour être plus précis, les places qu'il ont pu conquérir dans la société.

Les socialistes d'aujourd'hui ne visent qu'à profiter de l'héritage de leurs pères. Ils ont une mentalité de rentiers que tout affole.

Le discours que tiennent aujourd'hui les socialistes à l'égard de l'opposition rappelle celui que tenaient les bourgeois du XIXe siècle à l'égard du suffrage universel : tout est pour eux risque de désordre, et l'opposition est coupable à leurs yeux de

conduire à l'aventure, ce qui pour d'anciens révolutionnaires ne manque pas de piquant.

Mais le socialisme reste un conservatisme d'une espèce particulièrement redoutable, car il vise à établir, par nature, pourrait-on dire, un ordre des choses irréversible.

Parce qu'il se nourrit de marxisme, en effet, le socialiste croit que la fatalité historique nous conduit, de crises en crises, vers toujours plus de socialisme, jusqu'à l'instauration du paradis de la société sans classe.

Dans cette perspective, rompre avec le socialisme, reviendrait à faire prendre à l'histoire humaine une autre direction, ce qui ne peut se concevoir.

En empêchant tout « retour en arrière de l'histoire », en préservant par exemple les acquis du social étatisme, le socialiste trouve ainsi une justification commode au maintien de sa situation personnelle : en préservant ses prérogatives et son statut social, il garantit que l'histoire se déroule effectivement dans le sens prévu par les prophètes.

Cela contribue à faire du socialisme, un conservatisme particulièrement difficile à déraciner.

La question se pose en définitive de savoir si l'indéniable reflux que connaît au plan intellectuel l'idéologie socialiste, reflux qui provoque au demeurant une véritable peur panique dans les rangs de *« l'establishment »* constructiviste, suffit pour inverser le processus d'extension du dirigisme constaté au cours de ces 50 dernières années.

Je crois qu'il faut faire preuve d'un optimisme modéré car le constructivisme socialiste a dressé sur la route du renouveau libéral et national deux séries d'obstacles :

— des obstacles, d'une part, tenant à la stratégie politique adoptée par les socialistes,

— des obstacles tenant à la nature de l'idéologie socialiste, d'autre part.

*
* *

La première série d'obstacles au renouveau provient de ce que précisément les socialistes ont toujours associé leur demande politique à une réflexion stratégique à long terme, notamment en termes de dynamique des forces sociales. De ce point de vue, on peut dire que l'analyse marxiste de la société leur a été précieuse.

Avant 1981, ils ont mené une stratégie indirecte de conquête du pouvoir culturel, tout d'abord, conformément à la doctrine du marxiste italien Gramsci ; une stratégie de conquête des pouvoirs périphériques ensuite, surtout des pouvoirs syndicaux et locaux, afin de faire pression sur le pouvoir politique légitime et tenter une collectivisation par la base, de la société française. Cette stratégie indirecte, se trouve indubitablement à l'origine de la victoire électorale de la gauche en 1981.

Mais une fois la victoire politique acquise, les socialistes ont orienté leur stratégie dans un sens différent : il ne s'agit plus de prendre le pouvoir : il s'agit de ne pas le lâcher.

On peut à cet égard distinguer deux grandes périodes dans la stratégie socialiste depuis 1981, convergentes dans leurs effets :

— La première, en quelque sorte positive, consiste à entreprendre des réformes de structure pour modifier la société conformément à l'idéologie ; elle correspond aux deux premières années environ du septennat de François Mitterrand.

*
* *

— La seconde, essentiellement négative, consiste à mettre en place divers verrous anti-alternance, destinés avant tout à gêner la mise en œuvre d'un futur projet libéral et national.

Elle est d'autant plus affirmée que le soutien populaire des socialistes s'affaiblit.

A) Dans la première période, les socialistes ont, conformément à leur programme électoral — ce qui leur permettait au demeurant de se réclamer d'un mandat du peuple — mis en œuvre des réformes de structures destinées, comme le disait M. Mermaz, à « enraciner la victoire électorale de la gauche », c'est-à-dire à accentuer l'emprise des socialistes sur l'État et celle de l'État sur la société. Ce programme de réformes comprenait notamment les nationalisations, le renforcement du pouvoir syndical, la décentralisation et l'accentuation des prélèvements fiscaux.

Il faudrait également citer les initiatives d'A. Savary pour constituer un « grand service public unifié et laïc de l'Éducation nationale » et celles de Robert Badinter en matière judiciaire.

Toutes ces réformes s'insèrent dans un cadre idéologique cohérent visant à accentuer d'une façon que l'on espère irréversible, le poids de l'État dans la Société : comme devait le déclarer Lionel Jospin à la fête de la rose en septembre 1981 : « ce que nous sommes en train d'inscrire précisément dans la réalité économique de notre pays, il ne sera pas facile de le remettre en cause » (1). »

Il importe peu de savoir si en disant cela, L. Jospin voulait ou non se rassurer. Mais il faut souligner une conséquence particulièrement importante, au plan qui nous occupe aujourd'hui, des réformes de structure entreprises alors. Toutes ces initiatives ont pour effet d'attacher au social-étatisme, un certain nombre de *clientèles* qui ont un intérêt personnel immédiat au maintien du statu quo.

Permanents des féodalités syndicales, personnels des administrations locales, employés des établissements nationalisés, fonctionnaires et contractuels recrutés dans les établissements ou les administrations publics, animateurs sociaux, etc., tous ces individus qui tirent leurs ressources, leurs pouvoirs et la part de considération dont ils jouissent, de l'État providence constituent une exceptionnelle force d'inertie au service du Social-étatisme, d'autant plus redoutable qu'elle repose sur un puissant moteur ; l'intérêt personnel.

Dans son ouvrage *La tyrannie du statu quo*, Milton Friedman (2) a montré en s'appuyant sur l'expérience du Président Reagan aux États-Unis, que le principal frein à la réduction des dépenses publiques, tenait à ce que toute intervention publique profite toujours à un certain nombre de bénéficiaires, prompts à se mobiliser pour conserver leur avantage, alors que son coût, réparti entre la masse des contribuables reste difficile à apprécier.

Milton Friedman montre que toute dépense publique associe toujours trois acteurs qui combinent leurs efforts pour assurer sa pérennité : ces 3 acteurs sont les sommets de ce qu'il nomme le « triangle de fer » :

— Les bénéficiaires de la dépense publique, c'est-à-dire de la part de la richesse nationale captée à leur profit.

— Les politiciens qui ont retiré un intérêt électoral en votant la dépense.

— Les bureaucrates qui administrent le programme correspondant, et en retirent un débouché de carrière.

Or, poursuit Milton Friedman, si l'expérience politique montre, quelle que soit la couleur de la majorité en place, que l'on vote plus volontiers pour une dépense nouvelle que pour une économie nouvelle, cela tient précisément au déséquilibre essentiel qui s'établit entre ceux qui bénéficient de l'intervention publique et ceux qui la financent.

« L'opposition, écrit-il, est nettement moins forte quand les changements profitent à un petit groupe aux dépens du plus grand nombre, que lorsqu'il s'agit de prendre à quelques-uns ce qui profitera à beaucoup. »

Les socialistes veulent visiblement s'appuyer sur ce « triangle de fer » pour rendre le social-étatisme indéracinable.

Les initiatives prises cette année, en matière d'audiovisuel, en particulier le projet de création de nouvelles chaînes de télévision privées, le montrent.

Comme l'écrit l'*Unité*, il sera désormais difficile à la droite *« de crier haro sur le baudet télévision ; car dénoncer le nouveau système audiovisuel reviendrait à menacer l'existence d'un schéma où vont venir s'inscrire et s'investir, presse écrite, cinéma, radios périphériques et groupes financiers. La droite sait que, dorénavant, tout discours démagogique et toute manœuvre politicienne de sa part, sur le terrain audiovisuel rencontreront la réalité d'enjeux économiques et culturels incontournables »* (3).

Et *Le Monde* de renchérir : *« L'opposition voit sérieusement compromise la mise en œuvre de son programme électoral sur la communication, à moins de provoquer lors de son arrivée au pouvoir, un bouleversement qui constituerait une menace pour toutes les entreprises du secteur* (4). »

Il est sans doute poignant de voir le socialisme anticapitaliste, vouloir s'appuyer sur les intérêts économiques et financiers de certains pour durer, mais cet exemple montre que les socialistes ont très bien assimilé comment fonctionne le « triangle de fer » évoqué par Milton Friedman.

De ce point de vue on peut affirmer que la prolifération, en tous points remarquable, des Missions, agences, établissements et autres institutions publiques en tout genre depuis 1981 (la lecture du Bottin administratif montre qu'environ 130 organismes privés nouveaux ont vu le jour au niveau parisien depuis 1981) aboutit objectivement à enraciner le socialisme au plus profond de la société française : les métastases de la bureaucratie constituent autant de racines sur lesquelles repose l'arbre socialiste.

b) Cela est d'autant plus inquiétant, que la mise en place de verrous anti-alternance constitue désormais l'essentiel de la stratégie conduite par les socialistes.

Les socialistes tirent quatre sortes de verrous :
des verrous politiques,
des verrous syndicaux,
des verrous médiatiques,
des verrous conjoncturels.

Verrous politiques

Au titre des verrous politiques il faut citer en premier lieu, la réforme du mode de scrutin aux élections législatives et surtout l'intention déclarée de M. Mitterrand, de rester en fonction au-delà de 1986 et de tenter d'imposer la cohabitation du socialisme et du renouveau.

En effet, dans la stratégie socialiste, la présidence de la République, hier moteur du changement social doit devenir, demain, le garant du statu quo, face à un parlement fragilisé par un régime électoral peu propice aux majorités durables.

L'intervention, en août dernier d'un décrét plaçant 163 dirigeants d'établissements publics et sociétés nationales sur la liste des emplois « intéressant la politique générale du gouvernement » et dont la nomination s'effectue donc par décrét contresigné par le Président de la République — c'est-à-dire par M. Mitterrand — s'inscrit symboliquement dans cette stratégie. Le Président de la République entend devenir non plus le garant de la continuité de l'État et de l'intérêt supérieur de la nation mais bien de la continuité du social-étatisme, au prix d'une distorsion de sa fonction qui fait en définitive prévaloir la légalité (ici la durée du mandat présidentiel) sur l'esprit des institutions et finalement sur la légitimité, c'est-à-dire la volonté de renouveau du peuple français. Cette tendance à user du droit contre la volonté du peuple se manifeste en de multiples domaines, s'agissant par exemple de la réforme du système judiciaire entreprise par R. Badinter et en particulier de l'abolition, symbolique, de la peine de mort. Ainsi, en ratifiant cette année le protocole n° 6 à la Convention de Sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fonda-

mentales, portant abolition de la peine de mort, la majorité socialiste a explicitement entendu verrouiller l'avenir, puisque ce protocole ne peut plus être dénoncé que 5 ans après son entrée en vigueur, et au terme d'un préavis de 6 mois. Comme le déclarait triomphalement le porte-parole du gouvernement, G. Dufoix, cette ratification « rendra plus difficile , mais pas irréversible » (5) le rétablissement de la peine de mort sauf à dénoncer, bien sûr l'intégralité de la Convention européenne des droits de l'homme.

Le verrou syndical

Il a été tiré bien avant 1981. De ce point de vue, la législation de 1982 relative aux prérogatives et privilèges des féodalités syndicales, en particulier dans le secteur public marque beaucoup plus un aboutissement qu'une rupture. Le pouvoir syndical est un obstacle au changement car il est devenu une puissance au service du conservatisme social.

Le maintien des « droits acquis » constitue d'ailleurs significativement la revendication qui mobilise le plus les organisations syndicales.

Dans son dernier ouvrage *Tous ensemble* consacré au pouvoir syndical(6) F. de Closets souligne ainsi le rôle conservateur joué par ce qu'il appelle la « syndicratie ». Cela provient du fait que la syndicratie s'appuie sur une représentation passéiste du monde du travail : le « travailleur » reste un ouvrier qualifié du sexe masculin, travaillant en usine.

Or cette représentation erronée du monde du travail, de la « classe ouvrière » pour reprendre le pathos de la syndicratie, perdure justement car elle justifie le pouvoir que s'octroyent les féodalités syndicales. Qui dit « classe ouvrière », implique en effet l'existence d'un guide éclairé des travailleurs.

En outre, en faisant sienne les schémas de pensée hérités du XIX[e] siècle, la syndicratie s'approprie les vertus du combat syndical des origines, alors que les conditions de son exercice ont radicalement changé : le militant syndical n'est plus le martyr des luttes ouvrières, mais un permanent sur-protégé. Ce passéisme idéologique remplit donc une fonction très précise pour la survie de la syndicratie et celle-ci ne saurait s'en défaire.

L'hostilité doctrinale traditionnelle du syndicalisme français au réformisme, l'a paradoxalement conduit progressivement à se figer dans la défense à court terme du statu quo social. Il faut souligner que le mouvement syndical français a dans son ensemble, depuis la Seconde Guerre mondiale, suivi et non précédé le mouvement en matière de progrès social. La principale révolution, celle de la modulation du temps de travail s'est faite malgré l'hostilité de principe des centrales syndicales.

Objectivement, le mouvement syndical, en particulier dans ses composantes les plus teintées de marxisme, a rigidifié le monde de l'entreprise en dressant de multiples obstacles au processus de destruction créatrice sur lequel repose justement, comme l'a montré Joseph Schumpeter, le dynamisme de l'économie de marché.

Les féodalités syndicales barrent aujourd'hui la route au progrès social, qui suppose que la société récompense la différenciation, le risque et l'émulation.

En prétendant défendre bruyamment ceux qui possèdent déjà un emploi, elles ôtent en réalité tout espoir d'en créer de nouveaux. Le comportement de la C.G.T. sur la question du S.M.I.C. en constitue une illustration récente.

Au plan de l'État, les féodalités syndicales mènent, pour reprendre l'expression de Herbert Meyer, une « guerre contre le progrès » de nature similaire. Les administrations publiques et parapubliques les plus syndicalisées sont justement celles où la qualité du service public se dégrade le plus. Véritables bastions destinés à verrouiller la route du renouveau, ce sont celles où la protection des intérêts de carrière des agents publics passe avant les impératifs de leur mission, c'est-à-dire le service qu'ils doivent rendre à la Nation en contrepartie de leur rémunération et de leur statut.

L'Éducation nationale en donne l'illustration la plus célèbre. Le rapport Schwartz

a mis en lumière la responsabilité de certaines organisations syndicales en particulier le S.N.I.P.E.G.C., dans la dégradation de l'enseignement secondaire. Une étude de la Fondation nationale de Sciences politiques de 1976 montrait par ailleurs un troublant parallélisme entre les projets pédagogiques des syndicats d'enseignants, et l'intérêt de carrière, on serait tenté de dire l'intérêt de classe, de leurs mandants.

L'enseignement public, devenu au cours de ces cinquante dernières années une redoutable machine à étatiser les cœurs et les esprits, est justement devenu la propriété de certaines féodalités qui verrouillent le système à leur profit.

En second lieu, en monopolisant la représentation du monde du travail, en vertu de critères nés de la dernière guerre, les féodalités syndicales contribuent à éloigner les classes dirigeantes des préoccupations du peuple et à verrouiller la vie politique et sociale de la nation, en empêchant l'éclosion de nouvelles forces sociales : ceci joue également en faveur du statu quo.

Enfin, le contre-pouvoir syndical est une redoutable force d'inertie politique.

Comme l'a montré d'une façon particulièrement lumineuse, il y a près de 10 ans, le recteur Prieur, ancien conseiller technique d'O. Guichard, lorsque ce dernier était ministre de l'Éducation nationale, dans son ouvrage *la Décision Politique* (7) le véritable danger du pouvoir syndical tient beaucoup plus à son aptitude à influencer au jour le jour la décision politique et administrative qu'à déclencher des conflits de grande envergure que le déclin de la mobilisation syndicale rend d'ailleurs de plus en plus illusoires. Beaucoup plus efficaces restent la menace du conflit localisé, la pression constante exercée par les permanents syndicaux, au nom de la concertation, sur les autorités administratives et politiques ainsi que le monnayage de l'approbation syndicale dans les instances consultatives transformées en instances où s'élabore, en fait, une décision collégiale.

Le pouvoir syndical, dont les prérogatives, les moyens de fonctionnement et l'impunité ont justement été accentués depuis 1982 excelle par conséquent à « marquer », au sens que l'on donne à ce terme dans le vocabulaire sportif, l'appareil d'État, d'autant qu'il bénéficie d'une permanence dont ne jouissent habituellement ni le personnel politique, ni les responsables administratifs (A. Henry, ancien secrétaire général de la F.E.N. aimait à dire : « Je ne suis pas le pouvoir, j'ai des pouvoirs »).

Les féodalités syndicales disposent donc, sur la société, d'une influence bien plus grande que leur représentativité réelle ne le laisserait supposer. Ainsi le Syndicat de la magistrature, qui ne rassemblait que 19 % des suffrages aux élections professionnelles de 1983 exerce-t-il pourtant, sur le ministère de la justice et la politique pénale, une influence déterminante.

Peu sensible à court terme à l'évolution de l'opinion puisque protégées des aléas de la représentativité, par des dispositions exorbitantes du droit commun, les féodalités syndicales peuvent ainsi continuer à exercer une dangereuse pression sur l'appareil d'État. En particulier pousser, dans le souci de se créer des clientèles, pour renforcer leur pouvoir puisque celui-ci dérive de leur audience, à la croissance des effectifs publics dans les secteurs, les grades ou les corps où elles espèrent gagner en influence, c'est-à-dire de continuer de pousser à l'accroissement des dépenses publiques qui constitue l'un des principaux moteurs du social-étatisme.

Les verrous médiatiques

Dans leur lutte pour le pouvoir politique, les socialistes ont usé de l'arme culturelle, devenue entre leurs mains un redoutable instrument de rétorsion et surtout de dissuasion politique.

Joseph Schumpeter et après lui Daniel Bell ont souligné à cet égard, le rôle moteur joué par le parti intellectuel dans la diffusion de l'idéologie socialiste.

Par suite de leur formation en général supérieure, et parce qu'ils n'assument aucune responsabilité directe en ce qui concerne les affaires pratiques, les intellectuels sont naturellement enclins à nourrir le ressentiment à l'encontre d'une société qu'ils ne comprennent pas ou qui ne reconnaît pas leurs mérites.

Socialement déracinés mais conscients de leur pouvoir, les intellectuels constituent à la fois un produit et un groupe charnière de la société moderne, sur lequel les socialistes ont beaucoup compté pour faire progresser leur cause.

Leur comportement s'est trouvé au demeurant conforté au cours de ces vingt dernières années par l'éclosion du pouvoir médiatique qui constitue une révolution politique de première ampleur.

Le sociologue Helmut Schelsky a montré comment la « classe intellectuelle » tend à se substituer progressivement aux décideurs traditionnels.

Si, aujourd'hui, le parlement n'apparaît plus comme l'institution qui permet d'obtenir des lois conformes à la volonté des citoyens, cela provient justement de ce que les hommes politiques, même ceux les moins enclins au socialisme, restent immergés dans un milieu encadré par les représentants de l'élite médiatique dominante. Comme l'écrivait J. Schumpeter, ceux-ci « peuplent les bureaux des partis, rédigent leurs pamphlets et discours politiques, agissent en qualité de secrétaires et de conseillers, font aux hommes politiques leur réputation de presse. Bien qu'elle ne soit pas tout, peu de ces derniers peuvent s'en passer. Par toutes ces interventions, les intellectuels impriment jusqu'à un certain point, leur cachet sur presque toutes les mesures politiques » (8).

Le pouvoir médiatique exerce une magistrature d'influence sans commune mesure avec sa représentativité réelle dans la nation. Le verdict médiatique revêt souvent plus d'importance pour l'homme politique, que celui de ses électeurs.

Les socialistes restent manifestement décidés à user de ce redoutable pouvoir. Le fait qu'ils aient abandonné, dans le courant de l'année 1984, leur approche malthusienne traditionnelle de l'audiovisuel au bénéfice d'une stratégie tous azimuts n'est pas fortuit.

Les socialistes, à l'image de ce qu'entend faire par exemple le groupe Maxwell en Grande-Bretagne, semblent vouloir ainsi conquérir un nouvel espace culturel, afin d'éviter la marginalisation de leur message et de permettre de dresser plus aisément les contrefeux idéologiques.

Tel est par exemple le sens de la très remarquable promotion du mouvement « S.O.S. racisme » qui vise manifestement à établir un contre-feu idéologique pour l'après 1986, à l'effet de culpabiliser et de piéger idéologiquement la future majorité sur la question cruciale de l'immigration. D'ailleurs, l'un de ses animateurs, Harlem Désir, ne s'en cache pas qui confiait significativement (9) à propos de l'une des manifestations que son mouvement prévoyait d'organiser, son intention d'établir « un rapport de forces contraignant et incontournable à la veille des élections » sur la question de l'immigration.

Les verrous conjoncturels

Ils visent à obérer la gestion de la future majorité en lui transférant la responsabilité d'un certain nombre d'échéances qu'une politique attentiste semble avoir consciemment rejeté sur elle.

Ainsi, par exemple le remboursement de l'endettement de l'État, la question de l'équilibre des régimes de protection sociale ou bien la situation dans les D.O.M. T.O.M., vont justement arriver à maturité dans les années à venir.

Cela fournira bien sûr d'utiles arguments à la propagande politique socialiste, toujours prompte à agiter la menace que les grands méchants « loups » libéraux font peser sur l'ordre socialiste.

Mais ce transfert emporte surtout une conséquence stratégique de première importance.

En effet, en application de la théorie du « triangle de fer », évoquée précédemment, toute action entreprise à l'encontre des clients du social-étatisme, déclenchera une agitation d'autant plus virulente que ceux-ci se sentiront menacés dans leur essence. Un pouvoir déjà aux prises avec des échéances économiques, budgétaires,

sociales ou internationales difficiles risque donc d'y regarder à deux fois avant de s'attaquer dans le même temps aux forteresses du statu quo social-étatiste.

Le transfert sur l'après 1986 de certaines échéances ne constitue donc pas seulement la marque de l'absence des responsabilités chez certains. Il s'inscrit également dans une démarche consciente visant à maintenir le statu quo et s'assimile à une véritable stratégie de la diversion.

*
* *

Mais la volonté de rompre avec le dirigisme se heurte à une seconde série d'obstacles tenant plus particulièrement à la nature de l'idéologie socialiste.

Tout d'abord, le socialisme, en tant qu'idéologie, répond à certaines aspirations éternelles de l'homme qui ne disparaîtront pas du jour au lendemain et lui procurent donc la garantie d'une certaine permanence.

Parmi les « résidus » dont le socialisme assure la « dérivation », pour reprendre la terminologie de Pareto, il faut noter le ressentiment à l'égard d'autrui, qui sert de fondement à l'égalitarisme socialiste, mais également une sensibilité exacerbée aux disfonctions de la société. Le socialisme selon le sociologue Durkheim s'analyse comme une rationalisation du « cri de douleur » des masses déracinées par la révolution industrielle, qui sert de soubassement à la volonté de faire disparaître le mal de la société, grâce à la parousie révolutionnaire.

Mais également comme l'a rappelé encore récemment le professeur Hayek lors d'une interview accordée à l'Union des Jeunes responsables économiques (janvier 1985), l'idéologie socialiste appartient à la tradition intellectuelle de la France, car elle se nourrit de la propension française à surestimer l'aptitude de l'homme à appréhender rationnellement l'ordre social. Le constructivisme et le dirigisme dérivent d'un rationalisme agressif qui prétend tout expliquer en raison.

Enfin, le dirigisme socialiste se nourrit de l'aspiration de certains à exercer un pouvoir sur autrui et à jouer les démiurges de la société.

Dans son ouvrage célèbre, *La Route de la Servitude* (10), F. Hayek assimile le planisme socialiste à la révolte des spécialistes, qui ont l'illusion que dans une société planifiée, ils arriveraient à attirer davantage l'attention sur les objectifs dont ils se soucient le plus.

C'est pourquoi, selon lui, le socialisme séduit les « idéalistes unilatéraux » qui ont voué leur vie à une tâche unique (chercheurs, enseignants, ingénieurs, défenseurs de l'environnement notamment) qui se révèlent en définitive « les plus intolérants à l'égard du planisme d'autrui » (11).

Il suffit d'examiner la composition socioprofessionnelle des groupes parlementaires socialistes et communistes d'aujourd'hui pour souligner la justesse de cette analyse.

Cela doit donc nous conduire à faire preuve d'un optimisme modéré : lorsque l'on diagnostique la mort prochaine de l'idéologie socialiste. Son aptitude à la survie, au prix d'incessants avatars apparaît au contraire remarquable.

Depuis son apparition comme idéologie structurée, au XIXe siècle, le socialisme a revêtu trois formes principales : le marxisme léninisme, le fascisme, le planisme social. Le socialisme marxiste léniniste connaît une indéniable perte de dynamisme, et n'a plus guère d'espoirs que dans les chars de l'armée soviétique. Le fascisme ne s'est pas relevé de la Seconde Guerre mondiale. Le planisme social démocrate qui, à la différence des deux premiers, n'a pas lié son destin à celui d'un impérialisme territorial, connaît par contre une évolution beaucoup moins contrastée.

Si le planisme et l'idéalisation de l'État Providence exercent une moindre séduction sur l'opinion publique occidentale, par contre le millénarisme et l'internationalisme utopique continuent de bien se porter. Ils réapparaissent sous la forme de l'idéologie des « droits de l'homme », du tiers mondisme ou de l'écologie agressive. Les camarades se font certes plus discrets, mais les « potes » prennent leur place.

En second lieu, il convient de rappeler que le développement de l'idéologie

socialiste, résulte des facteurs structurels au premier rang desquels il faut placer le déracinement social, né de la révolution industrielle au XIX• siècle.

Le réenracinement des peuples apparaît donc comme le principal responsable du déclin tendanciel du socialisme.

Or précisément ce réenracinement ne touche pas la société d'une manière synchrome et homogène, ce qui emporte des conséquences particulièrement importantes pour notre propos.

En effet, le processus de réenracinement des élites reste beaucoup moins avancé que celui des autres catégories sociales. Il se produit par conséquent un redoutable phénomène d'hystérésis, « l'establishment » intellectuel, politique administratif, économique et syndical restant pour ainsi dire plus socialiste que le peuple.

Comme le remarque G. Sorman dans son dernier ouvrage (12) en commentant les résultats d'un sondage organisé au début de l'année 1985 par l'I.F.O.P. montrant que 43 % des Français aspiraient à plus de libéralisme économique (contre 14 % de réponses négatives) « Je suis persuadé que si la même enquête était effectuée dans la haute fonction publique, auprès des patrons des très grandes entreprises, chez les universitaires, elle ne donnerait certainement pas sur le libéralisme une appréciation aussi favorable. Le peuple est à l'évidence plus libéral que les élites parce qu'il a tout à y gagner et que celles-ci ont quelque chose à y perdre (13). »

Les élites sont aujourd'hui coupées du peuple. Il suffit pour mesurer l'ampleur de cette séparation, de rappeler le mépris affiché par « l'establishment » culturel et médiatique à l'égard de ce qu'il appelle « la France des beaufs » qui se compose pourtant de ses concitoyens.

Significativement, plus le peuple manifeste des sentiments à l'opposé du social étatisme, par exemple en matière de politique pénale ou vis-à-vis de l'immigration, plus « l'establishment » médiatique tente de dévaloriser son image : il faut sans doute replacer dans ce contexte, par exemple, la campagne de « S.O.S. racisme » qui veut faire accroire que les Français deviennent des « Dupont-la-joie » racistes et xénophobes dès lors qu'ils se préoccupent du développement de l'immigration étrangère.

Cette coupure manifeste entre l'idéologie dominante des élites et les aspirations populaires provient de deux facteurs principaux. Tout d'abord, les élites ont été plus touchées que le peuple par la stratégie de guerre culturelle menée par la gauche au cours des vingt dernières années.

« L'establishment » se caractérise par une forte unité de son recrutement et ses membres proviennent, en majorité, des anciens élèves de l'enseignement supérieur et des grandes écoles, justement pénétrées, depuis la fin des années soixante, par l'idéologie marxiste et constructiviste. Il baigne également dans un univers médiatique constamment irrigué par l'idéologie dominante qui lui fournit son prêt à penser.

En second lieu, et nous touchons là un point essentiel, ces élites ont conscience de posséder un véritable *intérêt de classe* au maintien du statu quo social-étatiste.

Comme le souligne Hayek, « l'organisation est l'essence même du socialisme » (14).

Elle ouvre la voie au planisme autoritaire et à l'ère des organisateurs c'est-à-dire ceux qui, au nom des compétences qui découlent de leur formation, s'arrogent le droit de construire la société idéale en raison.

« L'establishment » culturel, administratif et syndical, correspond justement à cette « nouvelle classe » des ingénieurs sociaux. Il tire par conséquent son statut social, son pouvoir, son emploi, ses revenus, de son appartenance au bras séculier de l'État providence.

Tel est évidemment le cas d'une manière générale, de la fonction publique pour laquelle les métastases de la bureaucratie constituent autant de débouchés de carrière.

P. Mauroy déclarait à juste raison en juin 1981 que les « fonctionnaires seront les

agents essentiels du changement » (15) : effectivement, plus l'État grossit, plus leur poids augmente...

Mais il en va également de l'appareil dirigeant des grandes entreprises, des centrales syndicales ou fédérations patronales et du secteur public qui se trouve associé en réalité à l'exercice du dirigisme.

Cette « nouvelle classe » se définit beaucoup plus sûrement par référence à la position qu'elle occupe au sein de l'État providence et de ses ramifications que par rapport à ses convictions politiques déclarées.

Hayek avait ironiquement dédié son livre *La route de la Servitude* « aux socialistes de tous les partis ».

Il y a, en effet, une logique de l'intérêt qui conduit celui qui tire ses moyens d'existence, directement ou indirectement, de l'État providence, à maintenir le statu quo social-étatiste. Le socialisme que l'on combat alors le plus vigoureusement est celui *des autres*. Le sien propre, on cherche seulement à le rendre plus supportable à ses électeurs.

La « Nouvelle classe » se partage ainsi entre toutes les familles politiques, ce qui lui donne au demeurant une garantie réelle de pérennité. Il y a des étatistes d'opposition comme de majorité.

En définitive, le principal moteur du socialisme, aujourd'hui provient de son aptitude à identifier les intérêts de classe de l'establishment dirigiste à la défense de l'idéologie planiste et constructiviste.

L'exemple des pays d'Europe de l'Est nous montre qu'une telle association peut assurer une remarquable pérennité à une idéologie même lorsque celle-ci se trouve rejetée par la majorité du peuple.

Aux nomenclatures dirigistes retranchées sur leurs privilèges et leurs prétentions, les partisans de la liberté ne peuvent bien souvent qu'opposer la diversité des aspirations individuelles.

*
* *

Je m'en voudrais cependant de conclure sur une note pessimiste. Tout d'abord, notre pays n'est pas le premier ni le second à vouloir rompre avec le social-étatisme. Nous pouvons profiter de l'expérience de nos voisins européens ou d'outre-Alantique : ils peuvent montrer ce qu'il faut faire ou ne pas faire. Les nations industrielles modernes restent en effet confrontées, par-delà leurs différences culturelles et historiques, à une problématique très comparable : presque toutes se sont laissées séduire de la même façon par les sirènes de la social-démocratie et presque toutes veulent aujourd'hui rompre avec le dirigisme.

En second lieu, comme le souligne Milton Friedman, et comme l'avait bien compris, en fin politique, F. Mitterrand, la tyrannie du statu quo ne s'exerce pas d'une façon continue : des changements politiques de grande ampleur peuvent l'ébranler. L'expérience prouve qu'un nouveau gouvernement « bénéficie toujours d'une période de 6 à 9 mois au cours de laquelle il peut opérer des changements fondamentaux » (16).

Passé ce délai d'état de grâce, les intérêts qui jouaient en faveur du maintien du statu quo, un instant stupéfiés, se mobilisent à nouveau pour rendre tout changement extrêmement difficile. La voie du renouveau ne saurait donc rester perpétuellement fermée.

Cependant, comme le souligne M. Friedman, cette loi des 6 mois a un corollaire : pour pouvoir utilement saisir l'opportunité historique, il ne faut pas se contenter de remporter les élections mais il faut disposer, *avant* la victoire, d'un programme détaillé et parfaitement défini des actions qu'il convient de mener. Faute de quoi, aucun programme d'action ne serait jamais prêt avant que ne se referme la « fenêtre des opportunités ».

Rompre avec le dirigisme implique donc d'accompagner le nécessaire combat politique, d'une réflexion en profondeur, et préalable à la victoire, sur les voies les plus appropriées du renouveau.

Didier Maupas
Vice-Président du
Club de l'Horloge

(1) **Le Monde** du 29.9.81.
(2) « **La Tyrannie du statu quo** », Milton Friedman, J.-C. Lattés, 1984.
(3) **L'Unité** du 6.9.85.
(4) **Le Monde** du 2.8.85.
(5) **Le Figaro** du 30.5.85.
(6) « **Tous Ensemble** », François de Closets, Seuil, 1985.
(7) « **La Décision politique** », Raymond Prieur, C.R.D.P. d'Amiens, 1977.
(8) « **Capitalisme, Socialisme et Démocratie** », Joseph Schumpeter, Payot, 1972, page 210.
(9) **Le Matin** du 25.9.85.
(10) « **La Route de la Servitude** », Friedrich Hayek, librairie de Médicis, 1945.
(11) *Idem* page 46.
(12) « **L'État Minimum** », Guy Sorman, Albin Michel, 1985.
(13) *Idem* page 175.
(14) « **La Route de la Servitude** », page 124.
(15) **Le Monde** du 14.6.81.
(16) « **La Tyrannie du statu quo** », page 32.

Bo SIEGBAHN

Le socialisme en Suède, ou l'alternance manquée

La Suède a récemment eu des élections législatives. Le résultat a étonné et souvent déçu beaucoup de Suédois et d'observateurs étrangers. Une analyse approfondie est actuellement en cours dans les différents partis pour en trouver l'explication.

La social-démocratie a tenu les rênes au pouvoir pendant 40 ans sans interruption si on fait exception du gouvernement de rassemblement pendant la guerre. Le parti n'a cependant une majorité absolue que 3 fois dans l'histoire. Depuis l'arrivée du pouvoir en 1933 elle obtenait normalement seulement environ 42 % des voix. C'était un gouvernement minoritaire avec le soutien des voix communistes, s'élevant à environ 6-7 %. L'explication du fait que l'on a pu rester au pouvoir sans normalement avoir une majorité, est que les partis bourgeois ont longtemps été en désaccord et que la social-démocratie a réussi à obtenir le soutien de l'un ou de l'autre de ces partis. Il y a essentiellement deux facteurs qui expliquent comment les sociaux-démocrates ont réussi à se maintenir au pouvoir si longtemps. Au début du siècle, jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, on a eu à l'intérieur du camp socialiste une discussion vive entre les révolutionnaires et les réformistes. Vu la mentalité scandinave, avec son attitude pragmatique et peu encline à des constructions idéologiques, ce n'est pas étonnant que les réformistes soient sortis majoritaires. Quand le premier gouvernement social-démocrate a été formé, le parti a été immédiatement mis devant toute la responsabilité de gouverner le pays, ce qui créa des difficultés car il ne s'agissait plus seulement de faire des déclarations fulgurantes. Déjà, ici, on voit une petite différence avec le développement du socialisme en France.

Mais les socialistes étaient tout de même intéressés de savoir comment s'y prendre pour socialiser le pays une fois obtenue la majorité. Il était tout à fait logique que la première chose que le gouvernement socialiste fasse, fût de former, en 1920, une commission qui aurait comme mandat d'examiner comment s'y prendre pour mettre le socialisme en pratique. Le président était Rickard Sandler, un intellectuel et écrivain de haute valeur, qui d'ailleurs devint plus tard aussi bien

président du conseil, que, juste avant la seconde guerre, ministre des Affaires étrangères. La commission publia à travers les années un certain nombre de brochures sur l'état du socialisme dans certains autres pays d'Europe. Mais elle avait plus de mal à proposer la manière d'agir en Suède. Finalement, après 17 ans de travail, M. Sandler personnellement publiait un petit opuscule qui s'intitulait « brouillon d'un rapport de la commission sur la socialisation ». Puis la commission fut enterrée en silence.

Les années précédant la seconde guerre avaient vu la création en Suède de l'État Providence où les discours de socialisation étaient rares. Dans une conjoncture économique favorable, il s'agissait plutôt de créer un système de prévoyance sociale, qui d'ailleurs trouvait un appui populaire assez vaste. Juste après la guerre on publiait un nouveau programme qui prévoyait des socialisations importantes mais surtout un contrôle de l'industrie par des comités d'État pour chaque branche de l'industrie. Ces propositions reçurent pourtant un accueil assez tiède, même à l'intérieur du parti et, après quelques années, on n'en parla plus. Les sociaux-démocrates continuaient de gérer un pays essentiellement capitaliste, aidés par un boom économique qui semblait ne pas pouvoir finir.

Trois événements changèrent la situation dans des propositions différentes. Il y eut tout d'abord la guerre du Vietnam. Aucun événement à l'étranger pendant ce siècle n'a eu autant d'effet sur le peuple suédois. Particulièrement parmi les jeunes. Un anti-américanisme, surtout cultivé par la gauche, s'est marié à la fausse croyance que les communistes vietnamiens se battaient pour la libération et la démocratie du Vietnam. Il y eut même une manifestation aux flambeaux menée par l'ambassadeur du Vietnam du Nord et le ministre Olof Palme (alors encore seulement ministre de l'Éducation). Palme a parlé du désir impérieux des Vietnamiens du Nord de liberté et de démocratie !

Le deuxième facteur était le même dans beaucoup de pays en 1968. C'était une « révolution » inspirée entièrement par la jeunesse aisée. Cela se passait dans les universités. Superficiellement, cela n'a pas laissé beaucoup de traces. Tout est revenu dans l'ordre quelque temps après. Et les inspirateurs les plus actifs occupent aujourd'hui des postes de responsabilité dans la société établie.

Mais ce serait en sous-estimer les conséquences. Beaucoup d'étudiants de cette époque-là ont été engagés aussi bien par les journaux que par la télévision qui à ce moment a été grandement élargie. Les syndicats qui jouent un grand rôle en Suède dans tous les domaines avaient découverts que, justement pour cette raison, ils avaient besoin de plus d'intellectuels et d'experts et ont absorbé des étudiants radicaux en quantité.

Le résultat a été assez désastreux. Un sondage a révélé que dans le plus grand journal de Suède, qui en principe était libéral, 75 % des journalistes étaient socialistes ou communistes. (On ne peut en réalité plus congédier des journalistes qui ont une autre opinion politique que le journal.)

Le troisième facteur était la crise du pétrole qui, avec la baisse générale de la conjoncture, a fait douter les gens du progrès incessant. L'effet de « l'infiltration » des médias par le radicalisme a été de créer une sorte de dictature et d'interdépendance sur le mot écrit et parlé. Si un programme de radio ou de télévision semblait trop « bourgeois », il était fortement critiqué par les journalistes, etc. L'effet total était d'un conformisme regrettable. Petit à petit, cet état d'esprit s'est heureusement apaisé. Il en reste pourtant encore quelques résidus. Les invectives « fasciste » et « raciste », utilisés sans spécification ou relation au mouvement politique dans ce domaine, sont toujours un argument favori des journalistes de gauche.

Si ce débat bien simplifié a en grande partie cessé, il a pourtant porté ses fruits dans le domaine politique. Tout d'abord, les socialistes, en grande partie avec l'appui des partis non socialistes, ont passé une loi qui dans la pratique donnait un pouvoir important aux syndicats, non seulement sur le milieu de travail des ouvriers, mais sur la direction, les investissements et ventes des entreprises. (Ce qui était plus grave, c'est que cette influence n'était pas réservée aux délégués de l'entreprise mais spécifiquement donnée aux représentants professionnaux du syndicat central.)

Ce qui a peut-être été encore plus néfaste, c'est une législation qui a stipulé la création des « fonds des salariés » dirigés par des représentants des syndicats. Ces fonds sont alimentés par les entreprises en partie par un pourcentage des salaires, en partie par une part des bénéfices brut. En fonction des hypothèses sur le développement économique cela prendra un certain nombre d'années avant que les syndicats aient un contrôle déterminant sur toute l'industrie suédoise.

Ces fonds ont été discutés depuis plus de 10 ans avant que le parti socialiste se soit senti en mesure de passer à l'action. Dans les campagnes électorales, il a toujours essayé d'éviter des discussions sur cette question et après les élections en 1982, il y avait certainement beaucoup de votants qui croyaient le projet enterré. Pourtant, peu après les élections et le retour des sociaux-démocrates au pouvoir, ils ont fait voter la mise en vigueur de la création de ces fonds. La proposition de loi à cet effet a causé la plus grande manifestation dans l'histoire de Suède de tous les chefs d'entreprise, tous les employés et sympathisants, ensemble, environ 100 000 personnes se sont massés devant le Parlement pour exprimer leur inquiétude. Cela a fait penser aux manifestations en juin 1984 à Paris, également de gens qui normalement ne descendent pas dans la rue pour exprimer leur opinion. La manifestation a été répétée l'année suivante. Dans les sondages une grande majorité, même parmi les ouvriers, s'est prononcée contre la création de ces fonds.

Cette manifestation massive a dû inquiéter légèrement le gouvernement car il a déclaré que ces contributions à des fonds cesseraient après 10 ans et que la direction des fonds ne serait pas choisie parmi les syndicats, mais par des élections générales dans tout le pays.

En ce qui concerne la première promesse, on peut avoir des doutes sur sa sincérité (tant de choses peuvent arriver avant cette date) et en ce qui concerne la seconde, on a vite découvert que ce n'était pas conforme à la constitution et on ne la mentionne plus.

Le désenchantement croissant des Suédois devant un État qui insistait pour prendre de plus en plus en main les choix de consommation et d'investissement du peuple, inévitablement accompagnés d'une lourde taxation qui, déjà, pour un revenu d'environ 12 000 francs par mois, s'élevait à 80 % pour le dernier franc gagné, ainsi que le fait que la conjoncture ne permettait plus une augmentation chaque année des réformes sociales, c'est-à-dire des subventions de différents groupes, aboutirent finalement au renversement du gouvernement socialiste. Il faut peut-être ajouter aussi qu'un facteur contributif était que les trois partis de l'opposition dits « bourgeois » pour une fois semblaient représenter un front uni et donc une alternative valable. Déjà dans les élections législatives de 1973 on obtint une juste balance entre les socialistes et les communistes d'un côté et les partis bourgeois de l'autre. A ce résultat contribuait le fait que pour la première fois les partis bourgeois ne se battaient pas entre eux, mais se présentaient ensemble sur une photo de presse. Le thème principal de la propagande socialiste était qu'une victoire de l'opposition signifierait la fin de toutes les prestations sociales que l'État Providence avait petit à petit introduites pendant le règne de quarante ans de social-démocratie. Et il ne faut pas sous-estimer l'énorme force de propagande socialiste. Le parti a tout d'abord des moyens financiers illimités à sa disposition. En partie, cela dépend de subventions aussi bien de l'État que des municipalités. Ces subventions sont proportionnelles au nombre de sièges dans des représentations diverses et favorisent par conséquent une majorité existante. La seconde raison, c'est la collaboration des syndicats. On n'a (heureusement) qu'une confédération pour les ouvriers et depuis un certain nombre d'années elle est sous contrôle du parti socialiste. Le syndicat des fonctionnaires et cadres est formellement apolitique, mais, en réalité, il est aussi géré par des socialistes, plus ou moins avoués. En temps d'élection au moins, tout le mouvement syndicaliste ouvrier, avec tous ses fonctionnaires réguliers ainsi que les représentants dans les comités d'entreprises, etc., se mettent en congé (payé) pour travailler exclusivement pour le Parti socialiste. Cela fait environ 100 000 propagandistes de plus.

Malgré le résultat des élections qui évidemment signifiait un recul et une défaite considérable pour la gauche, le président du conseil, M. Olof Palme, n'a pas suivi les règles du jeu et démissionné, mais a tout tranquillement continué de gouverner

avec le résultat inévitable que beaucoup de questions importantes ont été décidées par un tirage au sort ! Pour les élections suivantes qui eurent lieu en 1976, la nouvelle constitution fut amendée de façon à éviter de pareilles calamités.

Le résultat en fut pour la première fois depuis très, très longtemps, une victoire de l'opposition. Un gouvernement de coalition bourgeois fut formé avec le centriste Torbjörn Fälldin comme Premier ministre. Cette majorité fut maintenue dans les élections de 1979 mais grâce à une voix seulement.

Ces six années de gouvernement furent assez difficiles. Tout d'abord, le gouvernement socialiste avait pendant les années précédentes de croissance ininterrompue de production, passé un grand nombre de lois, qui promettaient des subventions à des groupes sociaux différents. Normalement ces promesses n'étaient pas couvertes par une analyse du coût mais on croyait que la bonne conjoncture était venue pour rester. Ce n'est que petit à petit que les vrais coûts devenaient évidents. Puis, juste avant le changement du pouvoir en 1974 et 1975, les salaires étaient montés de façon tout à fait hors de proportion par rapport à la production, ce qu'admettait d'ailleurs le président des syndicats, et la masse salariale augmentait en deux ans de 40 %. Puis il était psychologiquement difficile de commencer de mettre de l'ordre dans la maison après la propagande intense des socialistes clamant qu'un gouvernement bourgeois allait menacer « les acquis sociaux ».

La crise pétrolière aggravait bien entendu ces difficultés, surtout que la Suède dépend à 75 % d'importations pour ses besoins d'énergie, un chiffre très élevé. Le centre, l'ancien parti agricole, était contre l'utilisation de l'énergie nucléaire et les centristes étaient évidemment fortifiés dans cette attitude par l'accident de Three Mile Island. Les socialistes, qui constataient avec un méchant plaisir cette fissure dans la coalition gouvernementale, proposaient un plébiscite auquel il était difficile de s'opposer.

Trois choix furent offerts. Celui qui a prévalu était soutenu par les libéraux et les sociaux-démocrates et prévoyait une construction de 12 centrales nucléaires, mais avec une abolition de cette forme d'énergie au plus tard en l'an 2010.

L'autre question qui fissurait la coalition bourgeoise était la fiscalité. Comme chacun sait, les impôts directs sont très élevés en Suède et même les gens à bas salaire commençaient à en sentir le fardeau. Déjà, pour un ouvrier qualifié, les impôts à la marge s'élèvent à environ 60 %. Tous les partis en principe étaient d'accord pour les baisser. Les partis bourgeois du gouvernement avaient établi un accord sur la procédure à suivre. Subitement, les socialistes, dans des négociations secrètes ont réussi à convaincre les libéraux et les centristes de les rejoindre dans un autre projet qui était bien moins favorable pour les contribuables.

Les modérés ont par conséquent quitté le gouvernement et il n'est pas étonnant que les partis bourgeois aient perdu les élections en 1982, peu après. Immédiatement après les élections, les sociaux-démocrates ont présenté une proposition sur les impôts qui se différenciait considérablement de l'accord conclu avec les deux autres partis. Cela leur a fait déclarer qu'on ne pouvait pas avoir confiance dans un accord avec les sociaux-démocrates et qu'on n'en ferait plus.

Les sociaux-démocrates ont donc réussi à reprendre le pouvoir en 1982, après 6 ans de gouvernement non socialiste.

La distribution des mandats était la suivante :

Modérés 86 + Libéraux 21 + Centristes 56 = 163.

Sociaux-démocrates 166 + Communistes 20 = 186.

Total des sièges = 349.

On ne peut pas dire que ces six années de gouvernement bourgeois furent entièrement heureuses mais, évidemment les socialistes, avec leur énorme « machine de guerre », ont réussi à faire croire aux électeurs que tout le blâme devait se diriger vers les partis bourgeois sans prendre en considération non seulement la crise générale en Europe, mais aussi l'héritage du régime précédent. Exactement comme en France en 1981, ils ont promis d'abolir le peu de chômage qui existait — environ 2/3 % — mais aussi, comme en France, de sortir de la crise non pas par une politique de restriction mais par des investissements publics et un encourage-

ment à la demande, le troisième chemin. Entre autres, ils ont essayé —, et réussi —, à diminuer dans la campagne électorale l'importance des critiques contre la socialisation de l'économie, sous forme d'établissement de fonds de syndicats.

Revenus au pouvoir, leur première mesure fut de dévaluer la couronne de 16 %, une action entreprise sans en informer nos voisins scandinaves, comme il en était coutume, et qui fut cause d'amertume. Évidemment, l'effet au début a été d'améliorer considérablement notre balance commerciale. Mais comme l'opération n'a pas été suivie d'une politique économique consistante dans d'autres domaines, sauf peut-être partiellement en ce qui concerne les salaires, les avantages par rapport aux concurrents étrangers se sont petit à petit évaporés. Pourtant la victoire socialiste, par une curieuse coïncidence, a été accompagnée d'une croissance internationale. Ce développement était déjà visible plusieurs mois avant les élections, mais il était facile pour le gouvernement de se l'attribuer comme un résultat de sa politique.

Entre-temps, le déficit, aussi bien du budget que des paiements de la dette nationale interne et extérieure, subsistait et, en ce qui concerne la dernière, augmentait. Le déficit s'élève encore à environ 60-70 milliards de francs et constituait en 1984 7,2 % du J.P.B. La dette nationale est montée de 1982 à 1985 par 218 milliards de francs et s'élève actuellement à 595 milliards de francs. De cette somme, la dette extérieure consiste en 130 milliards de francs. Cette dette totale constitue 69 % du P.B.I., presque trois fois plus qu'en France. C'est beaucoup pour un gouvernement qui critiquait violemment son prédécesseur pour malgérance et qui avait promis de remettre l'équilibre dans les affaires. A tout cela s'ajoutait un tas d'autres promesses non tenues : le rétablissement du pouvoir d'achat, particulièrement des retraités, après la grande dévaluation.

La déception de l'opinion publique se montrait aussi petit à petit dans les sondages. Au printemps 1985, tous les sondages indiquaient une victoire des non socialistes. On avait vu que les socialistes, pour autant qu'ils s'en inquiétaient, n'avaient pas un autre et moins douloureux remède à la crise économique que le gouvernement précédent, qu'il soit socialiste, ou pris à l'intérieur du cadre capitaliste. La situation en Suède fait inévitablement penser à la situation en France aujourd'hui !

On avait donc de fortes raisons de penser que la campagne électorale résulterait dans une victoire non-socialiste.

Dans les pays de l'Europe industrialisée moderne, on distingue souvent, plus ou moins clairement, deux blocs politiques. En théorie, ces blocs sont, en termes marxistes, contradictoires, c'est-à-dire qu'ils envisagent deux sortes de sociétés qui sont inconciliables. On ne peut pas en même temps avoir une société basée sur le capitalisme et une société basée sur la communauté des biens de production.

Dans la vie pratique, une société socialiste pure n'exerce souvent pas beaucoup d'attraction sur les citoyens, et les dirigeants se sentent obligés d'y apporter des modifications ou d'en faire des définitions plus attrayantes.

Palme, dans une interview à l'agence d'information suédoise T.T., a dit que, pour lui, l'essence du socialisme, c'était de s'aimer et de s'occuper de son prochain.

On parle alors de socialisme suédois ou bien « à la française » ou bleu-jaune, etc. Et on prend en même temps ses distances envers divers régimes douteux. Idéologiquement, on a parfois aussi tiré les conclusions pratiques de cette attitude. Le parti allemand adoptait, en 1959 déjà, un nouveau programme d'où le socialisme est banni. En Grande-Bretagne, on n'aime pas les idéologies ou les programmes, mais, là, la fuite du socialisme s'est manifestée par la formation d'un nouveau parti, qui en plus s'est lié avec le parti libéral.

En France, le Parti socialiste et le Parti communiste ont certainement perdu des adhérents, mais n'ont pas officiellement changé d'idéologie. Toutefois, il est très clair que la possession du pouvoir et l'obligation de faire face aux réalités politiques ont ouvert les yeux à beaucoup de bons socialistes. Le résultat a été de créer une scission dans le parti. Évidemment la raison de cette scission n'est pas seulement idéologique, mais aussi la réalisation que sans un changement vers la droite une

défaite électorale est inévitable. En Suède, s'est développée une certaine scission dans le parti social-démocrate, qu'on a appelée, selon l'Histoire — la guerre entre la rose rouge et la rose blanche. Elle va certainement s'agrandir à mesure qu'on réalise la gravité de la situation de la Suède.

Mais il y a un autre phénomène qui peut causer beaucoup d'inquiétude. Pour les mêmes raisons qu'en France, il y a beaucoup de sociaux-démocrates qui parlent de la nécessité de ne plus maintenir une attitude de blocs dans la politique. Ce qui est plus inquiétant, c'est que cet argument se retrouve aussi parmi les libéraux et les centristes, notamment dans leur mouvement de jeunesse. Comme les deux blocs, maintenant et dans un avenir proche, seront à peu près de la même importance, chaque déviation de l'unité bourgeoise signifie une majorité garantie pour les sociaux-démocrates.

Les sirènes sociaux-démocrates ont même réussi, non seulement à faire voter ces partis pour eux dans certaines questions importantes, comme la formation de la politique fiscale mentionnée plus haut mais aussi, dans le cas des centristes, d'entrer dans un gouvernement de coalition avec eux.

Du point de vue des partis bourgeois, la campagne électorale de 1985 se présenta favorablement. Dans les sondages avant les élections, ils avaient régulièrement environ 50 %, tandis que les socialistes et communistes ensemble arrivaient à environ 47-48 %, le reste étant partagé entre des partis différents qui ne pouvaient pas arriver au chiffre minimum de 4 %. Les modérés étaient montés à environ 30 %, les libéraux et les centristes avaient environ 8 % et 12 %.

Il faut préciser pour un lecteur étranger que les modérés étaient essentiellement un parti libéral gardant quelques réminiscences d'un conservatisme passé. Le parti libéral, ou plus exactement parti du peuple, est un amalgame d'un petit parti libéral et d'un plus grand parti religieux formé de sectes protestantes différentes. Le centre est l'ancien parti des paysans. Mais comme actuellement seulement 5 à 6 % de la population est occupée dans l'agriculture, c'est devenu plutôt un parti de « verts » avec l'accent sur les problèmes d'environnement, la moyenne et petite industrie, et contre l'énergie nucléaire.

Vu leur importance actuelle, les modérés étaient considérés par les sociaux-démocrates comme l'adversaire principal, et tout leur appareil énorme de propagande se dirigeait contre eux. L'argument le plus important étant que les modérés voulaient créer une autre société et abandonner tous les acquis sociaux. Ils se basaient sur de purs mensonges concernant les effets de certaines mesures fiscales proposées ou sur une interprétation fausse ou malveillante d'autres propositions. Le fait est que 40 ans de gouvernement socialiste avaient fini par laisser des traces dans l'esprit des partis bourgeois, même chez les modérés. On s'est rendu compte que depuis la guerre la somme du P.I.B. qui passe par le gouvernement central et régional est montée de 20 % à 65 %. Le chiffre correspondant en France approche de 45 % !

Derrière ce chiffre, le fait est évidemment que, de plus en plus, la consommation individuelle est décidée et réglée par l'État. Les soins médicaux, les crèches, les maternelles sont directement financés par l'État, donc les contribuables. Si, par contre, on veut se charger de la surveillance de ses petits enfants soi-même on le paye soi-même mais on contribue tout de même par les impôts à la surveillance des autres enfants. Il n'existe pratiquement pas d'écoles libres comme en France. Presque tous les travaux pour l'État et les municipalités sont fournis par leurs propres ouvriers, ce qui, entre autres, a abouti au fait que le syndicat des ouvriers communaux est bientôt le plus grand de tous les syndicats.

Tout ce développement a eu lieu petit à petit, à travers toutes les années de régime socialiste. Mais en ce qui concerne la socialisation de l'industrie, les sociaux-démocrates ont été beaucoup plus prudents. Après la guerre, il avait été proposé de socialiser la distribution de mazout et d'essence, mais les socialistes ont finalement trouvé que cette « rationalisation » ne rapporterait pas d'argent à l'État et serait trop compliquée. En général, on s'est contenté d'écrire et de parler de sociali-

sation, et à chaque congrès du parti il y a toujours eu un certain nombre de propositions en faveur de la socialisation d'une branche ou d'une autre de l'industrie ou de toute l'industrie. Particulièrement, les banques ont été le sujet d'attaques. Mais la réponse du ministre des Finances pendant une vingtaine d'années, M. Straeng, a été que par la « législation et la présence de syndicalistes dans la direction des banques, nous avons un contrôle efficace de ce qui s'y passe et cela nous suffit ». Cela a aussi toujours été la décision du Congrès, même si une minorité n'en a pas été satisfaite.

Mais comme je l'ai déjà indiqué, au début des années 70, les sociaux-démocrates, et surtout les syndicats, ont changé d'attitude à propos des fonds de salariés. Selon les premières suggestions, toute l'industrie de quelque importance serait tombée entre les mains des socialistes ou plus exactement des syndicats en dix ou vingt ans. Mais d'après les sondages répétés, l'opposition à ces idées était si forte, même parmi les socialistes, que finalement le gouvernement s'est décidé en faveur d'une procédure plus lente.

Avec cette socialisation avancée de la consommation et cette nouvelle mesure de la socialisation de l'industrie, les partis bourgeois ont fortement critiqué les socialistes de nous mettre sur la voie d'une autre société. Les sociaux-démocrates ont bien entendu violemment protesté contre cette description et maintenu qu'ils suivaient seulement la voie traditionnelle et qu'en réalité c'était les modérés qui étaient en train de dévier de la politique traditionnelle en voulant abolir les acquis sociaux, et les remplacer par un individualisme égoïste et sans cœur qui ne s'intéressait pas aux individus peu fortunés.

Le parti du peuple qui trouvait qu'il jouait un rôle négligeable dans la campagne électorale acceptait la critique des sociaux-démocrates mais commençait malheureusement vers la fin de la campagne de souligner qu'eux voulaient, au contraire des modérés, une nouvelle société « socialement responsable ».

Cela a probablement troublé les électeurs. Les derniers sondages, la semaine avant les élections, montraient une égalité des blocs, avec une légère supériorité des socialistes mais surtout une augmentation du parti du peuple.

Cette tendance était confirmée par les élections qui donnèrent le résultat suivant :

	Mandats	Gains/pertes	Blocs
Modérés	76	− 10	
Centre	44	− 12	171
Parti du peuple	51	+ 30	
Sociaux-démocrates	159	− 7	178
Communistes	19	− 1	

La conclusion de cette élection et de la campagne électorale est qu'on n'a pas entièrement pu convaincre encore les électeurs des dangers du combat de longue haleine que mènent actuellement les sociaux-démocrates. Eux ont réussi à faire croire aux électeurs qu'ils sont un parti qui se bat entièrement à l'intérieur de la société actuelle, c'est-à-dire dans une société capitaliste et que la lutte concerne seulement les méthodes les plus efficaces pour la gérer.

Si on a pu, dans le passé, trouver une solution pacifique aux guerres de religion, c'était parce que plusieurs religions peuvent, avec bonne volonté, vivre ensemble dans un même pays. Mais on ne peut pas avoir une dictature ou un État socialiste en même temps qu'un État capitaliste sur le même territoire. Il faudra que les socialistes cessent de faire croire à leurs électeurs qu'on peut se permettre de continuer de parler de socialisme comme un but en soi en même temps qu'on fait semblant de ne vouloir qu'améliorer cette société qui nous a apporté le plus grand progrès de l'histoire.

Bo Siegbahn
Ancien Ambassadeur de Suède en France

Yvan BLOT

Les nouvelles valeurs démocratiques en Occident

La rupture avec 50 ans de socialisme est-elle possible aujourd'hui ? Autrement dit, y a-t-il, dans l'opinion publique des pays occidentaux, des conditions favorables à une rupture ? Sans quoi, toute tentative politique de rupture, imposée d'en haut, se révélerait illusoire.

Je pense qu'il est aujourd'hui possible d'apporter une réponse positive à cette question.

La genèse du socialisme est, en effet, profondément différente de celle des idéologies de la liberté et de la Nation.

Ces dernières sont nées d'une longue évolution pour sortir de l'absolutisme et d'un cosmopolitisme archaïque. L'individu, en prenant conscience de lui-même et de ses libertés, prend en même temps conscience de son appartenance à un ensemble culturel national. La prise de conscience de ses droits est concomitante à la prise de conscience de ses racines, d'où le parallélisme frappant de la montée des courants « libéraux » et « nationaux » de la fin du XVIII[e] siècle au début du XX[e] siècle.

Le libéralisme et l'idée nationale trouvent par ailleurs leur origine dans une vieille tradition de civilisation européenne. Le respect des droits de l'individu existe antérieurement même au christianisme, lequel développera ce phénomène culturel. Les assemblées démocratiques d'hommes libres remontent en Europe à un passé immémorial, notamment en Germanie où elles semblent être la forme originelle de culture politique.

Autrement dit le libéralisme, comme l'idée nationale, correspondent à des aspirations qui peuvent connaître des éclipses cycliques, mais ces idéologies reposent sur un fonds psychologique permanent. Il n'est donc pas étonnant de voir renaître ces valeurs depuis quelques années dans le monde occidental.

Le socialisme, s'il correspond à certains traits psychologiques éternels dans la

nature humaine, ne devient une force politique collective qu'avec la révolution industrielle. Il y eut des mouvements précurseurs, telles les célèbres « guerres de paysans » en Allemagne qui ont été chantées par les théoriciens marxistes. Mais tous ces mouvements n'ont pu se maintenir longtemps. Le socialisme né de la révolution industrielle, est un mouvement bien plus profond que celui des « guerres des paysans », parce que la révolution industrielle sécrète un mouvement de déracinement et d'urbanisation massif, tel qu'on n'en connaît pas d'équivalent depuis la chute de l'empire romain. Le socialisme, né du déracinement — « cri de douleur des masses déracinées » comme l'a écrit Durkheim — devrait normalement disparaître avec le réenracinement des peuples. Or, nous assistons, semble-t-il, à un pareil phénomène dans l'Occident d'aujourd'hui, c'est-à-dire, dans l'ensemble des pays industriels du monde libre.

L'expression « nouvelles valeurs démocratiques » (N.V.D.) est à prendre dans deux sens.

Il s'agit, d'une part, de valeurs partagées par la grande majorité des citoyens, et non pas de valeurs propagées par une minorité d'intellectuels.

« Valeurs démocratiques » est donc synonyme de valeurs répandues dans le peuple, défendues par le peuple, au besoin contre une « intelligentsia » ou un « establishment » socialisant mais quantitativement très minoritaire.

Dans une seconde acception, il faut entendre par « valeurs démocratiques » des valeurs qui vont dans le sens de la liberté des peuples comme des individus.

Une clarification de l'adjectif démocratique s'impose après des déformations monstrueuses du sens dont ce mot a pu faire l'objet ; démocratique, au sens marxiste, est, en fait, synonyme de dictatorial, despotique ou totalitaire. La démocratie de M. Jaruzelski, en Pologne, n'est autre, en effet, qu'une dictature politique totalitaire appuyée sur des forces armées étrangères. C'est donc l'inverse même d'une démocratie, laquelle suppose deux conditions essentielles : 1) la souveraineté de la nation par rapport à l'appareil d'État, qui doit servir et non asservir ; 2) la souveraineté de la nation par rapport à l'étranger et à ses « diktats » éventuels.

Autre déformation de l'idée démocratique, qui celle-ci n'est pas propre au marxisme, mais qui est au cœur de l'idéologie social-démocrate telle qu'on la connaît en Occident : la réduction de la démocratie à l'idée d'égalité, elle-même entendue dans le sens de nivellement. C'est ce que Konrad Lorenz appelle la pseudo-démocratie. « Les idées démocratiques », pour un socialiste, signifient « les idées égalitaristes » qui seront mises en œuvre, contre la volonté du peuple s'il le faut. Les rapports entre le peuple et l'État socialiste rappellent ceux de l'enfant et du roi des Aulnes dans le poème de Goethe : « Mich reizt deine schöne gestalt » ! (tu me plais énormément et si tu ne veux pas, alors, j'utiliserai la force !).

Face à ce détournement de vocabulaire, il faut réagir et affirmer que la démocratie authentique et la liberté de la nation ne font qu'un.

Quelles sont donc les nouvelles valeurs démocratiques qui montent dans l'opinion publique occidentale.

Dans mon livre *Les racines de la liberté*, j'ai classé ces valeurs en deux catégories principales : les valeurs de liberté et les valeurs d'enracinement.

Ce ne sont pas de « nouvelles valeurs », au sens philosophique, puisqu'il s'agit de valeurs éternelles liées à la constitution même de l'être humain.

Mais il y a nouveauté dans la mesure où ces tendances se propagent massivement dans le corps social et se distinguent de l'idéologie dominante social-démocrate, plus ou moins marxisée, qui a caractérisé ces pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'égalitarisme, comme valeur suprême, est désormais contesté au nom des libertés. La massification universaliste et étatiste est contestée au nom des valeurs d'enracinement qui connaissent un véritable regain.

L'évolution de l'opinion publique française a été considérable ces dernières années. Des sondages de la S.O.F.R.E.S. montraient qu'en 1983, la concurrence était une notion positive pour 60 % des Français, 20 % étant d'avis inverse et 20 % sans opinion. Le libre-échange est une notion positive pour 68 % des Français. Le libéralisme recueille 51 % de points de vue favorables contre 2 % d'avis négatifs.

Le profit, toujours en 1983, avait une connotation positive pour 42 % des Français contre 33 %. En 1980, les chiffres respectifs étaient de 37 % contre 39 %.

A l'inverse, les notions de planification, de dirigisme et de socialisme reculent dans l'opinion de plus en plus favorable à la libération des énergies individuelles.

On constate également un certain désenchantement à l'égard de l'action de l'État. Dans beaucoup de pays occidentaux, une majorité se montre sceptique sur les capacités de l'État à réduire le chômage et l'inflation.

Enfin, on constate partout une hostilité croissante à l'égard d'une fiscalité excessive. En Suède, par exemple, l'association des contribuables connaît une expansion remarquable depuis quelques années sous l'impulsion dynamique de son secrétaire général, M. Tarran Wahlberg. Celui-ci ne se borne pas à suggérer des diminutions d'impôts (le slogan est : ne jamais prendre plus de 50 % des revenus), il souligne et critique le gaspillage des fonds publics.

Un autre domaine où les valeurs dominantes changent nettement est celui de l'égalitarisme. Le mirage égalitariste se dissipe. Il apparaît plus que jamais que l'égalitarisme détruit la paix sociale du fait de la jalousie élevée au rang de valeur civique. En favorisant le cancer bureaucratique, il étouffe les libertés. En paralysant l'initiative, il affaiblit la nation. A présent, l'égalitarisme s'efface devant une autre valeur, celle de la liberté.

C'est là un des changements les plus notables des dernières années : la liberté supplante l'égalitarisme comme valeur centrale de tout projet politique tenant compte des vœux populaires.

Il convient de préciser ce qu'il faut entendre par la montée des valeurs de liberté. Cela correspond d'abord à un retour à l'idée bien comprise d'égalité au sens républicain du terme : l'égalité des droits. C'est la reconnaissance des mérites de chacun, c'est donc l'inverse du nivellement. La liberté n'est pas une simple absence de contraintes ; elle n'est pas un retour à une mythique nature sauvage. La liberté s'exerce dans le cadre de lois, donc des règles du jeu, de nature traditionnelles, qui permettent aux individus de tenter leur chance et de voir leurs mérites sanctionnés. La loi doit se substituer à l'arbitraire des interventions de l'État.

Mais la loi elle-même ne saurait être arbitraire. Elle est définie en fonction d'une morale sociale sur laquelle se fait le consensus. L'idéal de liberté qui progresse dans les opinions publiques occidentales, n'est pas de nature anarchiste et ne saurait s'identifier avec un laxisme de type soixante-huitard ! Ce n'est pas non plus un libéralisme mécaniste idéalisant l'individu isolé. Car dans le même temps que l'opinion se prononce pour plus de liberté, elle se prononce aussi pour plus d'enracinement.

Qui veut comprendre la nature des nouvelles valeurs démocratiques, qui progressent dans l'opinion, doit tenir en permanence les deux bouts de la chaîne : libertés et enracinements.

Dans le long terme, il n'est d'ailleurs pas de libertés qui puissent se maintenir dans une société de déracinés. Cette dernière, que nous définissions comme une « masse » par opposition à un peuple, donne prise à toutes les propagandes totalitaires. C'est ainsi que le déracinement du prolétariat a donné le communisme. Le révolutionnaire-type est toujours un déraciné.

Le mouvement qui se dessine aujourd'hui n'est pas un mouvement révolutionnaire. C'est un mouvement qui aspire à des changements profonds mais qui se fonde sur les valeurs de libertés et d'enracinement.

Qu'est-ce que l'aspiration à plus d'enracinement ? Comme l'aspiration à la liberté, c'est une tendance profonde des êtres humains. L'aspiration aux racines, qu'elles soient matérielles ou spirituelles, est universelle parce qu'elle tient à la nature même de l'être humain en tant qu'« être de culture ». Par nature, être de culture comme l'a écrit Arnold Gehlen, l'homme ne peut se définir sans ses racines culturelles, matérielles et spirituelles.

Le besoin d'enracinement ne se sépare pas du besoin d'identité. Dans ce sens, le professeur Iring Fetscher, dans ses *Réflexions conservatrices d'un non-conservateur* n'a pas tort quand il déclare que l'homme a aussi un droit fondamental à ne pas

être changé, contre son gré, dans son identité. C'est ce droit qui est bafoué par toutes les philosophies constructivistes de type totalitaire.

Karl Marx lui-même, que je cite rarement, a reconnu implicitement ce besoin de l'homme de préserver son identité en utilisant le terme « d'aliénation » (Entfremdung) pour caractériser la situation douloureuse du prolétariat déraciné. Être aliéné signifie, au sens propre, être rendu étranger à soi-même. Pour ne pas être aliéné, l'homme doit remplir deux conditions : il doit pouvoir s'identifier par rapport à son groupe, mais aussi s'identifier au sein de son groupe. La réponse à la première condition est l'enracinement. La réponse à la seconde condition est la liberté. Ainsi les deux grandes aspirations contemporaines se ramènent à une seule : retrouver son identité.

Les deux sens du verbe « s'identifier » sont en effet révélateurs. S'identifier veut dire « ressembler à », mais aussi « se distinguer de ». Avoir une identité a donc un double aspect : un aspect d'enracinement et un aspect qui se traduit par la liberté d'être une personnalité autonome. A ces deux besoins correspondent deux dangers parallèles : le déracinement et la massification. Le double besoin croissant de liberté et d'enracinement, que l'on constate aujourd'hui dans nos pays, correspond donc à un besoin croissant d'identité par rapport aux menaces d'universalisation et de massification de l'ère social-démocrate ou socialisante dont nous allons sortir.

La famille, le travail, le voisinage, la religion, la patrie, la région, l'écologie bien comprise, le sens accru de la propriété, tout cela participe du besoin d'enracinement. Or, toutes ces valeurs sont actuellement en progression.

Il faut accorder une mention particulière à l'enracinement de type historique, car il est propre à l'homme. L'être humain, contrairement à l'animal, est doué de conscience historique.

Enlever son passé à un homme, c'est détruire son identité. C'est lui enlever une dimension spécifiquement humaine. C'est un véritable crime. Ce que la mémoire est à l'individu, l'histoire l'est à un peuple, comme l'avait bien vu le philosophe Herder. Chez l'homme, l'enracinement historique a donc une valeur toute particulière. C'est pourquoi le Club de l'Horloge, ces récentes années avait été jusqu'à rédiger une proposition de loi sur la réévaluation de l'enseignement de l'histoire de France.

De nombreux et graves problèmes sociaux sont liés à ces notions de déracinement et d'enracinement.

Il en est ainsi du chômage qui est un fléau particulièrement grave et qu'il faut combattre en priorité.

Il en est ainsi du non moins grave problème de l'immigration en France : en effet, l'immigration désordonnée et massive provoque un double déracinement. Celui des étrangers et celui des populations d'accueil qui se sentent devenir étrangères chez elles. Dans ces cas préoccupants, il n'y a que deux voies pour éviter la violence, car l'histoire est un cimetière de sociétés pluriculturelles ou plurinationales ; de l'Empire romain au Liban, en passant par l'Autriche-Hongrie ou l'Empire Ottoman. Ces deux voies sont celles de l'enracinement : (c'est-à-dire l'assimilation pour ceux qui le peuvent et qui le veulent, notamment les étrangers d'origine européenne) et l'organisation du retour au pays d'origine pour les autres. C'est ce qui serait conforme aux souhaits, j'en suis sûr, de la majorité de nos concitoyens.

L'existence au sein du peuple de tendances croissantes à vouloir plus de liberté et plus d'enracinement est bien évidemment très favorable pour la réussite d'une politique de rupture à long terme avec le socialisme. Le socialisme, ce n'est pas la liberté plus l'enracinement, c'est l'étatisme et la massification niveleuse. Or aujourd'hui, la majorité, dans chaque nation industrialisée libre, ne veut plus du socialisme.

Le vrai danger qui menace une politique de rupture n'est donc pas dans l'absence de soutien populaire. Le vrai danger réside, au contraire, au « sommet ». Car une partie des élites dirigeantes ne suivent qu'avec retard l'évolution de l'opinion.

Une partie d'entre elles d'ailleurs a fait du socialisme son fonds de commerce professionnel et n'est donc pas disposée à l'abandonner sans résistance. Un sondage récent a montré, par exemple, que la très grande majorité des enseignants reste toujours ancrée « à gauche », c'est-à-dire dans les idées socialistes.

La montée des nouvelles valeurs démocratiques risque donc de se heurter à l'inertie culturelle d'une partie de « l'establishment ». C'est pourquoi une politique de rupture avec le socialisme doit être une politique démocratiquement authentique, fondée sur les aspirations du peuple. La démocratie directe, c'est-à-dire l'usage du référendum, devrait dans cette perspective retrouver son rôle essentiel, aux côtés des institutions parlementaires, pour les années qui viennent.

Yvan Blot

Alain REDSLOB

La stratégie de rupture

VENU parler d'économie, je le ferai avec simplicité et espoir.

Avec simplicité parce que la vérité se tapit derrière des choses simples.

Avec espoir, car j'espère bien que si, dans quelque temps, l'opposition reprend le pouvoir, ce ne sera pas pour le reprendre, encore moins pour faire tomber quelques têtes à la mode de Valence, mais bien pour gouverner la France. Car il n'existe pas de plus haute ambition que celle de vouloir servir son pays.

J'aimerais évoquer pour vous deux questions qui me semblent cruciales :

— Pourquoi changer de politique économique ?

— Quels sentiers emprunter pour réussir demain ?

Pourquoi changer de politique économique ?

Deux raisons essentielles me font penser qu'il faut changer de politique économique. La première est que les résultats de la gestion socialiste sont là et qu'ils sont mauvais. Il nous faut donc rompre avec le socialisme, en considérant désormais les êtres et les choses avec réalisme et confiance.

Toutefois, rompre ne doit signifier, en aucune façon, un retour à un quelconque passé. Il serait vain, en effet, de réclamer l'héritage puisqu'il a été dilapidé et il serait même dangereux de gouverner comme avant, tout simplement parce que le monde bouge.

La seconde raison découle de la première. Il conviendra de rompre, avec la même détermination, avec le dirigisme qui a inspiré notre politique économique depuis 50 ans — pour être plus précis, depuis l'aube des années 30 jusqu'à 81.

En arrivant au pouvoir, Parti socialiste et Parti communiste ont commis une triple erreur :

— une erreur de diagnostic,

— une erreur de thérapeutique,

— une erreur de logique.

Leur première bévue est d'avoir diagnostiqué une crise du système capitaliste, alors qu'il s'agissait d'une mutation profonde de l'économie mondiale. Cette mutation fait apparaître notre époque comme une période d'ajustement annonciatrice d'une ère nouvelle et non comme une phase paroxystique de la théorie marxiste de l'histoire. Rien de plus funeste, on le voit, mais aussi on le paye, que l'aveuglement idéologique.

La deuxième bévue est, on l'a dit, la thérapeutique utilisée, à savoir : la relance de la consommation des ménages. Ce n'était pas d'une sous-consommation ouvrière dont la France souffrait, mais bien d'une insuffisance patente d'équipements neufs, et ce, en raison de l'inadéquation profonde de son appareil de production à la demande nationale et internationale.

Quant à l'erreur de logique, venue se greffer sur cette double méprise, ce n'était pas l'insuffisance mais bien l'excès de l'interventionnisme. Il rongeait la société française. Certes, durant les années 30, certains déséquilibres dus à une concurrence sauvage purent être résorbés par l'entremise de l'État. Dans les années 80, c'est un chemin inverse qui prévaut. C'est la socialisation excessive des structures qui entrave le jeu des mécanismes du marché.

Au renversement des hypothèses aurait dû correspondre une inversion de stratégie. Il n'en a rien été. Bien vite la dégradation de la plupart des indicateurs économiques et sociaux révéla l'ampleur de l'égarement : la rigueur, on s'en souvient, succéda à l'euphorie.

Ce retournement de politique constitue l'aveu simpliste de cette triple faute.

En effet, la politique de modernisation authentifia la thèse de la mutation en reniant la thèse de la crise du système capitaliste ; l'incitation à la reconstitution des marges des entreprises contraste avec la relance de la consommation des ménages ; enfin, la volonté affichée, des pouvoirs publics, de faire refluer les prélèvements obligatoires constitue une véritable abjuration de la croyance en l'omnipotence de l'État.

Au fond, peu importe que ce volte-face signifie l'abandon de toute espèce de référence à l'idéologie socialiste, ou, de façon plus plausible, marque la victoire du socialisme réaliste sur le socialisme utopique. Ce qui importe, c'est la France. Et là, force nous est d'admettre que les fruits de la rigueur, amers par nature, sont loin de donner quelques signes de mûrissement. Quelques exemples étaieront ces propos :

L'activité économique du pays stagne : c'est en 1984 que le taux de croissance enregistré a été le plus faible de ceux relevés dans la plupart des nations occidentales développées.

Le nombre des sans emploi s'enfle dangereusement au point qu'il est permis de se demander que penser d'une société qui n'offre à sa jeunesse que l'alternative entre les A.S.S.E.D.I.C. et les T.U.C.

Certes les tensions inflationnistes se sont apaisées, il faut le reconnaître. Mais, les différentiels d'inflation avec nos principaux partenaires commerciaux ont *tous* été positifs en 1984, ce qui n'était pas le cas en 1981.

Le déficit de notre balance commerciale persiste et il faut rappeler que le gouvernement actuel avait tablé, pour le présent exercice, sur un *retour vers l'équilibre*. Or, avec déjà 18 milliards cumulés de déficit à fin août, cela semble peu probable.

Après trois dévaluations consécutives, le franc semble relativement stable sur les marchés de change et ce, très probablement, en raison d'une cotation artificiellement haute du dollar U.S. Que celui-ci vienne à reculer brutalement ou que nos différentiels d'inflation perdurent et on ne voit pas très bien comment on pourrait éviter une nouvelle sanction monétaire.

L'endettement extérieur de la France atteint des sommets : 532 milliards de francs au 30 juin de cette année. Et l'on sait, d'ores et déjà, que les échéances de 1987 et 1988 ne pourront pas être honorées sans un réaménagement profond de notre stock de dettes. M. Bérégovoy ne s'y est pas trompé, lui qui, avec beau-

coup de timidité et sans trop de tapage, a commencé ce réaménagement à la fin du mois d'août. Peut-être avait-il lu sur le bord de la plage, *L'Économie de la Réussite.*

Voici deux exercices consécutifs que le pouvoir d'achat des Français régresse : 0,7 % en 83 ; 0,7 % en 84. Et, à cause de cela, le taux d'épargne des ménages a atteint un creux historique au cours de la Ve République : 13,6 %.

L'investissement de la Nation a reculé de 2,9 % en 1984, alors que, durant le même temps, il progressait de 2 % en R.F.A., de 9 % au Japon, de 14 % en Grande-Bretagne, de 19 % aux U.S.A. Il faut s'inquiéter dangereusement de cette entrée dans l'avenir à reculons.

Oui, piètre bilan que celui de la gestion socialiste :

— retard pris dans la compétition internationale,
— dégradation de nos grands équilibres,
— appauvrissement de la quasi-totalité des Français.

Il nous faut tourner cette page de notre histoire. Il nous faut la tourner, certes, mais certes pas pour revenir en arrière. C'est pourquoi, avec la même fermeté, il nous faudra rompre avec le dirigisme qui a inspiré notre politique économique depuis un demi-siècle.

Le dirigisme, en vérité, a toujours constitué une tentation permanente pour l'État. L'intervention du Prince dans la vie économique vient en effet du fond des âges. L'Égypte Ptolémaïque, la Grèce Antique, dans sa phase hellénistique, ou encore l'Italie, dès l'ère des catacombes, fourmillent d'exemples illustrant la montée du fait étatique. L'État afferme, taxe, produit, répartit et réglemente. Plus près de nous, à la fin du Moyen Age, le raffermissement de l'autorité centrale fait suite aux nombreuses conquêtes royales et doit aussi beaucoup au soutien de l'Église. Comment nier l'influence de la théorie de Machiavel qui érige l'État au rang de puissance supérieure ? Comment nier, également, celle du courant de pensée mercantiliste qui fait de l'enrichissement du Prince le but ultime de l'activité des hommes ?

Il reste que, sous l'Ancien Régime, ce sont essentiellement les dépenses de guerre qui incarnent la présence de l'État dans la vie de la Nation. Puis, peu à peu, l'État militaire se double d'un État entrepreneur, ainsi qu'en témoignent la création de manufactures ou la construction d'arsenaux.

La croissance des fonctions étatiques est un des traits saillants de l'activité au siècle dernier. Cette croissance fait suite aux controverses issues du jaillissement des idéaux révolutionnaires et fait suite, également, aux empiétements croissants de l'État dans la vie économique.

En effet, les prémices de l'État Providence se décèlent sous la Monarchie de Juillet. L'État Régulateur, c'est-à-dire celui que l'on investira de la mission d'amortir les crises économiques, naît avec le Second Empire. Tandis que la IIIe République, par l'immense œuvre codificatrice et éducatrice qu'elle organise, transforme l'État en État protecteur.

Notre siècle marque le passage au Tout-État. Plusieurs causes expliquent cet avènement : la succession des guerres mondiales et coloniales ; la gravité de la crise de 1929 ; les succès apparents remportés par les politiques dirigistes Outre-Atlantique, et, on l'oublie trop souvent, Outre-Rhin ; ainsi que l'audience internationale des thèses de J.M. Keynes.

C'est ainsi qu'en France, en peu de décennies, l'État est devenu premier protecteur, premier employeur, premier investisseur, premier exportateur, premier banquier...

Naturellement, gardiens du dogme et chantres de la médiocrité s'accommodent parfaitement de la situation. D'autres, sensibles à l'immobilisme, pensent que cette dérive étatique se trouve gravée dans le grand livre de l'Histoire.

En réalité, il n'existe aucune fatalité en économie. Bien au contraire.

Quant aux dépenses publiques qui font boule de neige,
— à la pression fiscale qui s'aggrave,
— aux déficits de trésorerie qui se creusent,

— au secteur public éléphantesque,
— au secteur bancaire à la botte du Trésor,
— à la réglementation administrative tatillonne, qui bloque toute initiative et paralyse la décision,

ils constituent autant d'évidences qui militent en faveur d'une rupture avec l'interventionnisme économique.

Au total, rupture avec le socialisme et rupture avec le dirigisme paraissent être deux choix impérieux, parce que salutaires.

Il faudra donc changer l'inspiration de la politique économique française. Mais il faudra également en changer le contenu.

Quels sentiers emprunter pour réussir demain ?

La formulation des objectifs ne doit subir ici aucune ambiguïté :

— décrue des prélèvements obligatoires,
— désétatisation,
— réforme de la protection sociale,
— libéralisation de l'entreprise.

Tels doivent être les axes directeurs d'une politique authentique de redressement. Pour être simple, ils se résument par les verbes :

— désétatiser,
— désocialiser,
— responsabiliser,
— libérer.

Désétatiser

La remise en ordre des finances de la France sera, à n'en point douter, œuvre de longue haleine. Pour la mener à bien, il faudra respecter quatre principes et suivre quatre propositions.

a) Principes :

Placer au cœur des préoccupations gouvernementales la redéfinition des missions de l'État. Certes, il n'est pas question de revenir sur ses prérogatives essentielles qui sont, par exemple, la garantie de la sécurité ou de l'intégrité de la Nation, ou encore, l'exercice de la justice et de la solidarité entre ses membres. Mais c'est l'occasion d'affirmer avec force qu'une des premières missions de l'État est de veiller au respect des grands équilibres, à commencer par celui de son budget.

Agir sans esprit de revanche politique, sans précipitation aucune, mais en cherchant à coupler des actions de court terme, propres à précipiter le retour de la confiance, avec des décisions de long terme de nature à assurer un redressement durable de l'économie nationale.

Engager des réformes de grande ampleur touchant à la fois les dépenses et les recettes, tant dans leur montant que dans leur structure, de sorte que les routines parlementaires et administratives soient enfin bousculées. Que l'on songe, pour illustration, au bienfait que l'on retirerait d'une remise en cause des services votés ou encore du vote annuel, par le Parlement, d'un plafond d'endettement de l'État.

Se fixer pour ambition prioritaire la décrue de la fiscalité, tout en veillant d'une part à ce que la fiscalité locale ne dérape pas et à ce que, d'autre part, aucun dégrèvement n'intervienne sans diminution correspondante des charges.

b) Propositions :

Mais au-delà des principes, il y a les faits. D'où mes quatre propositions :

Comprimer les dépenses des administrations publiques. En premier lieu par la remise en question d'un certain nombre de fonctions, comme celle du contrôle des prix, une fois le retour à un régime de liberté assuré. En deuxième lieu par un dégonflement raisonnable des effectifs de la fonction publique. En troisième lieu par l'instauration d'une plus grande mobilité au sein des différents corps de fonctionnaires.

Faire régresser les interventions publiques. Certes, par la rétrocession de bon nombre d'entreprises publiques au secteur privé ; certes, aussi, par l'entrée en vigueur d'une politique de la vérité des prix s'agissant des tarifs publics ; mais aussi, par la refonte complète du système d'aide de l'État aux entreprises.

Alléger l'impôt sur le revenu des personnes physiques en abaissant l'ensemble des tranches du barème et en faisant sauter toutes les dispositions fiscales à caractère confiscatoire.

Abolir l'ensemble des impôts antiéconomiques que sont la taxe sur les plus-values, l'impôt sur les grandes fortunes et la taxe professionnelle ; les manques à gagner de celle-ci pouvant être comblés, sur moyenne période, par une correction modulée de la valeur ajoutée.

Voilà un ensemble d'orientations qui, en tablant sur une reprise modérée de l'activité, peut être de nature à assainir en profondeur les finances publiques et à dégager l'État de missions qui ne sont pas les siennes et qui sont aussi inutiles que coûteuses.

Désocialiser

Décision idéologique, la loi de nationalisation a été prise pour aider le pays à s'extraire de la crise. Il y a tout lieu de croire, hélas !, qu'elle l'y enfonce.

Idéologie et confiance n'ont, à la vérité, jamais fait bon ménage. C'est pourquoi il faut être convaincu que dénationaliser par dogmatisme libéral est tout aussi stupide que nationaliser par credo interventionniste.

Aussi, qu'il soit bien entendu, dès aujourd'hui, que tout transfert de capital de la collectivité au secteur privé ne devra pas être ressenti comme un acte de revanche politique mais bien comme l'utilisation d'un levier indispensable au redressement économique.

Sans entrer dans les méandres des modalités juridiques de la privatisation, j'aimerais évoquer quelques lignes directrices :

— Agir au cas par cas, c'est-à-dire entreprise par entreprise, ne serait-ce que pour tenir compte de l'infinie diversité du secteur public.

— Agir sans hâte, dès lorsqu'une majorité politique nouvelle garante d'une stabilité à moyen terme sera issue des urnes.

— Agir en écartant tout atermoiement de sorte qu'une volonté politique s'affirme nettement.

— Prendre en considération de façon indifférenciée non seulement les entreprises tombées sous le coup de la loi de 1982 mais aussi celles faisant partie de la propriété collective depuis plus longtemps.

En s'inspirant de ce pragmatisme, somme toute raisonnable, il serait possible de dénationaliser rapidement le secteur bancaire et celui des assurances ainsi que bon nombre d'entreprises du secteur industriel et commercial.

En résulteront pour l'État des rentrées d'argent et donc, à terme, une baisse de la pression fiscale, une relance vigoureuse de l'actionnariat populaire et aussi l'instauration de l'esprit d'émulation et de responsabilité.

Responsabiliser

Notre système de protection sociale est probablement l'un des meilleurs du monde. Il n'est pas question de revenir sur ses fondements, car il répond au premier chef à des exigences essentielles : celle du droit à un minimum de sécurité ; la possibilité d'accès aux soins ; la garantie d'une retraite décente ; la stabilité de la cellule familiale ; le droit à être secouru en cas de perte d'emploi.

La politique sociale, on le voit et on le sait, est profondément utile. Ne serait-ce que parce que la vie ne sourit pas à tout le monde. Elle remplit une mission irremplaçable ; elle illustre les devoirs de générosité et de solidarité.

Néanmoins, lorsque les revenus indirects, c'est-à-dire ceux issus du revenu redistributif, ne complètent plus mais concurrencent les revenus directs rétribuant le travail, alors le système protecteur devient dissuasif. Incapable de discerner le mérite personnel ou le sens de l'effort, il peut à la limite devenir nuisible. C'est pourquoi il est probable qu'il faudra engager une réforme de grande ampleur dont la clé de voûte pourrait être le rétablissement de l'esprit de responsabilité.

Responsabilité de l'individu tout d'abord car il est évident que la gratuité des soins et la méconnaissance des coûts réels de la protection ont favorisé un certain laxisme tout à fait préjudiciable à l'équilibre des comptes. Aussi, à chaque fois que faire se pourra, l'individu aura à se couvrir par une police d'assurance pour certains risques. Car la société ne peut pas et ne doit plus couvrir le coût de certaines audaces. Le versement simultané de la rémunération directe *et* de la rémunération indirecte à chaque salarié devrait favoriser la perception par celui-ci du coût réel de la protection.

Responsabilité de l'État. Car il appartient à celui-ci de faire comprendre à chacun qu'actuellement on ne peut espérer une amélioration durable de la protection sociale sans ponction additionnelle sur les revenus des ménages et des entreprises. Mais aussi parce qu'il lui appartient d'isoler des priorités politiques. En France, la relance de la natalité les surclassent toutes. Il faut être convaincu que la rupture de l'équilibre démographique est tout aussi dangereuse que la rupture de l'équilibre diplomatique. Dans les deux cas, il y va de la survie du pays.

Responsabilité des organismes de Sécurité sociale. Celle-ci, à la faveur d'une politique de décentralisation régionale et locale des caisses et à la faveur d'un effort de transparence, devrait permettre de dégager des économies de gestion tangibles.

A l'avenir, on ne pourra espérer une consolidation durable des comptes sociaux sans soumission préalable des dépenses de la Sécurité sociale à un vote des parlementaires.

Libérer

De nos jours, l'État prive les entreprises de liberté en les dédommageant, en quelque sorte, à l'aide de subventions, primes ou autres bonifications. Demain, il faudra inverser le schéma, rendre la liberté aux entreprises et dégager l'État de ses multiples activités de soutien.

Oui, mais là encore, comment opérer ? Libérer l'entreprise, c'est opter fondamentalement pour le régime libéral. Non pas par un quelconque aveuglement idéologique mais parce que l'économie de marché est souple et non rigide ; mais aussi parce que son efficacité est désormais irréfutable ; mais enfin parce que les avancées sociales les plus décisives, non seulement sur le plan monétaire mais également sur celui des droits, ont été accomplies à l'Ouest. Bref, il faut cesser de prendre l'État pour un tuteur et laisser les chefs d'entreprise prendre les initiatives.

Dans cette optique et d'une façon très brève, il est possible de faire cinq suggestions assorties de deux conditions :

Abroger l'ordonnance de 1945 portant sur le contrôle des prix.

Permettre aux chefs d'entreprise d'être maîtres de la fixation de leurs coûts sala-

riaux directs, c'est-à-dire plaider en faveur d'une reprise des relations contractuelles, notamment à l'échelle de l'entreprise.

Rendre le marché du travail plus flexible, c'est-à-dire d'une part, chercher à assouplir la législation en matière d'embauche et de licenciement et, d'autre part, chercher à reconsidérer certains effets de seuil.

Proclamer la liberté de concurrence, c'est-à-dire demander à l'État de veiller au libre accès dans les différentes branches et naturellement de s'opposer à toute tentation d'entente abusive.

Ouvrir largement les frontières, c'est-à-dire libérer les échanges, mais, surtout, lever progressivement le contrôle des changes.

Un tel dispositif ne tiendra ses promesses que si, et seulement si, deux conditions se trouvent respectées :

La majeure partie des aides de l'État devront disparaître. Il s'agit là de la contrepartie du recouvrement des libertés économiques fondamentales.

Il faut savoir qu'il y a en France une centaine d'aides différentes dont le montant, en terme de débours budgétaire, représente quelque 150 milliards de francs (15 % du budget de l'État).

En un mot comme en mille, il convient de venir à bout de ce système d'assistance économique, car il ne peut exister de liberté d'entreprendre sans responsabilité de ceux qui décident.

Les pouvoirs publics devront dégager des priorités politiques, car ils ne peuvent pas rester indifférents à l'ampleur du redéploiement industriel en cours. Toute action en faveur de la reconversion des hommes, toute incitation à la recherche devront être systématiquement encouragées. Dans les autres domaines, en revanche, les subsides seront progressivement retirés et les administrations qui les distribuent peu à peu démantelées.

Le recul de l'économie administrée est devenu une exigence ardente. Le reflux des prélèvements obligatoires, le recouvrement des libertés économiques fondamentales, ainsi que la redistribution des moyens matériels, juridiques, humains des différents ministères susciteront un nouvel élan national, en précipitant le retour de la confiance.

Pour le plus grand bien du pays, certes, mais pour aller vers où ? En effet, que propose-t-on aux Français ? Ici un socialisme à l'échec désormais avéré ; là un libéralisme aux relents trop souvent passéistes.

Le socialisme appartient au passé. Il se réfère à une dialectique marxiste vieille d'un siècle, incapable d'expliquer les mécanismes de l'économie contemporaine. Il est d'essence régressive et non progressive, soucieux qu'il est de toujours mieux chercher à répartir avant que de produire. Il est une doctrine de l'affrontement par les antagonismes qu'il attise. Et, surtout, il regarde les êtres et les choses au travers du prisme, par nature déformant, de l'idéologie et si, d'aventure, la réalité qu'il parcourt lui disconvient, il s'acharne à vouloir changer les êtres plutôt que de jeter le prisme.

C'est pourquoi il faudra changer et l'inspiration et le contenu de la politique économique à venir.

Mais il faudra sans doute aller plus loin. Il faudra changer la conception en cours de l'Homme, croire en son ingéniosité, croire en ses capacités d'action et de réflexion, croire en la singularité de son destin.

Alain Redslob

Henry de LESQUEN

Les chances d'un renouveau libéral

Les élections législatives de mars 1986 offrent la perspective d'un changement radical dans la politique du pays. Pour la première fois, en effet, s'offre à nous la possibilité de rompre avec 50 ans de socialisme. Jamais les chances d'un renouveau libéral et national, dans ce pays, n'ont été aussi grandes. C'est pourquoi il faut en mesurer les atouts ; il faut aussi définir, ou préciser, les conditions de ce renouveau pour mieux en apprécier, ou évaluer, la stratégie.

Les atouts du renouveau sont importants et l'on peut en discerner trois principaux :

1) La victoire électorale est à la portée de l'opposition.

2) Le rapport des forces est favorable au courant libéral et national, dans la société française d'aujourd'hui.

3) L'opposition libérale et nationale est portée par une tendance lourde de l'évolution des idées en Occident.

La victoire électorale est à portée de l'opposition

Chacun le sait, cinq mois avant, une élection n'est jamais définitivement jouée. Mais il est vrai aussi que le pouvoir socialiste est terriblement déconsidéré dans l'opinion par une longue série de ratages et de trucages dont l'affaire Greenpeace constitue le couronnement. Comme si le Parti socialiste était une machine à sélectionner les professionnels des coups tordus, les adversaires de la ligne droite, les politiciens shadocks dont la devise serait « pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ».

C'est Abraham Lincoln qui a dit qu'on peut mentir à quelqu'un longtemps ; à quelques-uns un certain temps, mais qu'on ne peut pas mentir à tout le monde

tout le temps. Voilà pourquoi ce système de dissimulation et de mensonge, qui résulte de l'application à la réalité d'une idéologie inauthentique, qu'il faut nécessairement franchir et tordre dans tous les sens quand on veut s'en prendre aux faits, voilà pourquoi, donc, ce système commence à être compris de la majorité des Français.

C'est la raison pour laquelle les socialistes vont au-devant d'une déroute électorale, si l'opposition sait fournir une alternance crédible ; si l'opposition s'engage sur des orientations sans équivoque, susceptibles de mobiliser les électeurs ; si l'opposition veut confirmer qu'elle veut rompre non seulement avec « l'après 81 » mais aussi avec « l'avant 81 » ; si l'opposition montre qu'elle veut rompre avec 50 ans de socialisme.

C'est aussi la raison pour laquelle l'opposition ne saurait évidemment promettre une restauration, encore moins une revanche ; elle doit promettre le renouveau.

C'est la raison pour laquelle, enfin, la victoire de l'opposition en mars 1986 et durant les mois qui suivront devra être une victoire sur elle-même.

Le rapport des forces est favorable au courant libéral

En politique, il faut savoir apprécier le rapport des forces. Il ne faut ni surestimer, ni sous-estimer ; il faut apprécier exactement. Ce n'est pas du cynisme, c'est du réalisme. Et celui-ci est indispensable, car nul n'a le droit de gaspiller les chances du renouveau. Or, ce rapport des forces, il faut le répéter, est aujourd'hui favorable au courant libéral et national.

La gauche est en crise :

Crise des partis : le Parti socialiste, compromis par ses échecs, déconsidéré par ses abus, divisé en tendances rivales qui s'entredéchirent et qui ne colmatent leurs divisions intestines que l'espace d'un congrès. Le Parti communiste, quant à lui, dirigé par une équipe évidemment incompétente, court de défaite en défaite.

Crise des syndicats : en particulier dans les syndicats révolutionnaires et politisés. Les féodalités syndicales sont très affaiblies et ne parviennent pas à compenser leurs reculs par des manœuvres hargneuses et désespérées.

Les affirmations qui précèdent ne sont pas des vues personnelles puisqu'un récent sondage de la Revue *Liaisons sociales* montre, de manière très frappante, le peu de confiance que les Français accordent aux syndicats.

En 1979, 57 % des Français pensaient que les syndicats, en général, défendaient convenablement leurs intérêts. Actuellement, il n'y en a plus que 37 %, soit une chute de — 20 points en 6 ans.

Cette crise des syndicats est d'ailleurs un phénomène mondial. Si les situations à l'étranger ne peuvent pas être interprétées purement et simplement comme les nôtres, elles n'en méritent pas moins d'être observées.

Chacun sait par exemple que le renouveau de l'économie américaine est dû en grande partie au déclin des syndicats, en particulier à l'exemple des États de l'Ouest, qui sont les plus dynamiques parce que libérés de l'emprise des féodalités syndicales.

De même, en Grande-Bretagne : ce pays devenu archaïque à cause de l'emprise des syndicats, a vu le combat de Mme Thatcher et de Norman Tebbit contre ces derniers. Les résultats obtenus deviennent chaque jour plus importants. L'échec de M. Scargill, président du syndicat des mineurs, malgré des violences scandaleuses et une grève d'une durée exceptionnelle, montre qu'une page est tournée.

La montée des valeurs démocratiques, le déclin des idées socialistes dans tout l'Occident est une tendance bonne

1936. C'était, en France, le Front populaire. Celui-ci s'est installé à peu près en même temps que le New Deal de Roosevelt, qui commence quatre ans plus tôt. Et, aussi, trois ans avant, n'oublions pas ce rapprochement inévitable, la révolution nationale socialiste d'Adolphe Hitler.

Aujourd'hui, dans beaucoup de pays développés, et même ailleurs, on assiste au surgissement de nouvelles valeurs ou au renforcement des valeurs traditionnelles qui avaient été plus ou moins effacées, oubliées ou déconsidérées par le persiflage permanent d'une classe intellectuelle coupée du peuple.

Ce reflux des idées socialistes s'accompagne d'un double mouvement :

— d'une part, la montée des valeurs libérales axées sur la responsabilité de l'individu,

— d'autre part, la montée des valeurs nationales et patriotiques fondées sur le sentiment d'appartenance à une communauté.

Politiquement il ne faudra pas oublier que ce renouveau, en cours en Occident, est à la fois national et libéral et que pour qu'il aille jusqu'à son terme, il faudra qu'il marche sur ces deux pieds.

Mais cette évolution est profonde. Il serait très difficile d'y résister, et bien entendu ce n'est pas ce que nous souhaitons. Encore faut-il bien voir que les hasards de la politique, les erreurs des hommes, les atermoiements d'un gouvernement peuvent conduire à gaspiller des chances, à prendre quelques longues années de retard, comme cela s'est produit en Suède, par exemple.

Il faut donc préciser les conditions d'un renouveau. Il y en a deux principales à respecter.

- L'opposition doit répondre au sentiment populaire.
- L'opposition doit se déterminer sur des valeurs qui lui sont propres.

Répondre au sentiment populaire

L'opposition ne doit pas décevoir son électorat en se contentant d'opérer quelques retouches, en se contentant de quelques réformes de détail, d'un ravalement de façade, d'une gestion du socialisme qui ne romprait pas avec la politique antinationale et antilibérale du gouvernement socialiste actuel.

Le pouvoir, dans les pays occidentaux, est encore trop souvent confisqué par un establishment, dont les idées sont, sur les points essentiels, opposées à celles de la majorité des citoyens. Dans une démocratie authentique, le pouvoir politique est, au contraire, l'écho du sentiment populaire. Il ne se laisse pas intimider par les jugements d'un microcosme d'intellectuels sans racines profondes dans le peuple.

En 1984, rappelez-vous, — c'était hier — contre le projet Savary, les Français se sont levés en masse pour protester. Ce furent les grandes manifestations de Versailles et de Paris, comme jamais, sans doute, on en avait vu en France.

Les Français ne supporteraient pas, demain, que, sur des sujets vitaux pour l'avenir de la Nation et pour l'avenir des Français — comme l'immigration, comme la sécurité — on ne remette pas en cause la politique de Georgina Dufoix, ou celle de Robert Badinter.

L'opposition doit se déterminer sur des valeurs qui lui soient propres

L'opposition devra donc affirmer les valeurs qu'elle entend promouvoir. L'opposition, dite de droite, a trop longtemps vécu sur des valeurs de gauche. Elle n'a pas osé remettre en cause les idoles de la gauche et parmi celles-ci, Léon Blum, le Front populaire.

Il ne s'agit pas de nier qu'il se soit passé avant, pendant, ou après le Front populaire des faits positifs dans ce pays ; mais c'est une chose de reconnaître ces faits et c'en est une autre de prétendre que le gouvernement socialiste de l'époque en est responsable.

L'opposition doit donc voir clair et s'appuyer sur ses propres valeurs — valeurs républicaines : la Nation, la liberté.

L'opposition doit absolument sortir de l'espèce de cercle invisible où la gauche veut l'enfermer en la culpabilisant.

Les orientations à prendre sont assez claires, dans quelques domaines :

— *Dans celui de l'économie, par exemple* ;

— Il va falloir déréglementer, désétatiser, privatiser les entreprises publiques, réduire les dépenses publiques et d'une façon plus générale les prélèvements obligatoires. Il va falloir réaliser une économie de liberté et de responsabilité.

Mais dans les autres domaines, il serait dangereux de rester dans l'ambiguïté sur les principes à mettre en œuvre.

— S'agissant de l'école, par exemple, comment refuser aux parents la liberté de la choisir pour leurs enfants. En disant cela, il ne s'agit pas seulement de consolider l'école privée — ce qu'il faut faire bien entendu — il s'agit aussi de libéraliser l'école publique. Il faudra, demain, rendre aux parents le pouvoir de choisir l'école de leurs enfants, c'est-à-dire, techniquement, supprimer la carte scolaire, comme l'a proposé Didier Maupas dans son livre *L'École en accusation.*

— S'agissant par exemple, encore, de l'immigration, comment peut-on donner aux citoyens le droit à la préférence nationale ?

— S'agissant de la sécurité a-t-on le droit d'hésiter entre le coupable et la victime ? A-t-on le droit d'hésiter entre les malfaiteurs et les honnêtes gens ? A-t-on le droit, par complaisance envers certaines idées ou certains hommes, d'hésiter à mettre en place une véritable politique de la sécurité ?

Ayant défini et clarifié ses positions et ses valeurs, l'opposition pourra s'engager dans une stratégie pour le renouveau.

De cette stratégie, trois principes doivent être bien affirmés :

— Il faudra agir vite,
— Il faudra agir fort,
— Il faudra agir loin.

Agir vite :

En effet, l'opposition aura intérêt à profiter de l'élan, que lui aura donné la victoire électorale, pour porter, dans les mois qui suivront, les réformes qui s'imposent. Il est un domaine où une action urgente s'impose, c'est celui de l'immigration. Le Club de l'Horloge a publié un livre sur ce sujet, livre dans lequel il propose toute une série de mesures. Deux de celles-ci sont à rappeler, qui paraissent relever de l'urgence :

• La modification du code de la nationalité (point sur lequel un certain consensus se dégage au sein de l'opposition) pour n'octroyer la qualité de citoyen qu'à ceux qui sont assimilés. Autrement dit, pour qu'on ne devienne pas citoyen français automatiquement, mais bien sur demandes et acquiescements réciproquement volontaires et conscients.

• La modification du code de la sécurité sociale pour réserver les prestations familiales aux seuls citoyens français.

De telles mesures, concrètes et d'importance, traduiraient un changement de cap.

Agir fort :

Il ne s'agira pas de ménager l'adversaire politique. Il faut, bien entendu, respecter les hommes, mais non les idées contraires aux intérêts de la France.

Il ne s'agira donc pas d'essayer d'obtenir de l'adversaire politique une quelconque bienveillance. Et parmi les mesures urgentes à prendre, il y aura le rétablissement de la peine de mort pour les crimes de sang — même s'il faut au préalable dénoncer une convention internationale qui porte atteinte à la souveraineté du pays.

Il faudra aussi, demain, même si cela devait faire quelques déplaisirs à des amis, supprimer le monopole syndical dans les élections professionnelles, car c'est une question de principe : dans une démocratie authentique, l'État n'a pas le droit, par quelque moyen que ce soit, d'imposer certains choix aux citoyens.

Voilà deux exemples de mesures, non négligeables en elles-mêmes, qui, en raison de leur caractère symbolique, ont une portée politique incontestable et qui, à ce titre, doivent être prises dans les mois qui suivront l'installation de la nouvelle majorité.

Agir loin :

On ne sortira pas de 50 ans de socialisme rampant et galopant en quelques mois ; ou même quelques années. Il sera donc souhaitable d'afficher la couleur et de fixer les objectifs clairs, à moyen et à long terme — si possible des objectifs précis et datés tels que ceux-ci qui ne sont certes pas exhaustifs, mais dont le but est de faire de la France une nation forte et libre :

— réduction du taux des prélèvements obligatoires au niveau de celui de pays les plus prospères, U.S.A., Suisse, Japon où ils sont à 35 % (ce qu'ils étaient en France en 1973),

— privatisation de l'ensemble des entreprises publiques, qu'elles aient été étatisées en 1982 ou en 45. Il s'agit de réaliser, en France, une véritable économie d'entreprise, dégagée des interventions intempestives de l'État. Non de créer une variété nouvelle d'économie mixte où l'on modifierait seulement la dose d'intervention de l'État,

— organiser le rapatriement progressif de la population étrangère non européenne résidant en France, en accord si possible avec les gouvernements des pays d'origine.

Les mesures à prendre, pour atteindre cet objectif, ont été exposées dans le livre du Club de l'Horloge, *La Préférence nationale*. Cette question est d'une gravité certaine, car elle touche à l'essence même de la nation. La France, en effet, est menacée de perdre son identité. Non seulement à cause de l'immigration, mais aussi, à cause de la décadence de l'école et de la débâcle de la famille. Or notre devoir envers la nation n'est pas seulement de préserver, il est, aussi, de développer, à l'intention des générations futures, l'héritage que nous avons reçu. Or, ceci n'est pas possible dans le cadre d'une société prétendue multiculturelle, c'est-à-dire multinationale, c'est-à-dire en fait antinationale, donc antirépublicaine.

En 1986, la Gauche fête le cinquantenaire du Front populaire et de Léon Blum. Elle y attache une certaine importance. Jack Lang a fait sculpter une statue par le ciseau de M. Philippe Garrel, d'ailleurs plutôt néoclassique, ce qui peut surprendre. Et J. Lang cherche une place pour la statue de Léon Blum. C'est sans doute pourquoi Georges Sarre a fait signer une pétition aux partisans de cette statue. Il y a là quelques dizaines de socialistes ou de communistes, parmi lesquels on peut relever : Max Gallo, Pierre Mauroy, Lionel Jospin, Marie-Claire Mendès France, Suzanne Mollet — par esprit de famille sans doute — Jean Poperen, Michel Rocard et même Olivier Stirn.

Il faut aimer les œuvres d'art et protéger le patrimoine. Il ne faut donc voir dans les propos qui suivent qu'une image. Cela dit, après 1986, il faudra savoir oser être iconoclaste et bousculer les idoles de la gauche.

Henry de Lesquen

Achevé d'imprimer
par Corlet, Imprimeur, S.A.
14110 Condé-sur-Noireau

©

N° d'imprimeur : 7794
Dépôt légal : mars 1986
Imprimé en France

CONTREPOINT

Prix de vente des anciens numéros de CONTREPOINT

FRANCE :

• Du n° 2 à 14	: 15 F le numéro	4 nos : 50 F
• Du n° 15 à 21	: 15 F le numéro	
• Numéro 22/23	: 35 F le numéro	4 nos : 80 F
• Du n° 24 à 28	: 25 F le numéro	
• Du n° 29 à 30	: 30 F le numéro	
• Numéro 31/32	: 45 F le numéro	
• Numéro 33 à 38	: 40 F le numéro	4 nos : 130 F
• Numéro 39 à 46	: 45 F le numéro	
• Numéro 47 à 51	: 50 F le numéro	

ÉTRANGER :

• Du n° 2 à 14	: 20 F le numéro	4 nos : 70 FF
• Du n° 15 à 21	: 30 F le numéro	
• Numéro 22/23	: 40 F le numéro	4 nos : 100 FF
• Du n° 24 à 28	: 30 F le numéro	
• Du n° 29 à 30	: 40 F le numéro	
• Numéro 31/32	: 50 F le numéro	
• Numéro 33 à 38	: 50 F le numéro	4 nos : 200 FF
• Numéro 39 à 46	: 50 F le numéro	
• Numéro 47 à 51	: 55 F le numéro	

SOMMAIRE N° 52-53

Xe COLLOQUE DU CLUB DE L'HORLOGE

Paris le 12 et 13 octobre 1985

Rompre avec 50 ans de socialisme 1936-1986

MICHEL LEROY Le cycle historique du socialisme	5
JEAN-YVES LE GALLOU Le vrai bilan du Front populaire	15
FRANÇOIS-GEORGES DREYFUS Le dirigisme de Vichy à la libération.....	19
GÉRARD BRAMOULLÉ « Les tentatives de rupture : Poincaré, Pinay, de Gaulle »	31
JULES MONNEROT Du pouvoir intellectuel de la Gauche, vivisection d'un conformisme	41
DIDIER MAUPAS Les obstacles à la rupture.....	59
BO SIEGBAHN Le socialisme en Suède, ou l'alternance manquée .	71
YVAN BLOT Les nouvelles valeurs démocratiques en Occident .	79
ALAIN REDSLOB La stratégie de rupture	85
HENRY DE LESQUEN Les chances d'un renouveau libéral	93

FRISS N° 00107964 1er trimestre 1986 50 F

© CORLET, IMPRIMEUR, S.A.